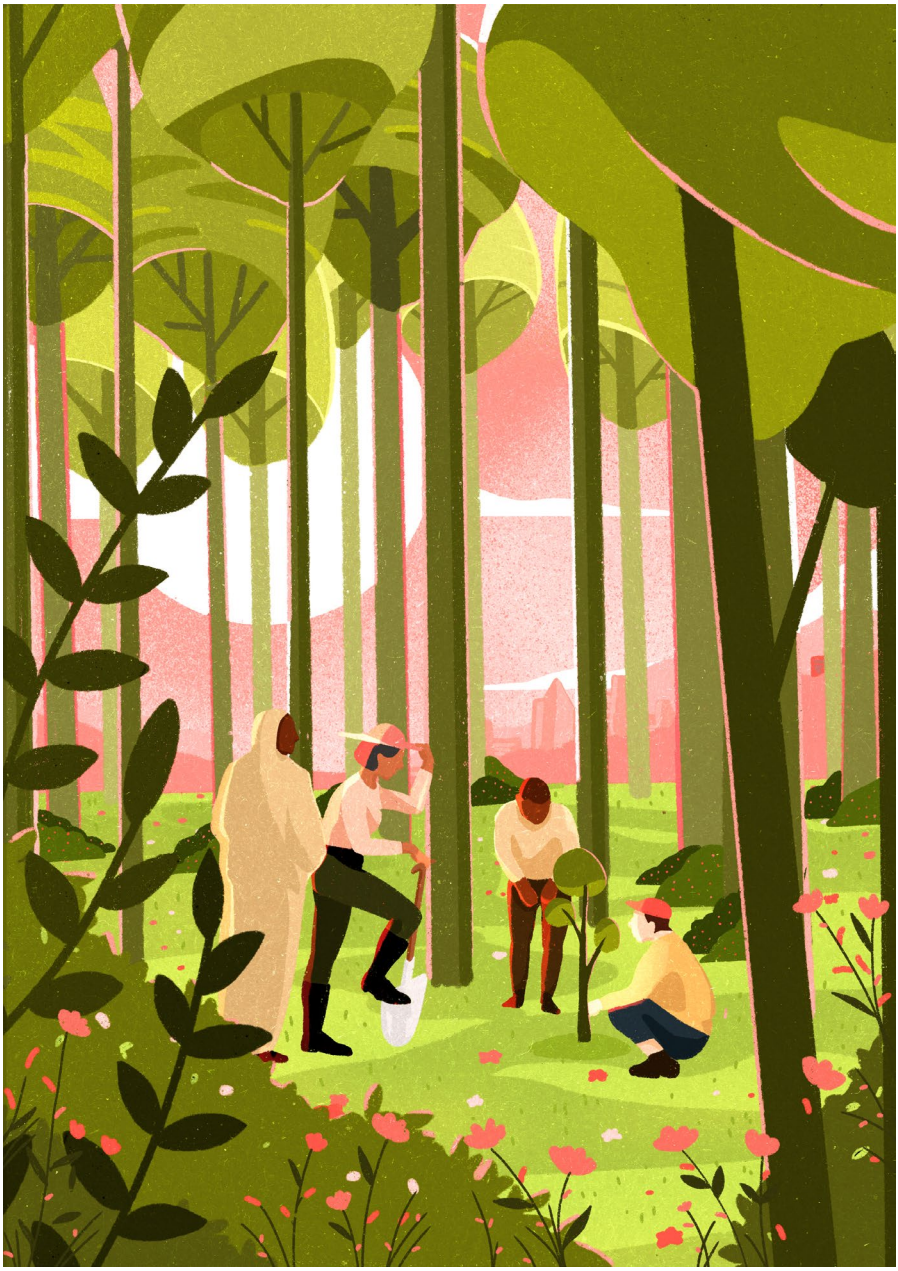
DÉCRYPTAGE

Écologie et pouvoir d'agir

ENJEUX SUR

LES COLLECTIONS DU F3E

F3E



DÉCRYPTAGE

Écologie et pouvoir d'agir

PRÉAMBULE

À propos du F3E

Un réseau au service de l'impact et de la qualité des actions de solidarité internationale et de coopération décentralisée

Réseau pluri-acteurs à vocation d'intérêt général, le F3E réunit des ONG, des collectivités territoriales et des établissements publics de santé français engagés en coopération internationale. Il constitue également un espace d'échanges ouvert aux pouvoirs publics, chercheurs, consultants et partenaires européens et internationaux.

SA MISSION

Accompagner les acteurs non gouvernementaux dans l'amélioration de l'impact et de la qualité de leurs actions. Le F3E développe à cet effet des activités de renforcement des capacités individuelles et collectives utiles pour analyser les pratiques et apprécier sa contribution aux changements.

Pour cela, le F3E propose :

- Des formations
- Un accompagnement et cofinancement de démarches d'appui et d'études
- L'animation de projets collectifs de recherche-action
- Des productions de connaissance et des outils.

F3E

L'atelier du
CHANGEMENT
SOCIAL

REMERCIEMENTS

COORDINATION DE L'OUVRAGE
Isabelle Moreau, Armelle Barré – F3E
Avec l'appui d'Elise Idir, Santiaga Hidalgo Sanchez et Vanessa Gautier

ACCOMPAGNEMENT À LA COORDINATION
Vladimir Ugarte – Empodera Consultores

ILLUSTRATIONS
Fatma Laadhari

GRAPHISME
Nicolas Folliot

ISBN
978-2-491388-07-2
Dépôt légal : avril 2024

RÉDACTION DES ARTICLES
Idriss Yousif Abdalla Abaker
Blanca Bayas
Zoé Bouahom
Elena Brito Herrera
Diego Escobar Diaz
Sergi Escribano
Georgine Kengne Djeutane
Ratna Mathur
Habib Ali Mohammed Mousa
Guillaume Quelin
Manuela Royo Letelier
Jiji Sebastian
Naseem Shaikh
Sembala Sidibe
Alitzel Velasco Burgunder

TRADUCTIONS ET INTERPRÉTARIAT
Sabrina Asis
Anne-Marie Cervera
Caroline Fraisse
Marion Guérin
Sarah Mackley
Corinne Taylor

Cette publication bénéficie d'un soutien de l'Agence Française de Développement.
Les idées et les opinions qui y sont présentées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence Française de Développement.

AVEC LE SOUTIEN DE

SOMMAIRE

PRÉAMBULE 2
REMERCIEMENTS 4
SOMMAIRE 6
INTRODUCTION 8

ÉCOLOGIE ET SAVOIRS ANCESTRAUX
L'expérience de l'université maya Ixil, Guatemala 13
ELENA BRITO HERRERA – EL ANAY

ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES
Intersection entre les propositions à Barcelone, Espagne 29
BLANCA BAYAS FERNÁNDEZ

PAYSANNERIE ET ACCUEIL DIGNE
Construction horizontale d'une dynamique d'accueil paysan pour la dignité et contre le racisme 43
HABIB ALI MOHAMMED MOUSA, SEMBALA SIDIBE, ALITZEL VELASCO BURGUNDER, IDRISS YOUSIF ABDALLA ABAKER

LE POUVOIR AUX FEMMES
Contribution collective en faveur de la justice sociale et écologique dans le secteur minier en Afrique au Sud du Sahara 59
GEORGINE KENGNE DJEUTANE

INÉGALITÉS ET RESPONSABILITÉS CLIMATIQUES
Agissons en collectif! 71
ZOÉ BOUAHOM ET GUILLAUME QUELIN

LUTTES POUR L'EAU

L'expérience du mouvement pour l'accès à l'eau, à la terre et à l'environnement (Modatima) au Chili 85

MANUELA ROYO LETELIER

BIENS COMMUNS ALIMENTAIRES

Contrôle social, gouvernance locale et écoféminisme comme leviers de la transition écologique des systèmes alimentaires urbains 97

SERGI ESCRIBANO

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

Leçons tirées des districts exposés à la sécheresse dans le Maharashtra, Inde 109

NASEEM SHAIKH, JIJI SEBASTIAN ET RATNA MATHUR

UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA DIFFÉRENCE

Vers un nouveau modèle de développement humain fondé sur la diversité des Afro-descendant·e·s et des indigènes, Colombie 127

DIEGO ESCOBAR DIAZ

EN GUISE DE CONCLUSION, RECOMMANDATIONS POUR LE SECTEUR DES SOLIDARITÉS 143

LES CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS 151

INTRODUCTION

> *C'est pour ça qu'on a posé le « care », la philosophie du « care » comme une phénoménologie du politique. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'en fait, ça rend visible tout ce que le politique veut rendre invisible, et qui est de plus en plus inacceptable. Donc, on met en lumière tous ces points de vulnérabilité et à partir de là, on renverse le pouvoir, d'une certaine façon. Et on fait en sorte que ne se joue pas là de la domination, mais du « prendre soin ». Pourquoi ce « prendre soin » ? Parce que c'est à partir de ce « prendre soin » qu'on reconstitue, qu'on restaure nos capacités d'agir, nos puissances d'agir.*
>
> CYNTHIA FLEURY[1]

Ce livre trouve son origine dans une rencontre.

Une rencontre entre Isabelle, Vanessa et Vladimir, les personnes choisies par le F3E et Empodera Consultores pour mener à bien cette aventure commune. Puis Armelle a remplacé Vanessa, partie pour d'autres paysages. Elise et Santiaga ont rejoint l'équipe, notamment pour préparer la grande rencontre à Paris.

Pour finalement converger vers un horizon commun, il a été essentiel de partager nos histoires, de laisser nos sensibilités s'exprimer, d'aborder nos différences. Cet horizon s'est composé de trois grands chantiers :

- Explorer la relation entre l'écologie et le pouvoir d'agir de la manière la plus diversifiée possible, afin de transcender toute simplification de la réalité, d'éviter tout ethnocentrisme, et de favoriser les connexions entre les acteurs et actrices de terrain, le monde académique et la solidarité internationale. Cette approche complexe permettrait d'apporter un nouvel éclairage sur la problématique.
- Construire une communauté, c'est-à-dire un groupe de personnes déterminées à cultiver un intérêt commun et à construire un espace de confiance où les mots de chacune et de chacun contribuent à enrichir le langage collectif. L'objectif étant que chaque voix trouve sa place ou « que la langue de chacun·e y soit ».
- Mettre en place une méthode de travail souple et pédagogique, capable de s'adapter aux contraintes des agendas de chacune et de chacun, qu'elles ou ils soient au Cameroun, au Chili, en Colombie, en Espagne, en France, au Guatemala

1 Cynthia Fleury, directrice de la chaire de philosophie à l'Hopital Saint Anne à Paris (France Culture, « La grande table », 29/07/2022) In : https://www.temoins.com/un-ete-avec-cynthia-fleury/

ou en Inde. Cette méthode devant favoriser l'échange et nous permettant d'abandonner nos schémas de pensée habituels pour accueillir des approches auxquelles nous n'aurions pas nécessairement songé ni que nous n'aurions anticipées.

Le premier chantier nous a révélé qu'il était impossible d'aborder la question écologique sans considérer la capacité des populations à agir et interagir dans leurs territoires, au sein de leurs organisations et sur le plan individuel et collectif. Dans cette optique, nous avons esquissé notre propre écosystème de travail et de coopération. Cet écosystème se présentait sous la forme d'un gâteau en trois parts ; la première représentait les questions liées à l'autonomisation et à l'émancipation individuelle et collective ; la deuxième, la gouvernance écologique et la gestion des biens communs ; tandis que la troisième abordait les interdépendances, la décolonisation des connaissances et la construction de nouveaux récits. Ces trois composantes, ou grands défis, nous ont permis d'aborder les problématiques sous la forme d'un dialogue des savoirs, où tous les types de connaissances étaient valorisés, sans présomption de hiérarchie entre eux.

Le deuxième chantier a consisté à former une petite communauté internationale rassemblant Alitzel, Blanca, Diego, Elena, Georgine, Guillaume, Habib, Idriss, Jiji, Manuela, Naseem, Ratna, Sembala, Sergi et Zoé. Ces protagonistes et témoins venaient de sept pays différents et avaient pour mission de soutenir le dialogue des savoirs. Il s'agissait d'une communauté de pratiques et de savoirs unie par le défi de l'enrichissement mutuel. Un échange bâti sur le pouvoir de l'écoute active et sur l'attention particulière à maintenir une bonne écologie relationnelle, *cuidados* ou *care*. Dans ce sens, pendant nos rencontres en ligne, nous avons veillé à laisser de la place au silence, à la musique, au regard et à un ensemble de dynamiques de l'intelligence collective favorisant la collaboration à distance. Dans cet exercice, nous avons bénéficié du soutien d'une superbe équipe d'interprètes composée d'Anne-Marie, Caroline, Corinne, Marion, Sabrina, Sarah, qui ont su déchiffrer nos errances linguistiques entre le français, l'espagnol et l'anglais.

Finalement, nous avons élaboré un itinéraire méthodologique en cinq grandes étapes, couvrant la période de mars à novembre 2023. Ces étapes se sont déroulées sous la forme de web-ateliers, basés sur les défis que nous nous étions collectivement fixés. En mars, nous avons identifié ce que nous voulions éviter dans cette aventure, notamment les réunions d'expert·e·s, les jeux d'*ego*, le cloisonnement des savoirs, l'ethnocentrisme et l'utilisation de présentations ennuyeuses. En avril, nous avons fait davantage connaissance en partageant nos expériences et nos préoccupations

INTRODUCTION

respectives. En mai, nous avons discuté en utilisant les premiers textes écrits et avons repéré les relations qui commençaient à se former entre eux. Lors du quatrième web-atelier, en juin, nous avons organisé des commentaires croisés sur les textes. Enfin, en septembre, nous avons pu structurer de manière systématique les textes qui avaient été commentés, synthétiser nos apprentissages et nous préparer pour la dernière étape de notre aventure : la rencontre prévue en novembre à Paris.

Le livre que vous avez entre vos mains est le reflet de cette aventure collective. Des dialogues que nous avons pu délier, des rires que nous avons su partager et des complicités qui, nous en sommes sûr·e·s, sauront perdurer.

Avertissement

Cet ouvrage a été rédigé à plusieurs mains, la façon d'écrire des un·e·s et des autres a été respectée, afin de rendre visible la diversité des contributrices et contributeurs.

Les autrices et auteurs ont également été invité·e·s à enrichir les articles des autres, afin de poursuivre un dialogue entre leurs expériences respectives.

Les recommandations, elles, sont le fruit du travail conjoint des contributrices et contributeurs et des participantes et participants à la journée de travail, dédiée au thème « Écologie et pouvoir d'agir » organisée par le F3E en novembre 2023, ainsi que de l'équipe du F3E.

ALITZEL - A4

BLANCA

DIEGO

ELENA

GEORGINE - WOMIN

GUILLAUME - GRET

HABIB - A4

IDRISS - A4

JIJI - SSP

MANUELA - MODATIMA

NASEEM - SSP

RATNA

SEMBALA - A4

SERGI

ZOÉ - GRET

« L'Université Ixil valorise la vie des communautés, leurs expériences, leurs luttes, leur sagesse et leurs pratiques dans le soin »

ELENA BRITO HERRERA – EL ANAY
ÉTUDIANTE ET FACILITATRICE COMMUNAUTAIRE
UNIVERSITÉ IXIL – GUATEMALA

01

ÉCOLOGIE ET SAVOIRS ANCESTRAUX

L'EXPÉRIENCE DE L'UNIVERSITÉ MAYA IXIL, GUATEMALA

Je vous remercie de m'avoir invitée à participer à cette rencontre de réflexions et d'expériences sur l'écologie, l'environnement, les territoires, les richesses naturelles et nos pratiques culturelles.

Je viens présenter l'expérience des communautés du peuple Ixil à laquelle j'ai participé en tant qu'étudiante et animatrice à l'Université Ixil et en tant que membre du groupe des femmes qui, jour après jour, défendent la vie, Mère Nature, nos filles et nos fils.

Je remercie mes ancêtres mayas, mes grands-mères et mes grands-pères, qui nous ont légué une riche histoire, une culture et des enseignements pour une vie digne, une bonne vie, *tiichajil tenam* dans la langue maya Ixil.

Description du territoire et du peuple Ixil

La région Ixil est composée des municipalités de Chajul, Cotzal et Nebaj, au nord du département de Quiché, au Guatemala. Elle est située sur l'une des branches de la montagne appelée Sierra de los Cuchumatanes.

C'est une région très riche en montagnes, forêts, rivières, sources d'eau, avec une grande diversité de cultures vivrières, forestières et de plantes médicinales. Elle possède de nombreux climats : froid, chaud, tempéré. On dit qu'il y a 7 microclimats dans la région d'Ixil, ce qui lui confère une grande diversité biologique.

Le territoire Ixil est composé de trois ejidos[1] inscrits au deuxième registre de propriété situé dans la ville de Quetzaltenango à la fin des années 1800 et au début des années 1900 : Nebaj avec un territoire de 1437 caballerías[2] inscrit en 1903 ; Cotzal avec 379 caballerías inscrit en 1907 ; et Chajul avec 1186 caballerías inscrit en 1900.

Selon l'Institut national des statistiques, en 2018, le peuple maya Ixil comptait 165 694 membres, répartis comme suit : 77 377 habitaient à Nebaj, 52 019 à Chajul et 36 298 à Cotzal, et qui représentaient pour cet ejido 90 % de la population, les 10 % restant étant composés de Mayas K'iche', Q'anjob'al et métis. Aujourd'hui, on estime la population maya Ixil à plus de 180 000 personnes, dont un nombre croissant de migrant·e·s travaillant aux États-Unis.

---

1 Un ejido désigne, au Guatemala une propriété collective attribuée à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles

2 La caballería était une mesure de superficie utilisée dans l'Empire espagnol entre le XV^{e} et le XVIII^{e} siècle, mesurant 100 pieds sur 200 pieds (environ 30 × 61 m, soit environ 1858 m^{2}).

ÉCOLOGIE ET SAVOIRS ANCESTRAUX

Les communautés du peuple Ixil ont une très forte culture maya de respect de la Terre Mère. Elles pratiquent des cérémonies traditionnelles au changement de l'année maya, lors des semailles et de la récolte du maïs sacré, dans leurs lieux sacrés et leurs centres cérémoniels. Nos guides spirituels enseignent cette culture maya aux familles, aux filles et aux garçons, en parlant à Mère Nature, aux montagnes et aux forêts pour que nous puissions avoir la vie.

La majorité de la population maya Ixil vit dans des conditions de pauvreté ou d'extrême pauvreté, avec des niveaux élevés de malnutrition infantile. Le travail forcé et l'esclavage introduits par l'invasion espagnole il y a 500 ans n'ont fait que changer de forme. Le mépris, le racisme et la discrimination à l'égard des peuples indigènes sont bien vivants.

En raison de l'exploitation dans les fermes et par les entreprises, de l'exclusion des peuples indigènes et d'autres injustices majeures, un conflit armé interne a éclaté en 1960, six ans après que le gouvernement états-unien a mis fin à la révolution démocratique débutée en 1944[3].

Les accords de paix

Pendant le conflit armé interne, l'État guatémaltèque, par l'intermédiaire de l'armée, a commis plus de 660 massacres, principalement dans les communautés indigènes mayas. Dans les communautés du peuple Ixil, l'armée a commis plus de 114 massacres, brûlé les maisons et les cultures, bombardé les montagnes, les forêts et les rivières et persécuté constamment la population.

En 1996, les accords de paix ont été signés et la guerre interne a pris fin. L'État s'est engagé à respecter les droits humains, à accorder des réparations aux victimes, à promouvoir la justice, à renforcer les institutions de l'État, à respecter les droits des peuples indigènes et à prendre d'autres engagements pour construire une démocratie fondée sur la justice sociale.

Les premières lois reconnaissant les communautés et les autorités indigènes, les langues nationales, les améliorations du système éducatif et de la justice ont alors été adoptées.

Le 10 mai 2013, une cour de justice guatémaltèque a prononcé une sentence contre le général Efraín Ríos Mont pour génocide contre le peuple Ixil en 1981, 1982 et 1983.

3 https://www.cicig.org/history/index.php?page=guatemala-sp

Dix jours plus tard, les riches ont contraint la justice à refuser la sentence. Malgré cela, dans l'histoire du Guatemala, il est quand même écrit que l'État guatémaltèque a commis un génocide contre les Ixil et d'autres peuples indigènes.

En 2015, la Cour constitutionnelle a ordonné au gouvernement de procéder à une consultation préalable et informée des autorités ancestrales Ixil de Cotzal et Nebaj alors qu'il avait autorisé la construction de pylônes électriques à haute tension et la construction d'une centrale hydroélectrique sur le territoire Ixil sans en avoir informé les autorités ancestrales ni les populations.

Cette année-là, de nombreuses mobilisations contre la corruption ont eu lieu, le président et le vice-président de l'époque ont été emprisonnés et les principales familles du pouvoir économique ont reconnu publiquement qu'elles avaient commis des actes de corruption. Tout cela a été le résultat du travail du ministère public et de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Comisión Internacional contra la Impunidad de Guatemala – CICIG).

Ces dernières années, les Mayas Q'eqchí, les Copones, les Xinkas, les Chuarranchos et d'autres communautés indigènes, en exigeant l'application des lois nationales et internationales, ont obtenu la reconnaissance de leurs droits sur leurs territoires et de leurs formes d'autorité ancestrale face à l'invasion de mégaprojets miniers, hydroélectriques, de palmiers à huile et autres.

Ces réalisations, et d'autres acquis initiaux des accords de paix, risquent d'être réduits à néant parce que les deux derniers gouvernements au pouvoir ont affaibli le système judiciaire, favorisé clairement les sociétés transnationales et mis les institutions de l'État au service des groupes de pouvoir de la corruption et de l'impunité.

Où nous allons, notre territoire, nos atouts naturels

Après la guerre interne de 1960 à 1996, les communautés et les peuples indigènes du Guatemala ont commencé à panser les plaies causées par la politique anti-insurrectionnelle de l'armée et à reconstituer le tissu social communautaire déchiré par les massacres et le génocide.

De nombreuses communautés indigènes ont repris et renforcé les soins apportés à leurs montagnes, forêts, rivières, animaux, fleurs, en enseignant aux nouvelles générations leurs différentes formes d'autorités ancestrales.

ÉCOLOGIE ET SAVOIRS ANCESTRAUX

Dans la région d'Ixil, en raison de ses différents climats, l'agriculture est devenue plus importante avec des cultures vivrières, des arbres fruitiers et des plantes médicinales, afin que les communautés aient une alimentation saine et une bonne santé.

Les femmes sont de plus en plus impliquées dans différentes activités en tant que sages-femmes, enseignantes, autorités communautaires, étudiantes dans différentes écoles et universités. Les jeunes hommes et femmes participent à des activités au sein de leurs communautés et municipalités.

Tous les efforts visent ce que nous appelons *tiichajil tenam*, c'est-à-dire une vie digne, juste, bonne, une bonne alimentation, une bonne santé, une vie en harmonie avec la nature. Si nous n'avons plus de rivières, de montagnes, d'oxygène pur, à cause de la pollution et de la sécheresse, nous ne vivons plus bien.

L'écologie selon le peuple Ixil : le respect de Mère Nature

D'après ma propre expérience d'étudiante et d'animatrice à l'Université Ixil, nous étudions l'écologie parce que nous étudions et pratiquons notre culture du respect de Mère Nature qui nous donne la vie, sans laquelle nous ne pouvons pas vivre. Elle nous donne l'oxygène, les rivières, l'eau, les montagnes, la vie, nos pensées, nos sentiments et notre sagesse.

Dans nos coutumes, nous avions l'habitude de demander la permission à la nature, aux arbres, à nos ancêtres, hommes et femmes, de nous laisser des connaissances pour avoir une vie meilleure, de prendre soin de la nature avec ses biens naturels pour la bonne vie des communautés et des montagnes, des forêts, des rivières, des animaux, des fleurs, des oiseaux.

Aujourd'hui, le danger qui pèse sur Mère Nature et ses atouts naturels est de plus en plus grand. **L'autre culture, qui considère la nature comme une ressource économique, pour faire des affaires, pour faire beaucoup de profit, est en train d'entrer et d'affecter la vision de nos communautés.**

C'est pourquoi il est très important d'apprendre à respecter la nature et la communauté, de connaître son territoire, ses atouts naturels, ses cultures et son alimentation, de savoir si elle dispose de services de santé, d'éducation et d'autres services publics. C'est ce que les jeunes hommes et femmes doivent apprendre.

Le respect de la nature, de ses montagnes, de ses forêts, de ses rivières, de ses animaux, de ses oiseaux, de ses fleurs, est dû au fait qu'ils nous donnent la vie, l'oxygène, le bois de chauffage, la nourriture. C'est pour cette raison que nous remercions nos ancêtres lors de cérémonies, en nous engageant à les respecter et à en prendre soin, car c'est ainsi que l'on respecte la vie des communautés.

L'État a une autre vision, celle de la commercialisation des rivières pour produire de l'électricité, de la destruction des montagnes pour extraire des minerais, pour générer des ressources pour les entreprises : ce n'est pas la bonne voie, cela ne fait pas partie de notre culture, c'est la vision de l'État.

Quelques questions relatives à la vie et à l'écologie

L'industrie minière et pétrolière utilise les forces de la terre ; si nous ne prenons pas soin de la terre, nous nous dirigeons vers un désastre ou la destruction du Guatemala et de la région d'Ixil. Les tempêtes Eta, Iota et Julia ont causé beaucoup de dégâts, c'est comme un avertissement de la nature qu'elle ne peut plus supporter les dégâts causés par les entreprises et les gouvernements.

Les forêts sont détruites à cause de l'exploitation forestière menée par les entreprises et les gouvernements en place. Le gouvernement a un institut forestier qui donne l'autorisation d'achever les forêts, il dit qu'il faut planter plus d'arbres pour remplacer ceux qui sont coupés, mais personne ne s'y conforme ; s'ils en plantent, ce sont des arbres d'une autre espèce, ce qui affecte l'écologie, l'écosystème, le respect de notre mère la terre.

Dans la région Ixil, il existe des zones protégées, mais elles sont accaparées par des entreprises et par l'État, et la population ne peut y accéder librement, ce qui affecte l'économie familiale et les biens de la communauté.

Les entreprises et les fonctionnaires provoquent des divisions et des conflits au sein des communautés qui tentent de préserver leur territoire et leurs ressources naturelles.

ÉCOLOGIE ET SAVOIRS ANCESTRAUX

Respect du droit à la consultation des communautés et des peuples autochtones

Face aux abus des entreprises sur le territoire Ixil, les autorités indigènes ancestrales ont déposé en 2011 plusieurs recours en protection juridique devant les tribunaux. En 2015, la Cour constitutionnelle a ordonné au ministère de l'Énergie et des Mines de procéder à une consultation préalable, libre et informée, des autorités ancestrales de Cotzal et Nebaj.

Il y a plusieurs années, le gouvernement de l'époque avait autorisé la construction de pylônes de transmission d'énergie à haute tension pour la centrale hydroélectrique Palo Viejo de l'entreprise italienne ENEL sous le nom de TRANSNOVA à Cotzal, et les centrales hydroélectriques Vega I et Vega II à Nebaj, sans avoir informé, ni consulté, les autorités ancestrales de Cotzal et de Nebaj.

En 2016, des réunions préparatoires ont commencé entre les délégués du gouvernement et les autorités ancestrales de Cotzal et Nebaj. Mais les délégués du gouvernement ne sont pas venus, ils ont changé de responsables, ils n'ont pas accepté de discuter de la production et du transport de l'électricité, afin que le processus soit une véritable consultation et non une imposition ou une simple exigence.

Après cette expérience, il devenait clair que les entreprises utilisent les gouvernements pour imposer leurs grands projets hydroélectriques et miniers, détruisant les montagnes, les forêts, les rivières, la vie animale et violant les droits des communautés.

Elles utilisent diverses tromperies pour acheter la volonté des jeunes qui souffrent du manque d'emploi : par exemple, elles leur donnent un emploi pendant quelques mois et leur retirent ensuite. Dans d'autres cas, elles offrent des cadeaux. Par exemple, l'entreprise italienne qui possède la centrale hydroélectrique de Palo Viejo à Cotzal a donné des sacs à dos aux enfants. Mais ces sacs n'ont duré qu'un mois, ils se sont cassés, ils n'étaient pas de bonne qualité.

Université Ixil : étude et pratique de la pensée maya Ixil pour un mode de vie sain

L'Université Ixil est née au milieu de la reconstruction du tissu social brisé par la répression de l'État guatémaltèque, les menaces des entreprises sur nos territoires

et nos ressources naturelles, les abus des institutions gouvernementales et la recherche de moyens de bien vivre.

L'Université Ixil est née en 2011 pour mettre en œuvre des processus d'étude et de pratique de la pensée maya pour le bien-vivre, c'est-à-dire pour récupérer le tissu social brisé par l'État pendant la guerre interne et depuis l'invasion, pour rêver d'une vie digne dans le futur.

Il s'agit également de suivre l'expérience de dialogue menée par nos communautés et autorités ancestrales, de parler aux gouvernements municipaux et nationaux, de critiquer l'État, ses politiques publiques, ses lois, et de créer avec nos propositions et nos actions une nouvelle relation de respect entre l'État et les peuples indigènes.

Le bien vivre, le *tiichajil tenam* en maya Ixil, est le bien vivre de la communauté et le bien vivre des montagnes, des forêts, des rivières, des animaux, des fleurs, des oiseaux, de l'air frais, des nuages, des pluies, du soleil. C'est ce que nous étudions à l'Université Ixil.

L'Université Ixil se trouve dans les communautés du peuple Ixil, qui étudient et mettent en pratique la pensée maya Ixil pour la bonne vie des communautés et de leurs montagnes, forêts, rivières, animaux, cultures, toutes les composantes de Mère Nature.

L'étude et la pratique de la pensée maya Ixil se font dans les communautés où il y a des ancien·ne·s, des hommes et des femmes qui transmettent leurs expériences et leur sagesse, les valeurs de respect de notre culture maya Ixil.

Il s'agit d'une formation universitaire pour des hommes et des femmes que la société et l'État qualifient d'analphabètes, d'ignorant·e·s, d'arriéré·e·s et d'autres insultes traduisant le mépris, le racisme et la discrimination à l'égard des peuples indigènes, de nos connaissances et de nos valeurs culturelles. **C'est donc aussi une formation et une lutte pour retrouver la dignité de nos peuples.**

L'Université Ixil valorise la vie des communautés, leurs expériences, leurs luttes, leur sagesse et leurs pratiques dans le soin de leurs montagnes, forêts, rivières, animaux, oiseaux, cultures, fleurs, dans l'agriculture du maïs et des plantes médicinales pour avoir des aliments sains et nutritifs. Elle encourage la création de jardins par les élèves dans le cadre de leurs études et de leurs pratiques, la préservation des semences indigènes, le respect des ancêtres, des femmes, des filles, des garçons, le recours au calendrier maya et les pratiques de la spiritualité maya Ixil.

ÉCOLOGIE ET SAVOIRS ANCESTRAUX

Elle valorise également d'autres connaissances, techniques, sciences et sagesses d'autres peuples dans d'autres parties du monde que nous ne connaissons pas, d'autres façons de voir le monde. Celles-ci sont présentes dans les thèmes et les cours que nous étudions et mettons en pratique à l'Université Ixil pour le Bien Vivre. Il s'agit de valoriser nos connaissances et les connaissances des autres, dans le respect, en décolonisant la vision imposée par l'invasion coloniale.

Dans les centres communautaires de l'Université Ixil, environ 90 personnes étudient régulièrement, environ 40 hommes et 50 femmes, de différents âges, de différents niveaux de scolarité, certain·e·s n'ayant fréquenté aucune école, aucun collège ou institut. Dans certaines branches, il y a plus de femmes que d'hommes, plus de jeunes que de personnes plus âgées.

Les espaces d'étude et de pratique au sein des communautés, parfois dans la maison d'une famille, parfois dans une salle de classe, parfois dans des salles communautaires, parfois en plein air ou sous un grand arbre, le plus important étant les connaissances et les pratiques qui sont mises en œuvre.

Les femmes, les mères, les hommes et les autres étudiant·e·s de l'Université Ixil partagent et reproduisent les connaissances avec leurs familles, leurs voisin·e·s, leurs ami·e·s, les groupes et les associations dans les communautés afin que les enfants apprennent leurs racines, l'histoire de leurs communautés et les valeurs de la culture maya.

Dans plusieurs cas, les mères amènent leurs enfants aux cours d'étude et de pratique, elles apportent leurs connaissances et leurs filles ou fils qui les accompagnent sont celles et ceux qui écrivent les idées et les connaissances, ce qui est une autre façon de donner aux filles et aux garçons les connaissances nécessaires pour faire face aux différents problèmes auxquels leurs communautés seront confrontées à l'avenir.

Il y a des élèves qui ont à peine 12 ans et d'autres qui ont plus de 60 ou 70 ans. Les ancien·ne·s font part de leur expérience, de leur sagesse, de l'histoire qu'ils ont reçue de leurs grands-parents avant l'invasion, de toutes les souffrances de la colonisation qui n'ont pas pris fin et des luttes qu'ils et elles ont menées.

Les jeunes apprennent l'histoire, les souffrances, les luttes, ce qui a été perdu, ce qui doit être valorisé, ils et elles reçoivent les connaissances et les conseils que les guides spirituels, les sages-femmes, les grands-mères et les grands-pères laissent aux nouvelles générations directement, dans leurs propres familles et communautés, en vivant ensemble avec leurs familles, leurs voisin·e·s, leurs ami·e·s.

Lorsqu'ils ou elles étudient un sujet, les étudiant·e·s commencent par demander aux autres élèves ce qu'ils et elles savent sur ce sujet. Ensuite, ils et elles rendent visite aux ancien·ne·s pour leur demander leurs conseils, leur sagesse et leur expérience sur le sujet. Ils et elles présentent ensuite les connaissances reçues à leurs camarades de classe, en discutent, proposent de nouvelles idées et connaissances, étudient et pratiquent, et développent collectivement leurs connaissances.

Après 3 ans d'études et de pratique, les étudiant·e·s sont reconnu·e·s comme « technicien·ne·s en développement des communautés rurales ». Au cours de la troisième année d'études, chaque étudiant·e effectue une recherche sur un problème qu'il ou elle choisit avec la communauté, et propose une solution à ce problème. Les autorités communautaires, les animateurs, les animatrices, les techniciens et techniciennes d'autres universités procèdent à l'évaluation.

En poursuivant la formation trois années supplémentaires d'études et de pratique, d'apprentissage critique des institutions de l'État, de ses politiques publiques, de son système judiciaire, avec également une recherche en dernière année, l'Université Ixil délivre le diplôme de « maîtrise avec spécialisation ».

Les étudiant·e·s étudient une fois par semaine, pendant une demi-journée, et font deux évaluations au cours de l'année. Ce rythme est mis en place car ils et elles doivent travailler la terre, se procurer de la nourriture, participer aux activités communautaires, soutenir les autorités ancestrales et couvrir divers besoins personnels et familiaux.

L'Université Ixil suit le calendrier maya dans son fonctionnement, commençant ses activités après le changement de l'année maya, qui a lieu actuellement au cours du mois de février, des certificats, des diplômes et des titres sont alors décernés aux étudiants et étudiantes qui terminent leurs études universitaires à la fin de chaque année maya.

Enfin, je voudrais vous dire que l'Université Ixil, comme d'autres universités indigènes en construction, **n'est pas encore reconnue par l'État du Guatemala, malgré la ratification des instruments internationaux reconnaissant les institutions des communautés et des peuples indigènes,** tels que la convention 169 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), la déclaration des Nations unies et la Déclaration américaine sur les Droits des peuples indigènes.

ÉCOLOGIE ET SAVOIRS ANCESTRAUX

La reconnaissance des institutions propres aux peuples indigènes reste une dette historique de l'État guatémaltèque. **Nous, peuples autochtones, continuerons à construire nos propres institutions éducatives.**

Dans le cas des universités indigènes, face à l'attitude négative de l'État guatémaltèque, les expériences d'échanges de connaissances et de pratiques pédagogiques universitaires aux niveaux national et international sont d'une grande importance.

C'est ainsi que nous construisons l'Université Ixil dans les communautés. C'est notre expérience que nous partageons aujourd'hui, avec ses aspects positifs et négatifs, dans le respect d'autres expériences dans d'autres pays, d'autres régions, qui recherchent une bonne vie pour les communautés, les sociétés, les peuples, les personnes et la nature.

Ce sont mes mots en tant qu'étudiante et en tant qu'animatrice de l'Université Ixil.

Je vous remercie de votre attention.

ENRICHISSEMENT

Une institution populaire capable de jeter les bases d'un nouveau mode de pensée, par SSP

Cet article retrace l'histoire de la communauté Ixil au Guatemala et les défis qu'elle a relevés avec tant de force. Il est très inspirant de lire leur vision de l'avenir, leur façon d'honorer et de conserver leurs connaissances et leur sagesse pour les jeunes de la communauté et pour le monde entier. À une époque marquée par un changement climatique sans précédent et la destruction des habitats naturels, il est essentiel de créer de nouvelles institutions populaires capables de jeter les bases d'un nouveau mode de pensée et de planification respectueux de la terre et des êtres humains.

L'article apporte des perspectives importantes pour aider à comprendre comment un centre d'apprentissage, comme cette université, peut être créé, et comment les jeunes peuvent être intéressé·e·s par leur apprentissage puis par la protection et la conservation de leur terre et de leurs traditions. L'Université a déjà réuni des personnes de tous âges pour qu'elles partagent leurs connaissances et utilisent leurs compétences et leurs savoirs de manière à redéfinir la façon dont le développement économique est effectué. Le témoignage d'Elena donne envie d'en savoir davantage sur le lien entre la chronologie historique et la perte des connaissances traditionnelles. Cela permettrait de mieux comprendre comment les cours universitaires les rendraient plus efficaces et comment les connaissances seraient documentées et partagées avec les nouvelles générations.

Puisque les femmes ont été reconnues comme les détentrices du savoir dans les communautés, l'article nous donne également envie de mieux comprendre leur rôle dans la gouvernance de la communauté et la manière dont elles influencent actuellement les priorités de leurs ménages, de leurs communautés et du gouvernement. Les systèmes traditionnels d'organisation des femmes au sein des communautés peuvent être favorables ou limitants, il est donc important d'étudier leur influence sur les pratiques sociales et familiales. Le statut des filles, leurs droits et leurs priorités actuelles sont liés à cette question. L'Université joue un rôle important en permettant aux filles et aux jeunes femmes d'être mieux préparées à faire face aux changements économiques et à la destruction de leur écologie.

En ce qui concerne l'Université elle-même, les générations futures du monde entier doivent apprendre comment les détenteurs et détentrices de savoirs traditionnels

ont conservé et géré leur environnement et leurs modes de vie en harmonie avec la nature. La manière dont les connaissances sont documentées doit être facilement accessible et disponible dans le domaine public. Il serait bon de mieux comprendre le processus d'apprentissage qui responsabilise les étudiant·e·s, les enseignant·e·s et la communauté.

Le savoir est valorisant pour son contenu, sa forme et la façon dont il est utilisé. L'article mentionne la manière dont l'Université restitue le savoir, et cela attise notre curiosité au sujet des partenariats institutionnels et des plateformes qui restituent le savoir aux communautés dans les villages et les villes. De même, on a envie de trouver des solutions pour faire reconnaître l'Université par le gouvernement – ce serait un apprentissage pour d'autres pays confrontés à des défis similaires.

À un niveau plus large, il serait également important de comprendre le potentiel de partage des connaissances de la communauté Ixil avec d'autres communautés du Guatemala et avec des institutions d'autres pays, ainsi que la vision de cet échange pour les générations futures.

« Les alternatives d'organisation et de mobilisation communautaires sont nées des luttes dans les rues et de la prise de conscience populaire de ce dont nous avons besoin pour vivre avec dignité. »

BLANCA BAYAS FERNÁNDEZ
ODG – OBSERVATORIO DE LA DEUDA EN LA GLOBALIZACIÓN[1]
ESPAGNE

1 Observatoire de la dette dans la globalisation

02

ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

INTERSECTION ENTRE LES PROPOSITIONS À BARCELONE, ESPAGNE

Écoféminismes : la reproduction de la vie entre l'économie féministe et l'économie écologique...

Ma contribution porte sur la manière dont la sensibilisation, l'organisation et la mobilisation populaires recoupent les principes et les idées des écoféminismes[2]. Il existe une diversité d'écoféminismes mais, en synthèse, ils défendent tous la reproduction de toute vie, d'une manière digne, avec bien-être et suffisance, et dans l'équilibre et la résilience de l'écosystème dans son ensemble. D'autre part, ils s'opposent aux modèles biocides[3] et aux structures hostiles à cette reproduction sociale et écologique.

L'écoféminisme auquel nous nous référons à l'Observatorio de la Deuda en la Globalización (ODG) a une approche considérée comme constructiviste et matérialiste. Il croise tour à tour les idées de l'économie féministe et de l'économie écologique. **L'économie féministe souligne comment le modèle social et économique actuel (capitalisme hétéropatriarcal) dépend du temps et du travail que la plupart des femmes effectuent dans le domaine des soins et empiète sur leur bien-être.** Du point de vue de l'économie écologique, il dénonce la manière dont ce même modèle applique une logique extractiviste similaire aux ressources naturelles, qui sont exploitées au profit du capital sans tenir compte des limites de leur régénération naturelle et de leur soutenabilité.

Droits et souverainetés collectifs : les biens communs reproductifs

Quel lien entre l'écoféminisme au sein duquel nous travaillons et la prise de conscience, l'organisation et la mobilisation populaires ?

La lutte écoféministe vise à couvrir les dimensions essentielles pour que les personnes aient une vie digne, ce qui n'est pas le cas dans le système actuel. Nous

2 Les écoféminismes sont des courants théoriques, des propositions politiques, des mouvements sociaux et une proposition vitale qui met en évidence le lien entre la domination, l'exploitation et la dégradation de la terre et de la nature non humaine, et l'oppression des femmes et des identités dissidentes, ainsi que d'autres groupes sociaux (peuples autochtones, personnes racisées, LGTBIQ+, entre autres). Adapté de la définition complète à l'adresse suivante : https://odg.cat/es/ecofeminismos/

3 Concept issu de la science chimique, le terme « biocide » désigne un produit destiné à détruire, contrecarrer, neutraliser, empêcher l'action d'un autre organisme ou à exercer un contrôle sur lui de toute autre manière.

ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

parlons de besoins matériels et immatériels, tels que l'accès à l'énergie, à l'eau, à la nourriture, au logement, à la santé, à l'éducation et aux soins, tout en tenant compte de la régénération de tous les écosystèmes (dimension écologique). Nous parlons de droits collectifs parce qu'ils doivent être accessibles à l'ensemble de la population, de manière juste et équitable, en suffisance (couverture de base) tout en étant des responsabilités collectives dans leur mise en œuvre. À l'heure actuelle, divers groupes sociaux ne bénéficient pas de la satisfaction des besoins fondamentaux auxquels nous faisons référence ; il s'agit des femmes, des migrant·e·s, des personnes racisées, des peuples autochtones, des personnes ayant des identités dissidentes, et bien évidemment des personnes qui croisent plusieurs de ces axes identitaires, ce qui les place dans un contexte de plus grande vulnérabilité du fait même de l'organisation et au profit du système.

Nous défendons la lutte des peuples pour avoir le pouvoir de décider à propos de ces ressources, en allant au-delà d'une vision anthropocentrique et des besoins des seuls humains et humaines, en intégrant les droits des autres êtres vivants et des écosystèmes dans leur ensemble. C'est pourquoi nous adhérons à l'idée de souveraineté qui sous-tend ces luttes, comprise comme le droit des peuples à définir leurs propres politiques et stratégies soutenables de production et de reproduction, de distribution et de consommation[4].

Dans le cas de notre approche écoféministe, nous étendons cette idée de souveraineté à toutes les dimensions matérielles et immatérielles nécessaires à la vie mentionnées ci-dessus : l'énergie, l'eau, le logement, la santé, l'éducation et les soins. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit de biens et de services reproductifs, avec une finalité d'usage et une perspective écologique, et non avec des objectifs productifs au profit des marchés. La relocalisation, la proximité, l'extraction et la génération adaptées de ces ressources est un principe fondamental pour pouvoir garantir la souveraineté et une proposition écologique et féministe – écoféministe – avec les principes que nous avons décrits.

Les souverainetés sont l'alternative aux modèles extractivistes néocoloniaux, tels que les sociétés de capitaux transnationales des pays du Nord qui exploitent les ressources des territoires du Sud. Elles sont aussi une alternative à l'extrême dépendance de la dimension urbaine par rapport à la dimension rurale, entre autres. En d'autres termes, elles rompent avec la logique des chaînes mondiales injustes, comme dans le cas du travail de soins – des femmes qui migrent des Suds vers le

4 Adapté de la définition de Via Campesina dans le cas de la souveraineté alimentaire.

Nord pour s'occuper d'autres personnes dans le cadre d'emplois très précaires, laissant d'autres femmes encore plus pauvres dans leur lieu d'origine pour s'occuper de leur famille. Citons également le cas des chaînes énergétiques qui impliquent l'extraction d'énergie dans les territoires des Suds pour l'exportation et le transport par le biais de mégaprojets qui laissent les communautés dans une situation de pauvreté énergétique à la source, et engendre leur déplacement, et qui concentrent à nouveau ces ressources dans les pays du Nord, où l'accès à l'énergie n'est pas non plus garanti pour l'ensemble de la population.

La prise de conscience, l'organisation et la mobilisation du peuple sont les conditions préalables inhérentes au droit et au pouvoir de prendre des décisions (souveraineté). Elles impliquent à leur tour une logique démocratique centrée sur les bases sociales et populaires, où les groupes les plus vulnérables ont voix au chapitre et prennent des décisions. La récupération de la mémoire des usages et coutumes communautaires des biens communs reproductifs est essentielle pour parvenir à la souveraineté et au pouvoir populaire.

Tout démarchandiser et contre les fausses solutions

Le modèle économique actuel est basé sur la privatisation et la marchandisation des biens communs au profit de quelques personnes. Il y a donc une concentration des ressources au détriment d'un modèle qui garantit la couverture des droits (accumulation par dépossession[5]). Les biens communs sont souvent canalisés à travers la dimension publique vers des objectifs commerciaux privés dans ce que l'on appelle les « partenariats public-privé »[6].

Le capitalisme se repense en proposant de « fausses solutions », qui ne sont ni écologiques – *greenwashing* – ni féministes – *purplewashing* – ni démocratiques ou autonomisantes pour la population. Les fausses solutions consistent à soutenir des mesures et des politiques de simples réformes du capitalisme, telles que le soutien à la construction massive d'infrastructures d'énergies renouvelables par les mêmes entreprises de l'oligopole énergétique – responsables du même modèle

5 Concept inventé par David Harvey.

6 Formules permettant au secteur privé de construire et de gérer des biens ou des services traditionnellement publics (tels que les hôpitaux, les écoles, les routes, les chemins de fer, l'eau, l'assainissement et l'énergie…), avec des garanties publiques. Définition complète à l'adresse suivante : https://odg.cat/es/colaboraciones-concesiones-publico-privadas-cpp/

extractiviste et polluant qui a conduit à la crise écologique – au lieu de soutenir les énergies renouvelables mais à partir de la planification, de la décroissance, de la redistribution et d'options publiques et communautaires.

Public-communauté… Options à partir du bas

Sachant que les marchés et l'alternative privée-mercantile ne couvrent pas les besoins sociaux et n'inversent pas les crises actuelles (au contraire, ils les aggravent), les options que nous défendons sont les options publiques-communautaires existantes dans les luttes pour les différents droits et souverainetés collectives. Nous nous référons aux options de participation et de prise de décision basées sur l'organisation des communautés et des quartiers, ainsi qu'aux garanties et à la gestion publiques.

En se concentrant sur les propositions qui ont été mises en œuvre en Catalogne – en s'inspirant d'autres expériences des Suds et du Nord global – et qui peuvent également être extrapolées à d'autres endroits, les principes et les propositions de politiques publiques et de promotion communautaire proposées par les mouvements sociaux de ce territoire sont[7] :

La souveraineté énergétique

Un modèle énergétique respectueux de l'environnement naturel, social et culturel, territorialisé, résilient et démocratique par rapport aux décisions énergétiques, laissant derrière lui l'opacité et l'inaccessibilité. Cela passe par :

- Garantir la production et la fourniture d'énergie par le biais d'entreprises publiques dans lesquelles les habitant·e·s participent effectivement. Démocratisation et connaissance des droits énergétiques.
- Reconnaître, faciliter et promouvoir la constitution de communautés énergétiques locales (CEL) ; faciliter les espaces pour les CEL et pour l'autoconsommation, tels que les panneaux photovoltaïques.
- Promouvoir l'analyse et la transparence, et participer à des organisations supra-municipales ou communes. Créer des observatoires municipaux et supra municipaux.

7 Voir les propositions complètes inspirées par : https://odg.cat/es/publicacion/propuestas-ecofeministas-para-repensar-las-ciudades/

La souveraineté alimentaire

Un système alimentaire relocalisé qui prend en compte ses propres limites et besoins, qui reconnaît ses liens et sa dépendance à l'égard d'un monde rural invisible et subalterne. L'enjeu est de construire un système co-responsable et conscient pour :

- Humaniser les chaînes d'approvisionnement, développer des communautés territorialisées, agro-écologiques et féministes. Commerce local et de proximité, marchés et revenu paysan de base.
- Faciliter les espaces de formation, d'échange et de dynamisation de l'alimentation locale. Coopératives de distribution et de consommation.
- Valoriser et promouvoir l'agroécologie et l'autoconsommation. Jardins communautaires, supermarchés coopératifs, marchés publics, cantines sociales et scolaires.
- Promouvoir l'accès à la terre pour tous et toutes, en particulier pour les femmes; plaider pour une redistribution des terres qui donne des titres fonciers aux femmes qui sont continuellement exclues et qui, dans certaines régions, n'ont aucun droit à la terre.

L'accès à l'eau et la gouvernance

Repenser le modèle d'accessibilité et de gouvernance de l'eau en adoptant une approche globale et liée au territoire qui reconnaît la valeur sociale et écologique de l'eau. Reconnaître, gérer et garantir l'eau comme un droit humain et un bien commun essentiel, afin de :

- Promouvoir l'accès universel et la gouvernance de l'eau, en équilibre avec le territoire et les écosystèmes aquatiques.
- Promouvoir l'information, la participation et la co-gouvernance de l'eau.
- Défendre une gestion publique directe, contrôlée et supervisée par les personnes concernées avec une tarification sociale.

Le logement et la mobilité dans une perspective écoféministe

Valoriser et renforcer le droit au logement, et promouvoir des projets transformateurs, liés aux quartiers/villages et avec la participation de leurs habitant·e·s, pour :

ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

- Aller vers des localités solidaires[8], accéder aux installations nécessaires au niveau du quartier/du village, pour s'orienter vers une mobilité durable ; dans le cas de la ville, choisir le « quart d'heure » de marche, ce qui signifie la nécessité de répondre aux besoins dans ce rayon de marche.
- Défendre le droit à un logement décent pour toutes les personnes vivant dans les zones rurales et urbaines, notamment mettre en place des logements publics et des coopératives en cession d'usage.
- Construire des localités véritablement résilientes et soutenables, utiliser les toits, la végétation et des abris climatiques.

Le droit collectif aux soins

Il s'agit du droit de toute personne d'être et de se sentir libre de soigner et d'être soignée, tout au long de sa vie et dans le cadre de relations réciproques. Il s'agit de nous donner la capacité de décider combien, comment et par qui nous voulons être soigné·e·s ; y compris le droit de dire non à des soins[9], à travers :

- La mise en place de réseaux de soins publics et territoriaux et de systèmes de soins publics-communautaires.
- La promotion des services stratégiques clés pour les travailleurs sociaux et travailleuses sociales et des espaces de soins pour les aidant·e·s, la mise en place d'un revenu de base.
- La mise en œuvre d'un plan de choc pour les travailleurs et travailleuses du secteur des soins et l'exercice d'une pression pour que d'autres lois soient adoptées afin d'égaliser leurs droits avec ceux des autres travailleuses et travailleurs.

La santé et les services sociaux et de santé

Il s'agit d'indicateurs de **bien-être social associés aux conditions de vie et de travail des résident·e·s, liés à différentes sphères de la gouvernance urbaine** : de la planification urbaine au logement, en passant par l'alimentation, les soins, la qualité de l'air et l'accès à l'eau, les transports ou la gestion des déchets, entre autres. Pour accéder à ce bien-être, il faut mettre en place les mesures suivantes :

8 Extrait de la proposition de « villes solidaires » de Col·lectiu Punt 6.
9 Définition du collectif XXK.

- Un service de santé dé-commercialisé : rendre publics[10] et/ou (re)municipaliser les différents services médicaux de base, y compris la dentisterie, la psychologie, etc.
- Mettre en avant la santé communautaire et le bien-être public.
- Adopter le concept de localités bienveillantes et compatissantes : architectures collaboratives de logement et de soins, communautés de personnes âgées.

L'éducation communautaire

On parle ici des écoles, de leurs cours de récréation, des rues et des parcs, des associations familiales d'élèves et des associations de quartier, des cantines, des centres de loisirs et des activités extrascolaires. L'objectif serait de :

- Défendre les services publics de garde d'enfants. Gratuits et/ou à prix social.
- Faire de chaque quartier une communauté d'apprentissage et faire connaître le service périscolaire.
- Éduquer collectivement par l'espace : créer des espaces/lieux « jouables », renaturer et pacifier des cours de récréation par ailleurs ouvertes au reste de la population en dehors des heures de classe.

Réflexions finales

Les alternatives d'organisation et de mobilisation communautaires sont nées des luttes dans les rues et de la prise de conscience populaire de ce dont nous avons besoin pour vivre avec dignité. **Il s'agit d'options construites à partir d'une perspective écoféministe, contraire aux intérêts et aux bénéfices du marché.** Des propositions qui donnent la priorité à la dimension reproductive par le biais d'emplois socialement nécessaires, qui sont précisément les plus écologiques et les moins polluants : nous faisons référence aux soins, à la santé, à l'éducation, et même lorsqu'il s'agit d'emplois liés à des ressources telles que l'énergie, la nourriture et l'eau, ils sont proposés sur la base d'une meilleure planification et réglementation, **de sorte qu'ils ne reposent pas sur une base extractiviste, mais plutôt sur une base de bonne utilisation**. Ces emplois peuvent également inclure une perspective féministe si le travail de reproduction et de soins qui sous-tend chacune de ces activités est valorisé et redistribué au sein de la population.

10 Il s'agit de donner un caractère public et/ou communautaire, une gestion et une propriété à quelque chose d'individuel ou de privé. Faire en sorte qu'il s'agisse d'un bien ou d'un service universellement accessible par les pouvoirs publics.

ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

Il existe actuellement dans tous les territoires des propositions qui rompent avec la logique d'exploitation et de dépossession de la nature et des personnes du modèle capitaliste, et qui construisent des alternatives en relation avec les droits collectifs et la souveraineté auxquels nous avons fait référence. Des alternatives communautaires qu'il est important de recenser, de renforcer, de défendre et/ou dont il faut être solidaire, qui peuvent être mises à l'échelle et/ou reproduites, qui reflètent la réalité de chaque peuple et peuvent nous inspirer. Les expériences et les connaissances qui sont (re)produites dans différents contextes, dans leur diversité mais aussi dans leur similitude, et qui ne sont possibles que grâce à l'organisation et au pouvoir populaires.

ENRICHISSEMENT

L'intersection entre les propositions écoféministes et le pouvoir des peuples, par A4

Cet article englobe les domaines dans lesquels il est nécessaire d'agir, depuis la société civile, pour améliorer les conditions de vie de chacun·e et pour développer la justice sociale. Chacun des domaines d'actions listés est essentiel (éducation, santé, soin, logement, accès à l'eau, souveraineté alimentaire et énergétique, égalité et lutte contre le sexisme ou le racisme), mais ne peut jamais être traité indépendamment des autres. En effet, s'il est primordial d'agir pour une éducation correcte pour tous et toutes, cela ne peut se faire sans un accès à un logement digne et sans un système sanitaire correct, et vice versa, et ainsi de suite. C'est pourquoi nous sommes convaincu·e·s que nous avons beaucoup à apprendre les un·e·s et les autres de ce qui se fait ailleurs. Chaque groupe peut agir avec en son cœur une cause ou une autre, mais ne peut fonctionner indépendamment des autres. Des liens sont nécessaires, des relais, des contacts. Pour s'inspirer, se soutenir et s'entraider.

Avec A4, nous avons eu la chance de rencontrer la coopérative Top Manta, qui est née à Barcelone et existe aujourd'hui dans d'autres villes comme Saragosse, et vend également ses produits en ligne. Son activité porte sur la confection **et fabrication** de vêtements par des personnes qui sont dans des précarités sociales et administratives, les « **manteros** ». Plutôt que de vendre illégalement des objets dans la rue, où elles s'exposent à des poursuites policières, ces personnes ont la possibilité de travailler dans cette coopérative, d'avoir un contrat, un salaire, de régulariser leur situation et d'accéder par là-même à un logement digne, à une assurance maladie, à une vie digne dans sa globalité.

De la même façon, avec A4, nous portons cette envie à la fois de faire advenir des changements par le bas, d'égal·e à égal·e ; et à la fois de faire converger les luttes. Si nous sommes moins actif·ve·s dans la lutte féministe, nous sommes convaincu·e·s qu'elle est entièrement liée aux luttes que nous portons.

Ainsi, nous sommes un collectif autogéré, nous fonctionnons en horizontal et prenons les décisions par consensus, justement en lien avec ce qui est souligné par Blanca : l'importance que les changements viennent à travers une mobilisation collective, unie, qui part des besoins et des expériences de chacun·e.

ÉCOFÉMINISME ET POUVOIR DES PEUPLES

Par ailleurs, notre objectif est de créer un réseau de lieux accueillants et de lieux et personnes soutiens dans le but de trouver des formations et du travail dans les domaines de l'agriculture et de l'artisanat. Il s'agit d'une lutte sociale, pour la dignité de chacun·e, pour l'accès à une situation stable, à un logement digne, à la santé et au travail digne. Parce que nous sommes exploité·e·s dans des métiers que nous n'avons pas choisis, et que nous voulons avoir les mêmes droits que les personnes avec la nationalité française. Notre lutte est aussi écologique : parce que l'agro-industrie accapare les terres, développe les monocultures et détruit les sols, nous voulons assurer une relève pour les paysan·ne·s qui partent à la retraite prochainement (la moitié des agriculteurices en France partent à la retraite dans les dix prochaines années), et nous voulons développer une souveraineté alimentaire.

“Ceux qui traversent la mer connaissent la terre”

HABIB ALI MOHAMMED MOUSA, SEMBALA SIDIBE,
IDRISS YOUSIF ABDALLA ABAKER, ALITZEL VELASCO BURGUNDER
ASSOCIATION A4 : ASSOCIATION D'ACCUEIL EN AGRICULTURE ET ARTISANAT
FRANCE

03

PAYSANNERIE ET ACCUEIL DIGNE

CONSTRUCTION HORIZONTALE D'UNE DYNAMIQUE D'ACCUEIL PAYSAN POUR LA DIGNITÉ ET CONTRE LE RACISME

L'Association A4

L'Association d'Accueil en Agriculture et Artisanat (A4)[1] est née en France en 2021, et s'est officiellement créée en 2022.

Création

Nous étions quelques ami·e·s en banlieue parisienne, pendant le premier confinement lié au Covid (printemps 2020), à discuter sur le retour à la terre. Nous sommes en Europe après des parcours migratoires, nous avons des galères de papiers, nous travaillons où nous pouvons, en ville, dans des métiers en tension où nous sommes exploité·e·s. Nous sommes considéré·e·s comme une main d'œuvre pas chère, puisque nous ne pouvons prétendre à aucun droit. En effet, nous sommes ici, pas seulement pour nous, mais aussi pour aider nos familles au pays. Nous avons aussi du mal à trouver des hébergements stables. Nous voulons vivre dignement et travailler en étant épanoui·e·s. Certain·e·s de nous aimeraient s'installer et pratiquer le métier que nous pratiquions dans notre pays, à savoir travailler la terre, ou pratiquer l'artisanat (soudure, charpente…). D'autres d'entre nous aimeraient retourner dans leur pays en ayant acquis des compétences ici qui puissent être utiles là-bas pour nourrir nos familles (faire du fromage…). Mais tant que nos droits ne sont pas reconnus, nous ne pouvons prétendre qu'à la précarité et à vivre au jour le jour.

En parallèle, nous étions en contact avec des militant·e·s qui s'intéressent à l'état de l'agriculture paysanne en France. Dans les dix prochaines années, la moitié des agriculteur·ice·s vont partir à la retraite. L'agro-industrie se développe de plus en plus, l'étalement urbain ne s'arrête pas, les paysan·ne·s disparaissent. Certain·e·s d'entre nous ont travaillé dans les grosses exploitations agricoles. Encore une fois, nous étions une main d'œuvre pas chère, nous faisions des tâches répétitives, sans rien apprendre, dans des conditions de vie qui pourraient être qualifiées d'esclavage[2].

C'est alors que nous avons été invité·e·s à la ZAD[3] de Notre-Dame-des-Landes (dans l'Ouest de la France) pour témoigner sur notre expérience de travail dans l'agro-industrie. Cet événement a été l'occasion de rencontrer d'autres personnes

1 Notre site web : http://www.a4asso.org

2 Une enquête qui montre les conditions du travail détaché dans le sud de la France : https://www.blast-info.fr/articles/2023/podcast-travailleurs-detaches-les-dessous-dune-exploitation-o6BNJYpdR2OaFkBVZGFeKA

3 Zone à défendre

qui souhaitaient retourner à la terre et qui avaient aussi des galères de papiers. Le projet de A4 s'est alors lancé.

Objectifs

A4 a pour objectif de mettre en lien les personnes des villes et les personnes des campagnes, les personnes cherchant à travailler avec celles souhaitant accueillir. L'idée est de créer un réseau de lieux accueillants qui proposent des formations, des stages, des échanges, du travail, voire une installation, dans les domaines de l'agriculture ou de l'artisanat[4], pour faciliter la régularisation ou stabiliser la situation de chacun·e.

Ainsi, nous allons à la rencontre de paysan·ne·s et d'artisan·e·s pour co-construire avec elleux ce réseau et permettre un échange de savoirs-faire et de compétences. À la fois pour que nous trouvions des conditions de travail correctes, ou des formations qui nous intéressent ; et à la fois pour comprendre les défis et les enjeux qui se posent aux paysan·ne·s et artisan·e·s aujourd'hui et chercher des solutions communes.

Nous cherchons à être accueilli·e·s dans de bonnes conditions. Pour cela, nous avons créé un protocole d'accueil et mis en place un groupe de travail qui fait le lien entre le lieu accueillant et la personne accueillie. Également, un autre groupe de travail cherche un lieu à acquérir pour avoir nos propres activités et où pouvoir accueillir les personnes le souhaitant. D'autres groupes de travail enquêtent sur les questions juridiques, recherchent des financements possibles, réfléchissent aux façons de prendre soin les un·e·s des autres, ou encore créent un annuaire et une cartographie du réseau pour faciliter les échanges. Nous lançons également un travail d'enquête pour visibiliser l'exploitation dans l'agriculture.

Fonctionnement

Aujourd'hui, nous sommes une quinzaine de personnes à porter le projet. Nous avons tou·te·s été bénévoles dès le départ, et courant 2023 nous commençons à recevoir un soutien financier et nous créons deux équivalents temps plein pour nous permettre de continuer à nous investir pleinement. Il y a ensuite une centaine de bénévoles qui sont investi·e·s, soit dans des groupes de travail spécifiques, soit dans les groupes locaux. En effet, suite aux voyages-enquêtes qui nous permettent de

4 Au sens large (soudure, charpente, cuisine, électricité…).

découvrir différents territoires, des groupes locaux se forment et permettent aux dynamiques locales de s'autonomiser pour continuer le lien avec les paysan·ne·s et artisan·e·s sur place et développer les échanges et le réseau. **Le but premier de A4 est que l'association soit portée par celleux à qui elle s'adresse et non par celleux qui ont plus de facilités en français, ou dans la prise de parole ou de décision.** Nous sommes convaincu·e·s que c'est en étant acteur·ice·s de nos vies que nous pourrons retrouver notre dignité.

Nos principes de fonctionnement sont :

- de nous respecter et nous considérer tou·te·s d'égal·e à égal·e,
- la circulation des informations avec transparence,
- la prise de décisions en collectif et de façon horizontale,
- la prise de décisions par consensus.

Cela peut prendre du temps, d'autant plus que nous ne maîtrisons pas tou·te·s le français parfaitement et que nous n'avons pas les mêmes capacités pour nous exprimer à l'oral ou à l'écrit. Mais nous préférons prendre ce temps. Le temps de traduire, le temps d'expliquer, en veillant à ce que tou·te·s comprennent et s'expriment, en nous accompagnant les un·e·s les autres dans les difficultés que nous pouvons traverser ; et en cherchant l'efficacité dans l'implication active de chacun·e plutôt que dans la rapidité de nos avancées. De même, de nombreux comportements de racisme intégré sont à déconstruire, et nous nous formons pour améliorer ce fonctionnement plus horizontal et respectueux.

Nous faisons des réunions par visioconférence, en présentiel sur plusieurs jours tous les 3-4 mois, et nous fonctionnons par binômes ou trinômes, avec une personne qui maîtrise plus certains aspects d'un projet et l'autre d'autres, en observant et s'inspirant les un·e·s les autres. De cette façon, nous souhaitons que chacun·e puisse monter en compétences, se former et avancer dans ses projets. Que nous nous entraidions, que nous travaillions ensemble, en partageant nos savoirs-faire à chacun·e.

Résultats et défis

En un an d'existence officielle, il y a déjà eu une cinquantaine d'accueils (formation conserverie, stage de cuisine, travail saisonnier, stage de boulangerie, maraîchage,

chantiers…), une quinzaine de mises en relation, 3000 m² de serres en commodat[5] à Lannion (avec des cultures de cacahuètes, piments, ananas…), 5 voyages-enquêtes, 5 groupes locaux à Grenoble, Lannion, St Affrique, en Ile-de-France et en Anjou. Nous avons du mal à nous en rendre compte, et nous nous sentons encore aux débuts de cette aventure. Nous avons beaucoup à apprendre, et les rencontres nous permettent de trouver des solutions aux freins qui peuvent se poser : des groupements d'employeurs pour les paysan·ne·s qui ne peuvent pas dégager un salaire complet seul·e·s, des liens entre paysan·e·s, personnes accueillantes et associations de soutien pour gérer ensemble l'accueil…

D'autre part, nous souhaitons mettre en valeur nos compétences. En effet, même si nous n'avons pas de diplômes reconnus en France, nous maîtrisons des techniques et des savoirs-faire que nous aimerions partager. Notre main d'œuvre est extrêmement nécessaire à la société, nous pouvons trouver du travail facilement dans les grosses exploitations, mais nous ne voulons pas continuer à travailler dans des conditions de vie déplorables où notre force de travail bénéficie à l'économie du pays sans rien nous apporter en retour. Parfois, il nous est aussi arrivé de travailler pour des paysan·ne·s, qui, par peur du regard des voisin·e·s, nous gardaient caché·e·s chez elleux lorsqu'il y avait le marché à la ferme. Ce sont des conditions dignes que nous cherchons, puisque du côté du travail en tant que tel nous sommes parfois déjà des expert·e·s. Et pour celleux qui ont envie de découvrir ces métiers, alors nous cherchons des formations accessibles et qui puissent déboucher sur du travail ou sur une amélioration de notre situation administrative.

Moi, Habib

Moi, Habib, depuis que je suis parti de chez moi jusqu'à mon arrivée ici, mon trajet de vie m'a permis d'avoir une bonne expérience, aussi bien politiquement que socialement. J'ai traversé plusieurs pays, j'ai vécu dans plusieurs cultures différentes. Ça m'a ouvert les yeux.

La première chose que j'ai apprise, ça a été de respecter la culture des autres. Et j'ai ouvert les yeux sur ma propre culture. Je ne le voyais pas quand j'étais chez moi car je ne connaissais qu'une seule façon de voir les choses. Mon trajet m'a permis de voir comment le monde fonctionne. Voir le monde occidental, comment

5 Le commodat est un « prêt à usage », généralement gratuit, défini par contrat.

il s'organise, m'a apporté de l'expérience. Et, même, j'ai appris à critiquer certaines choses, certaines façons de vivre, qui existent dans le monde.

Avant que je sorte de mon pays, la question de l'écologie ne se posait même pas. On ne se prend pas la tête sur ça. De toute façon, on cultive bio. Il y a aussi de l'agro-industrie et des personnes qui utilisent des pesticides, mais la question ne se pose pas. Chacun fait ce qu'il veut. On n'a pas de temps pour cette question parce qu'on a d'autres urgences à gérer d'abord. En arrivant ici et en entendant parler d'écologie, ça m'a fait réfléchir pour comprendre ce que ça veut dire. Ici, surtout dans les milieux du militantisme, tu croises souvent ce mot. Mais jusqu'à aujourd'hui je ne sais pas trop ce qu'il y a derrière. C'est un concept très large, derrière lequel on peut mettre beaucoup de choses. Comme le concept de liberté. On dit que la liberté d'une personne s'arrête là où commence celle de l'autre, mais dans les faits ce n'est pas vrai. C'est un concept qu'on utilise pourtant sans arrêt. C'est pareil pour l'écologie. Chacun respecte à sa façon. Pour toi c'est un respect, pour l'autre non. Tous les mots ouverts et vastes sont très compliqués à traiter.

Pour moi, l'écologie c'est la norme, la normalité : l'environnement existe depuis des milliers d'années, s'autonomise. Chaque individu joue son rôle dans la vie, et ça tourne. Et donc même les relations entre les humains, c'est une forme d'écologie aussi. **On fait partie du monde, on fait partie de la nature, donc l'écologie s'applique aussi à nous. Il s'agit de respecter la nature, et donc aussi chaque personne, sa langue, sa culture, sa personnalité.** La reconnaître, la prendre en compte. Reconnaître l'autre en tant qu'autre, dans sa totalité, même s'il est différent de moi.

Par exemple, on va dire que l'écologie, c'est acheter bio et local. Mais il y a des gens qui ne peuvent pas manger bio parce qu'ils n'ont pas les moyens. On ne va pas obliger quelqu'un à manger bio, sinon il ne pourra rien manger. Certes, il y a des pays où il y a tout donc tout le monde peut bien manger. Mais des gens crèvent de faim dans certains pays. S'il y a un système alimentaire qui consiste en une grande chaîne de magasins et qui nourrit plein de gens, c'est mieux que rien. Rejeter ça tout de suite c'est ne pas se rendre compte que des personnes en ont besoin. Les personnes les plus pauvres, qui sont dans la galère, ne savent pas ce qu'est l'écologie et pourtant elles n'ont pas de voiture et ne mangent pas de viande. Ce sont elles les personnes les plus écologiques. **Quand tu as une famille entière à nourrir, tu ne peux pas t'investir bénévolement dans des luttes globales.** Il faut réfléchir ensemble, s'intéresser à l'autre, réfléchir à comment inclure ces personnes dans nos luttes et dans nos activités. Il faut être dans un certain mode de vie, avec du temps libre, pour pouvoir réfléchir. Sinon ce n'est pas la priorité.

PAYSANNERIE ET ACCUEIL DIGNE

Si demain j'ai des responsabilités importantes, j'aurais d'autres priorités avant la réflexion sur l'écologie. Quand on est en mode survie, ce n'est pas à l'écologie qu'on va s'intéresser en premier.

Bien sûr, si manger bio et local était accessible à tout le monde, ce serait encore mieux. Mais on n'est pas égaux, l'état actuel des choses fait qu'il y a des personnes qui peuvent plus se le permettre que d'autres. Et, pour moi, l'écologie doit aussi prendre en compte le fait de respecter les choix de chacun·e. Il y a des supermarchés et il y a des magasins bio. On fait avec, chacun·e fait sa vie, et on se respecte les uns les autres.

Moi, je défends un autre être humain, peu importe sa couleur de peau, sa culture, sa nationalité. Tout être humain a le droit d'exister et de vivre avec les autres. Ici, j'ai l'impression que certaines personnes parlent du « patriotisme ». Pour moi, c'est matériel. Le plus important c'est l'être humain : qu'il soit respecté dans son propre pays où il est. Sinon, on donne les valeurs aux choses matérielles : ton pays, mon pays, etc. À quoi ça sert d'être fier de son pays si on ne respecte pas les êtres humains ? La première chose qui compte c'est de considérer l'autre comme un autre être humain. Vivre dignement, avoir ses droits comme tout être humain. À partir de là, la personne va respecter le pays et tout le reste.

J'ai quitté mon pays parce que je n'étais pas respecté. Maintenant, ici, en France, il se passe quoi ? Si j'avais été respecté dans mon pays, si j'avais eu mes droits comme tout être humain : faire des études, me soigner, être respecté en tant que citoyen, etc., alors je n'aurais pas eu besoin de partir. Je ne serais pas venu. C'est important de le prendre en compte et faire avancer les choses dans la société où tu es. Faire en sorte que chacun·e soit respecté·e, le partager avec les gens et avancer avec eux. C'est ça qui fait la vie.

Si je suis en Europe et que je m'en fous des autres pays, ça n'a pas de sens. Nous sommes tous concernés par le respect du climat et de l'écologie. Sinon, des pays polluent, à l'échelle internationale. Il faut prendre ses responsabilités au niveau national. On doit prendre en compte les pays moins développés, travailler ensemble, avoir une vue en commun. C'est une expérience que j'ai apprise et je réfléchis à travers les lieux ou les endroits politiques par lesquels je suis passé (ZAD, Calais, avec les militant·e·s…). Tout ce que j'ai appris, même avec A4 aujourd'hui, c'est comment on peut être ensemble malgré nos différences. Même dans les idées, les missions, on n'a pas la même idée. Chacun a ses idées, comment on peut travailler ensemble, ce n'est pas facile mais on essaye de faire ça, dans A4, et ça marche

très bien, on se respecte. Toutes les réunions, les discussions, me nourrissent, me poussent à réfléchir. Avec le temps, je peux avoir un regard que je n'avais pas avant.

Moi, Sembala

Au village déjà, je discutais avec des amis, je voyais des choses qui se passaient et je ne comprenais rien. Un jour, sans réfléchir, je ne savais pas ce que je foutais là. Regardant autour de moi, ça m'a dégoûté. Je suis parti direct sans donner de nouvelles. Je me suis barré. La seule chose qui était dans ma tête c'était de partir en Europe. Pendant la route, j'ai traversé beaucoup de difficultés et de problématiques. Tous les pays sont différents, on ne donne plus de valeur à l'humanité. Le plus important aux yeux des êtres humains aujourd'hui c'est l'argent… Il y a des pays qui nous traitent comme si on n'était personne. Excluants. Quand j'étais dans mon pays, j'avais déjà vécu tout ça.

J'ai pensé à rentrer mais je voulais en savoir plus, ça m'a poussé à continuer jusqu'à là où je suis aujourd'hui. Motivé à aller de l'avant, à continuer d'apprendre, à trouver des solutions. Dans ce monde, j'ai rencontré beaucoup de gens avec les mêmes difficultés que moi. J'ai réfléchi à comment je peux trouver des solutions aussi pour ces gens qui ont envie d'aider, de créer un collectif pour vivre ensemble, faire des choses ensemble, que chacun·e puisse faire ce qu'iel veut où qu'iel soit. En arrivant en France, je réfléchissais. Je remercie cette rencontre avec A4 : ça m'a aidé à réaliser certains de mes rêves, de mes objectifs, pour que je puisse y croire encore plus. Essayer de discuter, des gens qui ont les mêmes envies que moi, beaucoup d'expérience dans ce domaine, créer un réseau entre nous et discuter, chercher des solutions, pour aider chacun·e et vivre dignement. En arrivant à A4, au début je ne comprenais pas grand-chose. Je suis quelqu'un de parfois très patient, donc j'avais la patience de regarder, écouter, observer. J'ai compris des enjeux qui se déroulent et donc pourquoi pas me lancer dedans et en savoir plus.

Cette curiosité m'a permis de comprendre les peurs que j'avais sur moi, m'a permis de trouver des solutions. Il faut avancer et ne pas rester coincé dans mon coin sans rien faire, alors que je peux faire quelque chose pour avancer de mon côté et créer quelque chose avec les gens autour. Être et vivre ensemble, faire avancer les choses ensemble pour que ça aille mieux. Déjà, quand on arrive en France, la seule chose qu'on cherche, c'est les papiers. Il faut qu'on laisse tout pour ça. Ça prend toute notre énergie, nos pensées, nos envies… Et ça n'avance pas. Moi je pensais que je perdais du temps, mais pourquoi ne pas essayer de trouver un travail pour

me former, ou quelqu'un qui puisse me former quelques jours et avancer ? C'est un avantage. Une fois que tu es formé, les papiers arrivent. Personne n'arrive avec des papiers, ça nous rend la vie difficile. En attendant les papiers, je ne sais pas quand, je fais des formations, je cherche du travail. C'est pour ça que je suis venu à A4. **Avec les voyages-enquêtes, j'ai pu rencontrer des paysans, des paysannes, des artisans, des artisanes, des assos et collectifs, des villages qui vivent différemment, qui fonctionnent pour faire avancer les choses.** Chacun·e à sa manière.

On a créé cette asso et c'est super, avec des gens qui ont les mêmes envies que toi, qui ont essayé des choses et ça a fonctionné, et quand ils voient ce qu'on fait, ils disent « Wow, on aimerait faire pareil, c'est super ! ». Ça donne tellement de joie. « Bravo ! » Envie de continuer, espoir, envie de reproduire chez moi ce que j'ai appris ici. Envie d'aider d'autres gens qui n'arrivent pas à y croire. Chaque personne qui entend, tellement de gens qui veulent nous rejoindre. Tellement de choses qui ont avancé, ça donne tellement de joie et envie de participer et apprendre de nouvelles choses depuis des années, comment est le pays où tu vis, comment ça fonctionne, comment y vivre avec ou sans le papier qu'il faut. Tant que je vis en France, comment je peux trouver une solution pour vivre ma vie ? Et pour qu'on puisse créer un lien entre nous, un réseau, et faire des choses comme il faut et respecter les envies de chacun·e. Le respect est le truc de base. Sans respect, je ne vois pas l'intérêt de faire quoi que ce soit. S'il manque du respect, il manque tout. Tu peux prendre tous mes papiers, mais laisse-moi ma dignité, le respect sur moi-même, et je peux récupérer tout ce que j'ai perdu.

Nous, Aline, Alitzel et Idriss

Que tous les êtres humains aient les mêmes droits et soient considérés et traités de la même façon nous semble une évidence. Un monde sans discriminations, en prenant en compte qui est chacun·e et en faisant en sorte de bien vivre ensemble… Mais il se trouve que cette base n'est pas réelle, et que nous devons lutter pour que les droits fondamentaux de chacun·e soient respectés. Il en est de même pour la façon dont nous vivons. **Pourquoi, face au changement climatique et à la nécessité de protéger la planète, les inégalités ne font que s'accroître et l'individualisme prime ?**

Nous nous sommes toujours dit qu'il fallait rencontrer les autres, réfléchir ensemble sur les questions qui nous touchent, comme la question des migrations. Nous avons toujours été sensibles aux souffrances des gens, des personnes en situation de précarité. Peut-être parce que nous avons vécu des situations particulières et similaires.

Nous voulons nous investir et trouver un moyen pour résoudre ces problèmes, les problèmes de la vie, des violences dans le monde, qui sont faites contre les êtres humains et contre toute la nature. Nous voudrions trouver un moyen d'apporter un plus, des solutions, réfléchir sur comment aider les autres. C'est pourquoi nous sommes dans A4. Nous avons eu la chance de pouvoir discuter avec des personnes motivées comme nous, qui défendent ces mêmes causes et cherchent à résoudre ces problèmes. Nous nous sommes donc retrouvé·e·s pour élaborer, construire ce projet pour améliorer un peu l'avenir ou la vie de personnes en difficulté. Nous voulons que tout le monde soit égal et agisse selon ses responsabilités, qu'aucun·e ne se sente supérieur·e à d'autres.

Avec A4, nous avons de l'espoir, de l'enthousiasme et nous sommes ensemble. L'objectif n'est pas de nous protéger nous-mêmes et de trouver un boulot dans l'agro-industrie et voilà. Non. L'idée c'est que chacun·e puisse travailler dans des conditions dignes. Que chacun·e puisse vivre où iel se sent bien, en faisant les activités qu'iel aime. Nous ne sommes que trop au courant des dérives du travail détaché ou des conditions de travail dans l'agriculture en Espagne, ou dans le Sud de la France, par exemple. Nous nous opposons et nous cherchons des alternatives à mourir déshydraté·e·s, à vivre dans des taudis, à être payé·e·s moins que le salaire minimum pour un travail des plus épuisants.

Et aussi, nous voulons développer l'agriculture paysanne. De plus en plus de paysan·ne·s se voient contraint·e·s de vendre leurs terres à des grandes entreprises qui vont dégrader les sols avec des monocultures, et utiliser des engins agricoles à la fois polluants et nécessitant des technologies de plus en plus pointues. Ne va-t-on pas ainsi dans le sens contraire à celui qu'on souhaite pour la planète et pour les générations futures ?

Il y a des personnes souhaitant travailler, et qui sont contraintes d'accepter des contrats ingrats, injustes, dénigrants. Il y a des personnes qui veulent que leurs terres permettent à la population de s'alimenter correctement, localement, en protégeant les espèces vivant autour, en respectant le sol, en respectant les travauilleureuses. **Nous souhaitons que ces deux mondes se rencontrent et travaillent ensemble vers des solutions communes.** Nous construisons le chemin ensemble, et chacun·e peut porter sa parole, son point de vue, sa contribution au projet. Sans hiérarchie, sans « faire pour l'autre ». Ensemble, égaux·égales, respecté·e·s, dignes.

ENRICHISSEMENTS

Respect de l'humain, respect de la nature, par Guillaume, du GRET

« LA NATURE S'AUTONOMISE »

Quand on parle d'écologie et pouvoir d'agir, souvent, on pense en premier lieu, qu'il faut « protéger la nature ». On peut ajouter un critère environnemental à ses processus, financer sa conservation, essayer de la gérer durablement…

Pourtant, comme l'écrit Habib, la nature s'autonomise depuis la nuit des temps. Elle se protège elle-même, de façon « naturelle ». C'est l'humain qui a dérégulé de nombreux processus écologiques (cycle du carbone, cycle de l'eau, déforestation…). C'est donc l'humain le bourreau et non le sauveur. L'écologie demande de l'humilité. Nous avons une dette climatique, écologique, colossale, vis-à-vis des générations futures mais avant tout vis-à-vis de la planète.

S'engager dans une transition écologique demande donc de prendre le temps de questionner notre rapport à la nature. À l'heure de la sixième extinction massive de la biodiversité, je me pose la question : la nature n'a-t-elle pas, elle aussi, perdu ses papiers ? Est-elle, elle aussi, en attente d'une reconnaissance de droit, de respect, pleine et entière ? Le parallèle a sans doute ses limites car la souffrance humaine s'exprime différemment de la souffrance de la nature, mais je vois là, à titre personnel, une lutte similaire face à des rapports de domination multiples mais communs : l'argent, le néo-colonialisme, le patriarcat… Cela va dans le sens du témoignage d'Aline, Alitzel et Idriss qui propose l'agriculture paysanne comme réponse à la crise écologique et aux rapports de domination sociaux de l'agro-business.

« LE RESPECT, C'EST LA BASE »

Comment repenser nos rapports avec la nature ? Certains pays ont reconnu que la nature avait des droits, comme l'Équateur. Mais est-ce suffisant ? Bruno Latour a également mené des expérimentations avec le Parlement de Loire où, autour de la table, il y avait différents usagers, différentes usagères et une « personnification » de la nature : une personne jouait le rôle de l'eau, des espèces animales… pour établir une relation « diplomatique ». Les droits de la **Nature** était donc représentés, défendus mais dans la limite de la compréhension que l'humain peut avoir de la

nature et de ses processus d'autonomisation… Cela peut donc aussi induire des compromis que la nature n'aurait peut-être pas acceptés… Recourir à d'autres formes de représentations, plus divines – je pense notamment aux danses de Mami Wata au Bénin – éviteraient peut-être de tels compromis en changeant les rapports de force…

« Sans différences, sans hiérarchies, sans "faire pour l'autre". Ensemble, égaux·égales, respecté·e·s, dignes. »

Quand j'ai lu pour la première fois le sujet « écologie et pouvoir d'agir » proposé par le F3E, j'ai tout de suite pensé au pouvoir d'agir en faveur de la nature. Je n'ai pas pensé au pouvoir d'agir de la nature. Après la lecture de ces témoignages, chemine en moi l'idée de « nos » pouvoirs d'agir. Et les 4 mots de la fin du texte d'A4 s'inscrivent en moi comme un idéal pour nos relations humain·e·s-nature…

L'horizontalité dans les ONG, conversation avec Zoé du GRET

ZOÉ

La question du pouvoir d'agir est centrale dans le texte d'Aline, Idriss, Habib, Sembala et Alitzel. L'angle sous lequel elle est abordée, à savoir A4 comme « une association portée par celles et ceux à qui elle s'adresse », « sans faire pour l'autre » a nourri mes réflexions, même si à une échelle différente, quant au secteur des ONG d'aide au développement et de solidarité internationale.

Au sujet de l'écologie, il y a l'idée que nous sommes tous et toutes concerné·e·s par ces questions, et qu'à l'échelle nationale il y a des responsabilités à prendre, tout en prenant en compte les pays moins développés. Les pays du Nord ont en effet une responsabilité historique dans la crise écologique, liée à des modèles de développement insoutenables. Ayant fait acte de ce constat, certaines ONG françaises de solidarité internationale se sont lancées dans une dynamique qui vise à réduire les impacts environnementaux liés à leurs interventions pour ne pas tomber dans le paradoxe suivant : vouloir soutenir/accompagner des populations vulnérables tout en contribuant à accélérer le changement climatique, dont les impacts touchent en premier lieu les populations vulnérables (tous pays confondus). Cela pose la question de la façon dont on peut aller vers une vision partagée de ces enjeux et travailler ensemble dans ce contexte.

PAYSANNERIE ET ACCUEIL DIGNE

A4

Dans A4, nous arrivons très bien à nous respecter les un·e·s les autres. Si quelqu'un·e a une idée, iel l'aborde et nous en discutons. Toutes les décisions que nous avons prises, toujours de façon horizontale, ont marché. Parfois, il y a des sujets sur lesquels nous sentons que ça peut créer des tensions, mais nous prenons plus de temps et nous nous améliorons petit à petit. Toutes les personnes dans A4 font attention à ne pas prendre le pouvoir, et c'est grâce à cette attention de chacun·e que ça peut fonctionner.

Nous observons cependant que, de la part des personnes concernées, issues de pays colonisés, nous reproduisons les mêmes schémas des colonisateurs. Souvent, la parole d'une personne blanche va être mieux considérée, plus écoutée, que si c'est une personne noire qui partage la même idée. Parce que nous avons appris que les blanc·he·s savent tout, que les noir·e·s sont inférieur·e·s, que ce que les premier·ère·s disent a plus de valeur. La problématique de l'homme blanc dominant existe dans les pays colonisés, et nous continuons de croire que l'autre sait tout, qu'il est meilleur, supérieur à soi. Comment pouvons-nous changer cette façon de penser, si ancrée en chacun·e de nous ?

Il faut beaucoup d'outils pour surmonter ces difficultés : pour ouvrir l'esprit et nous décoloniser. Pour mettre au clair que notre parole aussi doit être respectée, pour redonner de la valeur à chacun·e, montrer que tout le monde a sa place dans ces domaines. Que nous nous respections et que nous travaillions ensemble. Pour que les gens prennent confiance en eux-mêmes, c'est un travail de terrain et donc ça passe par l'écoute, par des formations, des ateliers, par le fait de côtoyer des gens qui ont envie de changer ça, comme dans A4. En le rendant visible, en en parlant, par les personnes qui l'ont déjà compris.

En ce qui concerne le fonctionnement des organisations non gouvernementales (ONG) de solidarité internationale, de développement, de coopération, qui ont une tradition de venir en aide aux autres plutôt que de fonctionner en horizontalité, nous nous questionnons sur l'efficacité des actions entreprises. En effet, il y a des exemples d'ONG, avec des personnes salariées, qui vont envoyer de la nourriture parfois périmée à des personnes qui n'ont pas à manger, alors que ce serait plus efficace de mettre en place des conditions qui permettent d'apprendre aux gens à cultiver la terre, de faire en sorte qu'elles puissent se nourrir localement et par leurs propres moyens. Ou encore d'ONG qui vont envoyer des médicaments et du

personnel soignant pour traiter les maladies des personnes à qui elles viennent en aide, plutôt que de (re)donner les moyens aux personnes de se soigner elles-mêmes…

Ça pose la question de l'autonomie de chaque communauté, de chaque territoire. Permettre à chaque peuple de disposer de lui-même, qu'il y ait un système alimentaire qui permette que chacun·e mange à sa faim. Il y a des ONG qui ont de l'argent et en même temps des personnes qui meurent de faim : comment est-ce possible ? Il faut que les gens aient à manger pour qu'ils puissent réfléchir et s'investir dans des projets, plutôt que de passer leur temps à chercher de l'argent pour nourrir toute leur famille.

ZOÉ

Dans le secteur, j'ai l'impression que les choses évoluent, en témoignent les projets qui visent à faire des « jeunesses » des actrices du changement par exemple. Toutefois, nous avons hérité d'un paradigme de l'aide *pour* et non de l'aide *par* et la structure internationale de ce secteur est organisée de telle façon que les projets de solidarité internationale sont encore bien souvent pilotés par des ONG occidentales qui ont les moyens d'accès aux financements et les capacités de répondre aux exigences des bailleurs.

Je trouve que la mise en œuvre de l'horizontalité dans les décisions et la manière de travailler, ainsi que l'idée de partir des expériences et problèmes vécus, est un enseignement fort vers lequel nous devrions davantage tendre dans le secteur, afin de ne pas reproduire certaines erreurs du passé et d'aller vers des solutions qui ne sont pas porteuses d'une vision unique du monde ou d'une façon spécifique d'aborder le problème. Dans les projets de solidarité internationale, on parle aujourd'hui de co-construction avec les parties prenantes, de réciprocité, de partenariats avec les OSC locales, etc.

Votre témoignage est inspirant tant il met en avant les savoirs et expériences vécues de toutes et tous en partage et il ressort l'idée que cela peut prendre du temps : le temps de la traduction, de la patience, de l'écoute et de l'observation. Ce temps-là est pourtant essentiel pour travailler ensemble, se comprendre et construire des solutions nouvelles. C'est aussi un enseignement à valoriser puisque le temps est bénéfique pour faire les choses bien et se questionner : pourtant, nous manquons souvent de temps dans le travail pour la mise en œuvre de projets de solidarité internationale en cherchant à atteindre les résultats fixés dans des délais qui ne prennent pas en compte les temporalités du terrain.

« Il s'agit d'un NON à un système économique destructeur qui nuit aux personnes, à la terre et à la nature afin que de puissantes entreprises puissent en tirer profit »

GEORGINE KENGNE DJEUTANE
WOMIN
CAMEROUN

04

LE POUVOIR AUX FEMMES

CONTRIBUTION COLLECTIVE EN FAVEUR DE LA JUSTICE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE DANS LE SECTEUR MINIER EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

État des lieux

Le sol et le sous-sol africains regorgent des ressources naturelles : la terre (vastes étendues de terres arables), l'eau (les grands fleuves) et les ressources minières, parmi lesquelles nous pouvons citer les carburants fossiles (pétrole, gaz, charbon) et les minerais (l'or, le diamant, et autres pierres précieuses). Selon la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Afrique abriterait[1] plus de 50% de réserves mondiale de platine et 78% des diamants[2] pour ne citer que ceux-ci.

En 2009, l'Union Africaine a adopté la vision minière Africaine (Africa Mining Vision (AMV)) visant entre autres la promotion de l'extraction minière pour stimuler la croissance économique du continent. Aujourd'hui encore, les stratégies de développement et d'industrialisation en Afrique continuent d'être basées sur l'extraction des ressources minières.

La pression sur les ressources naturelles en Afrique n'a cessé de croître, poussée par le courant de pensée capitaliste, pour (tenter de) résoudre les crises mondiales de l'énergie et du climat aux multiples facettes. Les projets extractivistes, tout comme l'accaparement des terres à grande échelle pour la monoculture commerciale (le palmier à huile, l'hévéa), les biocarburants, ou encore les projets d'infrastructure, ainsi que la création d'aires protégées et de réserves, continuent d'avoir d'importantes répercussions sociales et des dommages physiques, culturels et environnementaux sur les communautés, l'écosystème et la planète. Ces impacts sont, pour n'en citer que certains, les violences et les conflits, la perte des moyens de subsistance des populations et de leur souveraineté alimentaire, les problèmes de santé, notamment des maladies liées à la reproduction, la perte du patrimoine culturel et la négation du droit à l'autodétermination.

Les coûts de ces externalités sur les femmes

Ces externalités sociales, économiques et environnementales[3] ont des impacts spécifiques sur les femmes en raison de la division patriarcale et néocoloniale du travail et de l'exclusion des femmes de la prise de décision dans leurs propres communautés.

---

1 Nous disons « abriterait » parce que les ressources minières africaines ne sont pas totalement cartographiées.

2 Vision du Régime Minier de l'Afrique, Février 2009, Union Africaine.

3 Les externalités sociales peuvent être également caractérisées comme le transfert de bénéfices économiques, sociaux et environnementaux qui devraient revenir aux communautés africaines et en particulier aux femmes.

LE POUVOIR AUX FEMMES

Les femmes supportent la plupart des coûts externalisés des mégaprojets d'extraction et d'infrastructure. Quand la terre est prise, les femmes perdent les moyens de nourrir la famille. Quand l'eau est canalisée loin de la communauté ou est polluée, les femmes doivent marcher plus loin pour trouver des sources d'eau propre. Quand les forêts sont détruites, les femmes manquent de bois destiné à l'énergie domestique.

S'il y a indemnisation ou compensation, dans de rares situations, celle-ci est versée au chef de famille reconnu, généralement un homme. Les femmes des communautés disent souvent que les hommes fuient vers les villes et prennent de nouvelles épouses ou petites amies une fois l'indemnisation versée. Les femmes et leurs enfants se retrouvent ainsi abandonné·e·s, sans moyens de subsistance.

Les textes existants protégeant les communautés sont volontairement ignorés par les compagnies minières

Pourtant, certaines lois protectrices existent, notamment les principes du CLIP (Consentement, Libre, Informé et Préalable) établis en 1989 par la Convention de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) relative aux peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants (Convention 169 de l'OIT). Les articles 6, 7 et 9 de cette Convention stipulent que le consentement doit être obtenu **avant** que les communautés indigènes ou tribales ne soient déplacées ou que des projets de développement soient entrepris sur leurs terres[4].

Faisant fi de ces lois, la manière hégémonique et capitaliste actuelle d'extraction des ressources minières a sapé les droits des peuples autochtones et d'autres communautés marginalisées, et principalement les droits des femmes de ces communautés, à participer au développement de leurs terres et a exacerbé la destruction de l'environnement.

Cette poussée s'apparente à l'impérialisme (au cœur de la mondialisation asymétrique) selon la définition de Eduard W. Said qui le définit ainsi : « fondamentalement, impérialisme signifie visée, installation et maintien sur une terre qu'on ne possède pas, un territoire lointain où d'autres vivent et qui leur appartient. Pour toutes ces raisons, cette perspective séduit certains et implique souvent pour d'autres des malheurs sans nom. »[5]

---

4 https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169

5 Eduard W Said, Culture et Impérialisme, Alger, APIC Edition. Traduction de l'autrice.

Les communautés impactées, y compris les femmes, ont cependant le droit à l'autodétermination

De nombreuses communautés aspirent à déterminer leur propre voie de développement par le biais de processus internes et à contrôler leurs moyens de subsistance, leurs ressources et leurs terres. Elles veulent également être visibles et que leurs droits soient reconnus à travers toutes les formes de participation, qu'elles soient dirigées par l'État ou par les entreprises. Mais leur propre participation communautaire est primordiale, importante, car leurs propres perspectives et pratiques faciliteront la définition et la construction d'alternatives locales et s'inscrivant dans une résistance plus large au modèle de développement dominant.

Dans ce processus, la participation des femmes est très importante. Elles se sont depuis longtemps opposées à l'exploitation minière par la résistance. Elles s'opposent aux valeurs extérieures imposées à la vie de leur peuple qui limitent leurs droits à la terre, aux moyens de subsistance et à l'exercice de leurs droits sociaux, économiques et politiques. **Les femmes à travers les âges ont résisté quotidiennement**, s'opposant à des politiques spécifiques et construisant leurs propres propositions et alternatives au modèle de développement dominant.

Invisibilité des femmes maintenue par le système patriarcal et le capitalisme

Dans certains pays africains, les femmes impactées massivement par ces projets miniers grandissant sont de plus en plus marginalisées et ne participent pas au processus de consultation s'ils ont lieu. Plusieurs de ces femmes, bien que révoltées et indignées, n'étaient pas suffisamment outillées pour défendre leurs droits. Elles faisaient face aux fausses promesses constamment martelées des compagnies minières sur les bénéfices que la communauté ou leurs enfants pouvaient tirer en travaillant dans la mine. Se sentant délaissées et sans voix, ne sachant plus à quel saint se vouer, plusieurs se sont résignées et d'autres étaient sur le point d'abandonner la lutte.

Leurs frustrations continuelles demeurent profondes et très vives parce que, tout au long de l'histoire de l'humanité, les rôles traditionnels des hommes et des femmes ont souvent défini et limité les activités et les perspectives des femmes. Cette discrimination est en plus renforcée par de multiples discriminations fondées sur leur origine raciale ou ethnique, leur ascendance nationale, leur couleur de peau, leur origine sociale, leur handicap, leur âge. L'exclusion des femmes des sphères

LE POUVOIR AUX FEMMES

décisionnelles et des espaces de consultations avant la venue des projets miniers est courante, pourtant, comme nous l'avons dit plus haut, elles sont les premiers témoins des impacts de ses projets sur leur vie/survie.

Le rapport rédigé par LILAK[6] résume bien les violences et injustices faites contre les femmes dans le secteur extractif, les constats sont les suivants : les attitudes des entreprises n'ont pas changé, elles parlent de leurs promesses et des avantages de la mine, et non de l'étendue et de l'évaluation objective de leurs projets, et les consentements sont obtenus par l'intermédiaire de dirigeants autochtones qu'elles ont triés sur le volet. Comme les femmes ne sont pas toujours reconnues comme leaders dans les communautés, il n'est pas jugé nécessaire qu'elles soient informées, ni qu'elles aient la possibilité de participer à toute forme de consultation menant au processus de consentement, ainsi leurs idées et leurs valeurs ne sont pas prises en compte dans le processus complet. Les femmes autochtones et/ou impactées sont encore plus marginalisées avec le manque de voix dans tout le processus, même leurs droits à l'information sont violés par le gouvernement et les sociétés minières, ce qui les rend encore plus invisibles.

C'est au regard de ce qui précède, choquée et poussée à l'action par les différentes formes d'oppression et formes d'injustice qui pèsent sur les femmes, que WoMin[7], organisation écoféministe panafricaine, s'est lancée dans la bataille depuis 2013. WoMin a pour mission la mobilisation et la création des mouvements féminins visant à contester l'extraction destructive à grande échelle des ressources naturelles et proposer les alternatives qui répondent aux besoins de la majorité des femmes africaines[8]. C'est à ce titre que nous soutenons certaines femmes des communautés impactées en Afrique à mieux s'organiser et défendre leurs droits, que nous soutenons leur effort de mobilisation, de résistance, en faisant entendre leur « NON » qui résonne fort et de façon audible auprès des décideurs et des miniers. Nous avons, au fil des années, consolidé un engagement constructif avec ces femmes, en soutenant les campagnes de sensibilisation centrées sur les femmes et orientées vers le mouvement.

6 LILAK (Purple Action for Indigenous women in the Philippines), La mine et violence contre la femme rurale et autochtone dans les Philippines, 2013.

7 African Gender and Extractive Alliance.

8 Voir site web WoMin, https://womin.africa/

Stratégie de mobilisation : pouvoir aux femmes

Depuis 2017, les stratégies et actions de WoMin ont été les suivantes :

Soutien à l'organisation

Il est important de noter que les mouvements avec lesquels nous travaillons existaient déjà dans les communautés. **Nous n'avons créé aucun mouvement.** Notre intervention s'insère dans le contexte où, bien qu'existants, ces mouvements avaient du mal à se faire entendre, les femmes étaient résignées et avaient très peu de soutien au niveau local ou national. Elles avaient déjà des objectifs à atteindre : défendre leurs droits au consentement et, pour plusieurs, dire non à ces projets destructeurs qui les plongent dans la misère extrême. Nous avons soutenu ces femmes et aidé, dans un premier temps, à obtenir une reconnaissance de leur légitimité à s'organiser en mouvement et de la légitimité de leurs revendications au niveau national. Dans plusieurs pays africains, pour fonctionner, il faut avoir l'autorisation d'organisation des autorités compétentes. Les femmes, organisées en mouvement, ont, grâce à notre soutien, préparé les documents nécessaires et suivi les formalités pour l'obtention de ces agréments.

Formation continue

Il a fallu dans un premier temps déconstruire les stéréotypes et idées préconçues sur le rôle des femmes dans la société. Travailler à leur redonner confiance en battant en brèche les informations qui leur avaient été martelées, selon lesquelles elles ne peuvent rien faire, puisque le projet a été décidé et que les choses vont avancer telles que prévues par les compagnies minières, et qu'elles n'obtiendraient jamais gain de cause. Pour leur redonner des raisons de continuer la résistance, elles ont eu des informations sur les instruments juridiques et non juridiques relatifs à la protection des droits de la personne, existant aux niveaux national (notamment la Constitution et le droit coutumier), mais aussi sous-régional, régional et international, éléments sur lesquels les communautés peuvent s'appuyer pour défendre leurs droits. Nous avons mis à la disposition de ces femmes ces droits sous forme simplifiée et nous les aidons à mieux les comprendre, pour qu'elles puissent les utiliser dans leur plaidoyer ou lobbying si nécessaire.

LE POUVOIR AUX FEMMES

Nous ne nous arrêtons pas là en ce qui concerne les formations : **les résistantes de première ligne sont invitées à participer aux écoles politiques féministes que WoMin organise**. Ces écoles ont pour but de créer un espace où les femmes peuvent échanger librement sur leurs problèmes, comment ces projets impactent leurs vies, échanger sur leurs expériences personnelles et trouver des solutions communes. Nous leur donnons également la possibilité de comprendre la cause profonde de leurs problèmes, que sont notamment le capitalisme et le patriarcat, et comprendre comment cela fonctionne. Ces informations sont nécessaires pour leur permettre, dans leurs actions en solidarité avec les autres résistances en Afrique, de construire des contre-pouvoirs.

Documentation des impacts de ses projets sur l'environnement et leur moyen de subsistance

Nous travaillons avec les femmes pour **documenter et mettre en évidence les impacts de ces projets sur l'environnement, sur leur santé, et leur survie**. Au sortir de cette phase, elles connaissent et comprennent l'impact des pertes qui les attendent, sur leurs familles actuelles et sur les générations à venir. Nous leur donnons le temps et les moyens pour s'éduquer sur ces impacts et la connaissance des tactiques des industries extractives pour diviser les communautés, afin de s'en prémunir. Maîtrisant la documentation des impacts, soit par des dessins visuels soit par le montage des courtes vidéos, nous passons à l'étape suivante en les soutenant pour les grandes sensibilisations communautaires, visant les hommes, jeunes hommes et jeunes femmes, les personnes du 3e âge, bref toutes les couches de la population, pour agrandir leur base de soutien.

Visite d'échanges et de solidarité

Nous renforçons les visites d'échanges de solidarités et d'apprentissage où **les femmes d'une communauté visitent une autre communauté impliquée dans la résistance pour apprendre de sa lutte**. Les femmes se forment mutuellement et, comme elles sont détentrices du savoir, ces formations et apprentissages mutuels leur donnent la force de résister, de continuer la lutte et de faire entendre leur voix parce qu'elles savent qu'elles ne sont pas seules dans la lutte. Un contre-pouvoir des femmes est ainsi créé avec pour but d'amplifier leur voix.

Nous aidons également à mettre sur pied un réseau de solidarité en facilitant la création de plateformes, de réseaux sous-régionaux où les différentes luttes

nationales sont connectées et se retrouvent pour les échanges d'idées, comme le Forum Social thématique sur l'économie extractive.

Les réseaux sociaux et les radios communautaires

Nous avions compris l'importance des réseaux sociaux surtout avec le Covid19, certaines des femmes leaders ont été formées à l'utilisation des réseaux sociaux. Elles prennent elles-mêmes des photographies exposant les impacts continuels des projets miniers sur leurs communautés et sur l'environnement et les publient pour mobiliser l'opinion publique. Elles montent également des courtes vidéos et les envoient par Facebook, Twitter et YouTube. La formation à l'utilisation des radios communautaires a été également très importante, car ces femmes, dans leurs langues maternelles, informent, sensibilisent pour se faire entendre. Elles n'ont besoin de personne pour parler de leurs problèmes, puisqu'elles les vivent, et ont les outils de communication nécessaires pour les exposer.

Le droit de dire non (Rigth2SayNo)

Comme nous l'avons dit plus haut, les lois protégeant les communautés existent, mais il est regrettable que très peu de ces instruments soutiennent le droit d'une communauté à prendre des décisions concernant les terres et les ressources naturelles qu'elle occupe et utilise. Pour pallier ce manquement, et sachant que les procédures juridiques prennent beaucoup de temps, nous avons, avec les résistances nationales, lancé **la campagne sur « le droit de dire NON » qui est un appel lancé par les communautés pour le droit à une vie bonne et décente, à la santé et au bien-être, au contrôle des semences et au respect des droits fonciers collectifs, au droit de vivre une relation d'interdépendance bienveillante avec la nature, au droit d'être libre de toute forme de violence et de bénéficier des services publics et sociaux**. Il s'agit d'un NON à un système économique destructeur qui nuit aux personnes, à la terre et à la nature afin que de puissantes entreprises puissent en tirer profit[9].

Ce droit (Right2SayNo) naît de la résistance et il s'agit donc essentiellement du **POUVOIR** et d'un défi lancé à ceux qui détiennent et utilisent le pouvoir de manière destructive. Dire NON remet en cause les systèmes de pouvoir et revendique le droit des communautés à définir leurs propres intérêts et leur propre avenir.

---

9 Information sheet 1: What is the Right to Say NO? https://womin.africa/

LE POUVOIR AUX FEMMES

Lorsque les communautés et les groupes défendent la nature contre les grands projets qui détruisent les espèces et les personnes, **ils et elles défendent le droit des générations futures à exister**.

Conclusion

Formées, outillées, les femmes impactées par les projets miniers prennent la parole devant les médias, les autorités minières, les gouvernants pour défendre leurs droits et faire des réclamations. Elles utilisent leurs connaissances, leur voix, les affiches conçues par elles-mêmes lors des campagnes de sensibilisation ou de plaidoyer, participent aux rencontres des investisseurs aux niveaux sous-régional et régional pour leur présenter les impacts de leur financement sur leur vie et sur l'environnement.

Dans leur résistance, les femmes défendent des alternatives de développement vivantes et espérées. C'est l'idée clé qui sous-tend le OUI pour lequel les femmes et leurs communautés se battent.

Les idées et la pratique vécue du « développement » par les femmes, mettant au centre la durabilité, la dignité et le bien-être des personnes et de la planète, sont en conflit avec les idées que les entreprises et les gouvernements se font du développement.

Grâce à la valorisation des points de vue des femmes et à leur participation aux processus de décision en matière de développement, les femmes gagnent en pouvoir. Le travail qu'elles font tous les jours pour assurer le bien-être de leur famille est rendu visible et valorisé. **Parce qu'ainsi, elles luttent pour libérer les femmes, les communautés, les terres ancestrales, les forêts du pouvoir des multinationales en disant OUI à la préservation de la biodiversité, de l'écosystème, des modes de production ancestrale et surtout à la préservation des communs[10].**

10 WoMin information sheet 4. Why the Right to Say No a Women's Rights question? https://womin.africa/

ENRICHISSEMENTS

La véritable richesse d'une nation réside dans son peuple, par Diego

Cet article, qui souligne le rôle des femmes africaines dans la construction d'une nouvelle perspective de vie, sur ce que signifie mener une bonne vie et sur les moyens d'y parvenir, en l'occurrence du point de vue du genre et de l'inclusion sociale, m'a beaucoup intéressé. Comme l'indiquent les rapports sur le développement humain depuis 1990, « la véritable richesse d'une nation réside dans son peuple » et c'est encore plus vrai lorsqu'il s'agit des actions et des visions des femmes, qui subissent les effets négatifs de l'impérialisme et de la mondialisation asymétrique.

Comme le dit Pekka Himanen, « le concept de dignité comporte une dimension d'attention et d'empathie. Sans ce cœur émotionnel, l'éthique reste facilement un ensemble de principes abstraits qui ne sont pas mis en pratique. La dignité est le sentiment de la valeur de soi et de l'autre. D'un point de vue éthique, le soin est la dignité opérationnalisée »[11].

Fondamentalement, cet article repense la position sur la dignité humaine et la juste jouissance écologique dont les femmes africaines ont besoin, sur la base de la justice et de l'inclusion de leurs capacités et de leurs besoins.

Un autre modèle est possible, par Blanca

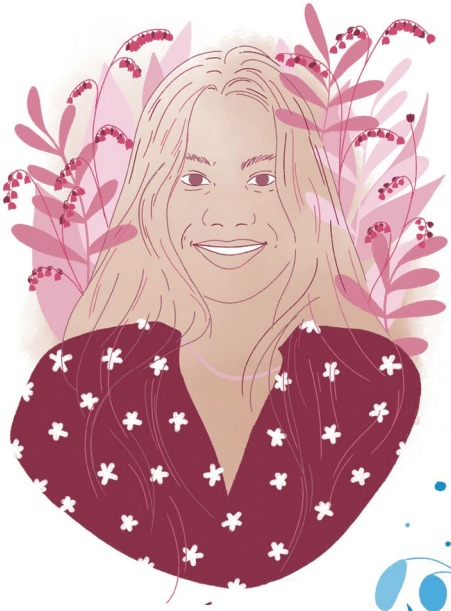
Cet article définit très bien les impacts de la division patriarcale du travail et les raisons pour lesquelles les femmes se battent pour un autre modèle, à la fois à un niveau plus macro et au sein de nos organisations.

Du point de vue de l'économie féministe et écoféministe la plus radicale, la lutte vise à atteindre un modèle reproductif (avec des droits couverts et la résilience des biens communs), afin d'en finir avec le modèle productif et productiviste, croisement entre le capitalisme, le patriarcat et le néocolonialisme, qui conduit à la marchandisation, à la privatisation et à la concentration du pouvoir dans les sociétés transnationales.

---

11 Himanen, Pekka. Repenser le développement humain. Le lien culturel entre le développement informationnel et le développement humain. Page 414. Traduction du F3E.

“Quelle part des émissions des ONG est réellement “justifiable” au regard de la finalité des missions des ONG ?”



ZOÉ BOUAHOM ET GUILLAUME QUELIN
GRET
FRANCE

05

INÉGALITÉS ET RESPONSABILITÉS CLIMATIQUES

AGISSONS EN COLLECTIF !

Cette contribution se base sur un retour d'expérience vécu en Guinée en 2023. Les constats issus du terrain visent à mettre en lumière des enjeux concrets auxquels sont confrontés les communautés et les ONG de solidarité internationale dans leur contribution à la lutte contre le changement climatique. En ouverture, des pistes d'action mises en place au Gret viennent illustrer une démarche possible pour tenter d'y faire face. La rédaction se décline donc en 3 parties : constats / prise de recul sur l'enjeu / retour d'expérience à l'échelle du Gret.

Les deux enjeux principaux retenus sont :

- Le risque de mal-adaptation
- La réduction de l'empreinte carbone des ONG

Le risque de mal-adaptation ou l'enjeu de pouvoir agir collectivement et en conscience à l'échelle locale

Retours du terrain – observations lors de visites de terrain

Nous, Guillaume Quelin et Hamet Diallo, chef de projet Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), avons mené une mission d'un mois dans la région du Fouta Djalon, en Guinée, à la demande de la Fédération des Paysans du Fouta Djalon et de leurs membres, grâce à un financement de l'Agence Française de Développement et du CCFD – Terre Solidaire. Surnommée le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest, cette région connaît une forte pluviométrie mais retient peu la ressource en eau qui nourrit ensuite les fleuves Sénégal, Niger et Gambie.

Selon les prévisions, le changement climatique va, dans le Fouta Djalon, augmenter fortement les températures, à un rythme égal voire supérieur aux moyennes de la sous-région[1]. Cela va notamment augmenter le besoin en eau des plantes qui, comme nous, transpirent. Le sol sera plus sec donc plus difficile à travailler. Si la pluviométrie devrait rester globalement stable en quantité – hormis dans les régions frontalières du Sénégal et de la Guinée Bissau – elle devrait varier dans le temps et en intensité. Or, la ressource en eau est également dépendante des activités humaines et inversement : parfois vulnérable (étalements urbains, coupe abusive

1 SMHI, https://ssr.climateinformation.org/

du bois, prélèvements importants…), parfois protégée (reboisement, protection des forêts sacrées…).

En réalisant des visites de terrain le long de 7 cours d'eau de la région, nous avons observé des pratiques d'adaptation en cours :

- **Mise en place de paillage**, technique agroécologique qui protège la terre des rayons du soleil et aide ainsi à conserver l'humidité du sol, donc limite le besoin d'arrosage
- **Recours à des motopompes** pour faire venir l'eau du cours d'eau aux champs parfois éloignés, en dépit des besoins des autres usager·ère·s
- **Travail du lit du cours d'eau pour créer des bassins de stockage**, en bloquant parfois l'écoulement normal du cours d'eau, ce qui impacte les usager·ère·s en aval
- **Déforestation à proximité des cours d'eau pour rapprocher les périmètres maraîchers** de la ressource et diminuer ainsi l'effort d'arrosage qui se fait souvent à l'arrosoir
- **Mise en place d'ouvrages hydrauliques agricoles** parfois fonctionnels mais parfois non entretenus, mal dimensionnés ou victimes de conflits fonciers
- **Test de nouvelles variétés de plantation comme le karité**, qui est cultivé dans des régions plus au nord de la Guinée, connaissant actuellement des températures plus fortes donc plus proches des conditions à venir au Fouta Djalon
- **Baisse de motivation pour le maraîchage, devenu trop difficile, au profit notamment de la culture de l'anacarde,** fortement encouragée par l'État et par son prix de vente à un moment donné ; la culture de l'anacarde entraînant une forte déforestation, une acidification des sols alors que l'anacarde est elle-même vulnérable à l'évolution des températures

En échangeant avec les usager·ère·s des cours d'eau, nous avons appris que quasiment tout·e·s avaient observé une augmentation des températures mais peu avaient conscience que cela provenait d'un changement climatique global : selon elles et eux, la cause quasi exclusive était la déforestation que leurs communautés avaient elles-mêmes provoquée.

Prise de recul sur la mal-adaptation

L'adaptation au climat est une compétence ancestrale de l'être humain. L'être humain peut ainsi vivre du Sahel au Groenland. Il est donc normal d'observer des

processus d'adaptation, dans un contexte ouest-africain où les températures ont déjà en moyenne augmenté d'au moins 1°C[2].

On peut classer les stratégies d'adaptation observées en 2 catégories :

- Les mesures d'adaptation qui visent à **continuer « comme avant »** tout en essayant de se protéger des impacts du climat. Par exemple : « *je continue la culture du piment mais j'applique un paillage pour limiter l'impact de la chaleur* » ou « *je continue l'irrigation de mon champ avec une motopompe* ».
- Les mesures d'adaptation qui visent à **transformer profondément les pratiques** et comportements pour tirer profit de l'évolution du climat. Par exemple : « *je teste la culture du karité, pratique endogène d'une autre région, ou de l'anacarde, pratique importée* ».

Dans les deux cas, il y a de bonnes pratiques (test du paillage, test du karité…) et de mauvaises pratiques (recours aux motopompes individuelles, déforestation pour approcher les périmètres maraîchers des cours d'eau, conversion vers l'anacarde…). En effet, certaines pratiques sont jugées mauvaises, car :

- **Peu équitables**, comme le recours à la motopompe individuelle qui accentue les inégalités sociales et économiques avec celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'y avoir recours et auront accès à encore moins d'eau ;
- **Impactantes pour l'environnement** et *in fine* sur la ressource en eau qui est pourtant recherchée, comme la pratique de la déforestation à proximité des cours d'eau ;
- **Elles-mêmes vulnérables à l'évolution du climat**, comme le recours à l'anacarde, qui ne constitue donc pas une valeur refuge durable.

Par ailleurs, la majeure partie des parties prenantes rencontrées, lors de visites de terrain (diagnostic co-construit en marchant sur une journée) et d'ateliers réunissant 40 personnes environ (représentant·e·s de filières, agriculteur·rice·s individuel·le·s ou en coopératives…) n'ont pas conscience du changement climatique global et pensent qu'un retour à un climat passé est possible si l'on reboise. Pourtant, même en reboisant, le changement climatique global va continuer à augmenter les températures, les incertitudes sur les saisons des pluies et les événements extrêmes (tempêtes, vents violents…). Il est donc nécessaire que les parties prenantes se

2 Les températures ont augmenté de 1 à 3°C en Afrique de l'Ouest depuis les années 1970, https://cdkn.org/sites/default/files/2022-04/IPCC%20Regional%20Factsheet%202_West%20Africa%E2%80%93FR_web.pdf

préparent également à ces évolutions sinon leurs efforts d'adaptation seront rendus caducs. La sensibilisation pour une bonne compréhension du problème est donc un prérequis indispensable.

Si l'être humain a une propension à pouvoir s'adapter, il faut cependant prendre garde à la mal-adaptation[3]. L'adaptation au changement climatique demande donc une réponse collective planifiée à l'échelle locale, qui prend en compte les répercussions sociales et environnementales ainsi qu'une réponse, en conscience, à l'évolution globale du climat et aux incertitudes associées. Aujourd'hui, si la planification de l'adaptation s'accélère aux échelles nationales, elle peine encore à être co-construite et opérationnelle à l'échelle locale. Elle nécessite aussi des arbitrages entre plusieurs options qui peuvent être radicalement différentes (d'une résilience de l'économie à une soutenabilité forte). L'adaptation ne peut pas se réduire à une solution technique : elle demande une réponse politique, sociétale, qui met en débat des avenirs possibles pour le territoire, la nature et la communauté.

À l'issue de ce diagnostic participatif, l'approche des 3 prochaines années a été définie et reposera sur 3 piliers :

- continuer la démarche de concertation dans le temps, pour initier une gestion intégrée de la ressource en eau, avec à terme, la création de comité locaux de l'eau, ce qui rentre dans les orientations nationales mais reste pionnier à l'échelle locale ;
- poursuivre la promotion de pratiques agroécologiques plus résilientes, dans la continuité des interventions historiques de la Fédération dans ce domaine ;
- et co-construire de petits aménagements pour faciliter l'absorption de l'eau par le sol, constituer de petits stocks, pilotés par les cadres de concertation mis en place.

3 On utilise le concept de mal-adaptation pour désigner un changement opéré dans les systèmes naturels ou humains qui font face au changement climatique et qui conduit (de manière non intentionnelle) à augmenter la vulnérabilité au lieu de la réduire. Une situation de mal-adaptation correspond à l'une des situations suivantes : i) utilisation inefficace de ressources comparée à d'autres options d'utilisation (par exemple, le recours massif à la climatisation au lieu de l'investissement dans l'isolation) ; ii) transfert incontrôlé de vulnérabilité : d'un système à un autre, mais également d'une période à une autre ; réduction de la marge d'adaptation future (mesures qui limitent la flexibilité éventuelle, par exemple, plantation d'essences d'arbres à rotation longue) ; iii) erreur de calibrage : sous-adaptation ou adaptation sous-optimale (par exemple, une digue de protection n'a pas été suffisamment rehaussée). ONERC, https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/sites/cracc/files/fichiers/2020/03/La%20mal-adaptation_0.pdf

LES FEMMES, PREMIÈRES TOUCHÉES PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au début de chaque atelier, nous demandions à un homme et une femme dans quelle mesure ils et elles étaient témoins du changement climatique. La première femme à parler est directement entrée dans le vif du sujet : « c'est nous, les femmes, les premières touchées par le changement climatique ». Nous avons ensuite creusé cette piste avec l'ensemble des participant·e·s à l'aide de la « journée type ». Les femmes, puis les hommes, ont listé les tâches qu'ils et elles devaient réaliser i) en saison des pluies puis ii) en saison sèche. Les résultats étaient similaires dans les 7 sous-bassins versants du diagnostic : il existe des inégalités dans la répartition des tâches entre les femmes et les hommes. Les femmes ayant l'ensemble des tâches ménagères et d'éducation en plus de travail dans les champs alors que les hommes se cantonnent aux activités agricoles. Or, dans toutes leurs attributions, les femmes ont en charge d'aller chercher de l'eau, dont le besoin va s'accroître à cause du changement climatique : les femmes témoignaient déjà de la nécessité de se lever plus tôt, de se coucher plus tard et d'aller chercher l'eau plus loin. Les inégalités femmes/hommes sont donc sensibles au changement climatique et vont donc s'accroître si une adaptation équitable n'est pas mise en place. Ce sera tout l'enjeu de la gouvernance locale de l'eau à construire.

Retour d'expérience Gret sur l'intégration des enjeux climatiques au sein des projets de solidarité internationale

Éviter la mal-adaptation est un enjeu pour le Gret car nous travaillons, comme d'autres ONG de solidarité internationale, sur différentes thématiques sensibles à l'évolution du climat : lutte contre les inondations, accès à l'eau, agriculture, hydroélectricité, foresterie… Si le Gret travaille depuis de longues années des démarches participatives afin d'apporter des réponses collectives, prenant en compte les enjeux sociaux et environnementaux, tous les projets n'intègrent pas encore des analyses de l'évolution du climat à venir.

INÉGALITÉS ET RESPONSABILITÉS CLIMATIQUES

Le Gret a défini en 2022 une stratégie[4] « transition écologique » qui possède deux leviers d'actions principaux dont un est dédié à l'intégration du climat dans les projets : « Le Gret s'engage à renforcer sa contribution à la lutte contre le changement climatique en développant une expertise spécifique sur la transition écologique et en systématisant la prise en compte des enjeux de transition écologique (climat et biodiversité) dans l'ensemble de ses projets. »

Une liste de questions a notamment été mise en place, qui interroge le risque de mal-adaptation des nouveaux projets du Gret. Des formations et des outils thématiques sont également mis en place, en fonction de la demande des différentes équipes thématiques du Gret. Cela constitue un premier pas vers la réduction du risque de mal-adaptation, à l'échelle des équipes du Gret. Il faut aussi cependant s'adapter aux réalités du terrain et notamment mettre en premier lieu l'accent sur la compréhension du phénomène de changement climatique par les communautés locales.

Cette approche s'inscrit dans une dynamique collective, notamment au niveau de la Commission Climat & Développement de Coordination Sud et Care France, où d'autres ONG s'engagent dans ce domaine comme le Geres (approche de climato-compatibilité), Initiative Développement (mise en place d'analyse de vulnérabilité en amont de projets), Care France (marqueur résilience, approche d'analyse communautaire de la vulnérabilité climatique…), etc. Des publications conjointes capitalisent ces apprentissages[5].

4 Stratégie transition écologique du Gret, https://gret.org/du-global-au-local-la-nouvelle-strategie-climat-du-gret/

5 Exemple de publication collective : https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Coordination-SUD-Etude-CCD-integrer-adaptation-resilience-2021.pdf

La responsabilité climatique et environnementale des organisations ou l'enjeu de repenser nos modes d'actions et de partenariats

Retours du terrain – un sentiment de malaise et de responsabilité

Lorsque nous avons dû évoquer avec les communautés du Fouta Djalon l'implication des gaz à effet de serre dans les changements ressentis et à venir, j'ai ressenti en mon for intérieur un malaise. **Oui, mon mode de vie européen, ma venue même en Guinée, contribuent directement aux problèmes que nous sommes venus tenter de surmonter.**

Pour rappel, les températures ont augmenté de 1 à 3°C en Afrique de l'Ouest depuis les années 1970. Si l'humanité réduit drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre, nous pouvons espérer retrouver un réchauffement global en 2100 en Afrique de l'Ouest de l'ordre de 1,4°C mais si nous ne réduisons pas suffisamment nos émissions, cela pourrait augmenter jusqu'à 4 voire 5°C. Il y a donc un levier en Guinée, pour s'adapter mais aussi un levier d'action au niveau des pays historiquement responsables de la situation, pour réduire leurs émissions. Leurs ou nos émissions ?

Comme le rappelle Valérie Masson Delmotte, co-présidente du groupe de travail n°1 du GIEC sur l'atténuation des émissions, « chaque tonne compte », donc celles de la coopération internationale aussi.

Dans le cadre de ce projet, nous avons essayé d'optimiser les déplacements en avion par rapport au scénario initial, en réalisant une mission initiale longue d'un mois, en binôme avec une personne de France et une personne du Sénégal. Pour la suite du projet, seul Hamet Diallo, du Sénégal, se rendra une fois par an en Guinée. Le binôme sera reconstitué une seule fois, à la fin du projet.

Prise de recul sur une dynamique collective

De plus en plus d'ONG de solidarité internationale s'engagent dans une démarche de réduction de leurs émissions. Les motivations sont multiples :

INÉGALITÉS ET RESPONSABILITÉS CLIMATIQUES

- Réponse nécessaire et adéquate face à l'urgence climatique ;
- Demandes croissantes des salarié·e·s ;
- Évolution des critères de financements des bailleurs (mise en place de classification de projets climat à l'Agence Française de Développement (AFD), mise en place de minima environnementaux par la Direction Générale « European Civil protection and Humanitarian aid Opérations » de l'Union Européenne) ;
- Émulation au sein de dynamiques collectives (Réseau Environnement Humanitaire (REH), Commission Climat et Développement de Coordination Sud, Groupe Initiatives…), etc.

D'une manière générale, le secteur humanitaire a un engagement plus ancien dans ce domaine que le secteur du développement. Le Réseau Environnement Humanitaire (REH) propose notamment une charte où les signataires s'engagent à réduire de 50 % leurs émissions d'ici à 2030, sur la base des recommandations du GIEC. Les démarches de réduction des émissions, au sein des ONG, questionnent la part du carbone « essentiel » : **quelle part des émissions des ONG est réellement « justifiable » au regard de la finalité des missions des ONG ?**

Les trajets en avion étant une source importante de gaz à effet de serre pour les ONG de solidarité internationale, ces démarches s'inscrivent en lien avec la question de la localisation de l'aide, la décentralisation des ONG françaises, les partenariats sur le terrain. Ces réflexions questionnent donc également fondamentalement les relations Nord-Sud / Sud-Sud au sein de la société civile. **Il s'agit autant ici de pouvoir d'agir pour l'écologie que de l'écologie pour remettre en question nos moyens d'agir.**

Les ONG adoptent différents types de stratégies :

- Certaines ne se donnent un objectif qu'au niveau des trajets en avion car c'est le poste principal d'émission et le poste le plus simple à suivre et évaluer (sur la base des facteurs de l'agence de voyage) ;
- Certaines estiment leurs émissions et définissent des actions dans plusieurs domaines (transport, énergie, achats…) sans se doter d'un objectif de réduction chiffré ;
- Certaines définissent en complément un objectif chiffré de réduction des émissions.

Plusieurs exercices de capitalisation de ces démarches de transition sont en cours, avec une thèse de Vincent Pradier au sein de Coordination Sud, une publication

prévue du Groupe Initiative ou une enquête annuelle qui vient d'être mise en place par la Commission climat et développement de Coordination Sud, en partenariat avec le Réseau Action Climat (RAC), le Réseau Environnement Humanitaire, le Groupe Initiative et le Groupe Pays en Développement de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN). Il existe toutefois encore peu de retours d'expérience consolidés sur la durée.

Retour d'expérience du Gret – de la conception à la validation d'une stratégie de transition écologique

Un des leviers d'action de la stratégie « transition écologique » du Gret repose sur la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

Nous sommes parti·e·s du constat que le Gret, avec un siège – fortement émetteur – et nos 15 représentations dans le monde – avec des contextes historiques, sécuritaires, etc. différents –, possédait des similitudes avec les pays membres des COP (Conférence des Parties, qui réunit chaque année les pays ayant décidé de travailler ensemble sur le changement climatique, soit 197 pays en 2023). Un des principes fondamentaux de ces négociations est le principe des « responsabilités communes mais différenciées » : chaque État émet dans des proportions différentes mais tous n'ont pas la même responsabilité historique ni la même capacité à changer leur trajectoire (en particulier les pays les moins avancés).

Lors de la COP21 en 2015, les États ont adopté l'Accord de Paris sur le climat qui propose une déclinaison particulière de ce principe. Les États, dans leur ensemble, se sont donnés un objectif commun : limiter le réchauffement climatique à 2°C voire 1,5°C et chacun, individuellement, définit souverainement sa contribution à cet objectif global. Aujourd'hui, la somme de toutes les contributions des États, si elles étaient respectées, induirait un réchauffement global d'environ 3°C. Tous les 5 ans, les États doivent revoir leurs ambitions à la hausse pour atteindre collectivement l'objectif fixé en 2015. Il n'y a pas de sanction prévue mais des facilitations techniques ou financières pour appuyer les pays en développement ayant des difficultés à atteindre leurs objectifs.

Le Gret s'est inspiré de cette articulation et s'est fixé un objectif global : « Le Gret s'engage, collectivement, à réduire en moyenne d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre, par Gretien·ne, de 50 % par rapport à 2019 » et a mis en place des contributions à l'échelle de chacun des sites : « Chaque site planifiera ses propres actions de réduction et définira son propre objectif de réduction, tout en respectant

le seuil minimal d'une réduction moyenne des émissions de gaz à effet de serre de 25 % par Gretien·ne d'ici à 2030. »

La stratégie « transition écologique » du Gret a été validée en 2022 dans le cadre d'une Assemblée Générale Extraordinaire, seul organe de décision en capacité d'adopter une telle stratégie. L'élaboration de cette stratégie a donc reposé sur une concertation qui alternait des temps de « défrichage » en groupe restreint et des temps de restitution-débats avec le collectif. Cette concertation s'est aussi appuyée sur une démarche de sensibilisation au long cours : 15 % à 20 % des Gretien·ne·s environ ont participé à une fresque du climat. Le parallèle avec l'Accord de Paris a également permis de faciliter l'appropriation de la démarche par les collègues de l'ensemble des pays d'intervention du Gret puisque tous les pays ont adopté leur propre contribution nationale.

Le 11 mai 2023, le Gret a organisé sa première « COP » afin de suivre les engagements de chaque équipe et de chaque site. Tous les sites ont adopté un premier plan d'actions élaboré sur le terrain et les premières actions concrètes voient le jour : maintien d'un refroidissement par ventilateurs et non climatiseurs (sobriété), baisse de la température de consigne en hiver (sobriété), achat de véhicules électriques (énergie renouvelable), mise en place de panneaux solaires (énergie renouvelable)…

La réduction des émissions liées aux billets d'avion fait l'objet d'un chantier de concertation en parallèle. Il repose sur des temps de concertation basés sur la méthode de l'affirmation-thèse, qui consiste à tester des idées « chocs » puis à amener les participant·e·s à co-construire un consensus, puis à mettre en place des temps de concertation en vue de définir une vision à long terme d'un Gret bas carbone et résilient.

ENRICHISSEMENT

Prendre ses responsabilités pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, par Georgine

Cet article est très riche de l'expérience du Gret avec les communautés, relevant les stratégies d'adaptation au changement climatique par les communautés visitées, puis leurs propositions mettant les communautés devant leur responsabilité de pouvoir agir collectivement pour éviter la mal-adaptation.

L'intégration du climat au sein des projets du Gret est d'autant plus louable que l'association a pris ses responsabilités climatiques et se positionne comme une des ONG qui contribue de façon visible à la lutte contre le changement climatique.

Dans sa « stratégie transition climatique de 2022 », la réduction de l'empreinte carbone est privilégiée, nous pouvons y ajouter la réduction de la consommation d'électricité, la réduction des déchets, la réduction de la pollution numérique et le fait de privilégier les transports moins polluants. Ces efforts sont louables.

Toutefois, si la communauté internationale ne respecte pas ses engagements pour contenir le phénomène d'augmentation moyenne des températures à la surface de la terre, les objectifs de Paris ne seront jamais atteints. Les grands pays pollueurs, et les grandes compagnies minières, doivent impérativement réduire les activités liées à l'extractivisme à grande échelle (la production des énergies fossiles, comme le pétrole et le charbon, étant des activités qui libèrent de grandes quantités de gaz à effet de serre), l'industrialisation et l'extraction effrénée des ressources minières polluant l'environnement, la déforestation et l'agriculture intensive. Les pays doivent avec beaucoup plus de sérieux soutenir les projets écologiques et la transition vers l'énergie propre.

« Nous sommes une rivière en rébellion et nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que la dernière goutte d'eau volée soit récupérée. »

MANUELA ROYO LETELIER[1]
MODATIMA
CHILI

1 Porte-parole national du Mouvement pour la défense de l'accès à l'eau, à la terre et à l'environnement (Modatima) 2022-2023

06

LUTTES POUR L'EAU

L'EXPÉRIENCE DU MOUVEMENT POUR L'ACCÈS À L'EAU, À LA TERRE ET À L'ENVIRONNEMENT (MODATIMA) AU CHILI

La vie dépend de l'eau. L'eau représente environ 80 % du corps de la plupart des organismes vivants, et la grande majorité des processus métaboliques dans et entre ces organismes dépendent d'elle. Chez les humain·es, l'eau est le principal composant du corps : elle représente plus de 60 % de la composition du corps, et 65 % de son poids. Chez les nourrissons, cela va jusqu'à 70 % à 80 %.

Les autres formes de vie qui existent sur Terre ont également besoin de l'eau pour survivre. Les premières formes de vie, d'ailleurs, sont apparues dans l'eau. Celle-ci couvre plus de 70 % de la surface de la planète, est présente dans les océans, les lacs, les rivières, mais aussi dans l'air et le sol. Elle est indispensable à la régulation du climat et de la biodiversité de la planète.

Élément essentiel à la vie, irremplaçable pour la survie et la reproduction de toutes les formes de vie, **elle constitue à ce titre un droit humain fondamental, un patrimoine commun à l'humanité et à la nature.**

Cependant, nous sommes aujourd'hui confronté·e·s à une grave crise due à la détérioration des sources d'eau douce et, dans certains cas, à une crise de l'eau irréversible, à la pénurie d'eau et au changement climatique. Cette situation ravive et place au centre de l'analyse internationale l'importance de l'eau pour la vie, qui, dans le cas du Chili, est aggravée par la privatisation et l'inégalité dans le manque d'accès à cet élément vital.

Les réformes néolibérales mises en œuvre au Chili au cours des années 1970 et 1980 ont signifié, en termes économiques et sociaux, la projection d'une nouvelle façon d'aborder le développement de la société, avec un virage complet vers le marché libre[2], la privatisation et la marchandisation des droits sociaux, et le pillage des biens communs naturels.

Le Chili compte 1 251 rivières, 15 000 lacs et lagunes et 24 114 glaciers, ce qui correspond à 80 % de la superficie des glaciers des Andes méridionales. Cependant, **l'abondance des sources d'eau n'est pas synonyme de disponibilité et de distribution équitable de ce bien**. Au contraire, la réalité du Chili en termes d'eau est vraiment alarmante, nous sommes le seul pays du monde dans lequel l'eau est privatisée au niveau constitutionnel, héritage de la dictature qui, jour après jour, se perpétue au sein du modèle extractiviste dans lequel nous vivons.

---

2 Garretón, M. (2012). Néolibéralisme corrigé et progressisme limité : les gouvernements de la Concertation au Chili, 1990-2010. Santiago : Editorial ARCIS

C'est dans ce contexte que l'objectif principal de la lutte de Modatima a été de dénoncer et de rendre visibles les conflits relatifs à l'accès des humains à l'eau et à sa protection en tant qu'élément vital.

Ce n'est pas la sécheresse, c'est le pillage

Le mouvement de défense de l'eau est né en 2010 dans la province de Petorca, un territoire où, en raison de la monopolisation de l'eau entre les mains de quelques-uns, **les collines fleuries d'avocats contrastent avec le manque d'accès à l'eau des familles et des communautés paysannes**. Ce territoire est tristement célèbre pour être une zone de sacrifice environnemental caractérisée par la consommation de milliers de litres d'eau dans des bassins pour irriguer de vastes zones de monoculture d'avocats, en contradiction avec le manque d'approvisionnement en eau potable et de subsistance pour les communautés et les rivières, qui ont fini par s'assécher[3].

Ce qui se passe à Petorca n'est pas un cas isolé : 70 % de l'eau au Chili est consommée par les agro-exportateurs et les sociétés minières, qui ne sont pas disposées à réglementer leur modèle économique pour en faire un modèle équitable pour les communautés voisines et l'environnement. Au cours de la saison 2019-2020, le Chili a produit 168 000 tonnes d'avocats, dont 28 % ont été consommés au Chili et 72 % ont été exportés principalement vers l'Europe, les États-Unis, la Chine et l'Argentine. **Sans aucun doute, ce que nous exportons, c'est de l'eau.**

Actuellement, une grande partie des bassins du pays sont surexploités, surtout dans le nord et le centre du pays. Les bassins de sept régions sont sur-attribués par la Direction générale de l'eau, ce qui signifie que davantage de droits d'eau ont été accordés qu'il n'y a d'eau réellement disponible dans les aquifères. Depuis plus de dix ans, et plus particulièrement au cours des cinq dernières années, la sécheresse a eu de graves conséquences dans de multiples secteurs, amplifiées par la thésaurisation et le vol sans scrupules de l'eau des bassins fluviaux.

Ces dernières années, 184 municipalités du pays ont été frappées par un décret de pénurie d'eau, 400 000 familles ont été approvisionnées en eau par des camions-citernes et, dans certains cas, les écoles ne fonctionnaient pas en raison de l'absence d'approvisionnement en eau potable. Actuellement, 84 % des droits de consommation de l'eau sont entre les mains d'entreprises minières et agro-exportatrices, ce qui

3 Panez, Alexander, Faundez, Rodrigo et Mansilla, Camilo (2017) Politicización de la crisis hídrica en Chile : Análisis del conflicto por el agua en la provincia de Petorca, in Agua y Territorio, N°. 10, p. 131-148, juillet-décembre 2017.

affecte de manière irréversible notre souveraineté nationale sur un bien considéré comme stratégique pour la sécurité nationale et qui est avant tout un droit humain fondamental.

Le modèle privé actuel de propriété de l'eau au Chili favorise la concentration dans les mains de quelques-uns et ne reconnaît pas la participation démocratique et inclusive des différents acteurs et actrices vivant dans le bassin. Il ne valorise pas non plus la gestion communautaire et publique comme celle pratiquée par les comités ruraux d'eau potable, les peuples indigènes et les municipalités qui gèrent depuis des décennies la mal nommée « urgence de l'eau » pour résoudre les problèmes d'accès à l'eau et d'assainissement de centaines de milliers de familles. La déclaration permanente de zones de pénurie d'eau a empêché la sauvegarde des flux écologiques et a favorisé le maintien d'utilisations de l'eau qui existaient à une époque de plus grande disponibilité, ce qui engendre des conditions structurelles de surutilisation et de dégradation des écosystèmes[4]. Par ailleurs, le modèle chilien de privatisation de l'eau n'accorde des possibilités de décision concernant les ouvrages hydrauliques et leur gestion qu'aux conseils des canaux et aux conseils de vigilance (des organismes composés de propriétaires de droits sur l'eau), au détriment d'une gestion durable et participative des bassins hydrographiques.

Actuellement, et malgré l'existence d'une réforme du Code de l'eau en 2021, le marché de l'eau continue d'être un mécanisme de réallocation privée de ce bien, perpétuant la concentration des droits d'eau pour certains secteurs productifs, la spéculation et l'exclusion des secteurs productifs moins compétitifs et à but non lucratif. **Il y a une absence totale de protection des flux écologiques avec des critères écosystémiques** garantissant la protection de la biodiversité et la soutenabilité des bassins. **Les droits ancestraux des communautés indigènes à l'égard des bassins qu'elles ont traditionnellement occupés et utilisés sont totalement ignorés.**

Dans ce contexte, le mouvement de l'eau continue de croître et relève aujourd'hui de nouveaux défis dans le feu de la lutte pour la défense de l'eau en tant que bien commun naturel et inappropriable pour soutenir la vie dans un contexte de crise profonde et d'inégalités.

---

4 Alvarez-Garreton, C., Boisier, J.P., Blanco, G., Billi, M., Nicolas-Artero, C., Maillet, A., Aldunce, P., Urrutia-Jalabert, R., Zambrano-Bigiarini, M., Guevara, G., Galleguillos, M., Muñoz, A., Christie, D., Marinao, R., & Garreaud, R. (2023). Sécurité de l'eau au Chili : caractérisation et perspectives d'avenir. Centre pour la science du climat et la résilience CR2 (ANID/FONDAP/1522A0001),

LUTTES POUR L'EAU

Mouvement pour la défense de l'eau : expériences et défis

Comprendre l'eau en dehors de la logique de la propriété implique de s'aventurer sur des chemins qui remettent en question les consensus élaborés au fil des siècles et de développer la capacité à construire une communauté, à penser les biens communs autour de l'eau comme un horizon de sens pour la vie, et à concevoir collectivement une issue à la crise climatique et une nécessaire déprivatisation de l'eau, ainsi que sa reconnaissance comme un bien essentiel pour les cycles de la nature et de la vie humaine[5].

Sur cette voie, le Mouvement pour la défense de l'accès à l'eau, à la terre et à l'environnement se développe et se constitue dans tout le pays, dans les différents territoires où la défense de l'eau et des territoires nécessite une articulation sociale et politique. Les stratégies sont multiples. Afin de dénoncer le pillage de l'eau, nous avons commencé à parcourir le pays pour expliquer le fonctionnement du modèle de marché de l'eau et ses conséquences, et nous avons entamé des débats avec des organisations sociales et environnementales, dans les territoires des différentes régions du Chili, **en rendant visible l'importance des luttes écologiques dans tout projet politique transformateur**.

Compte-tenu des caractéristiques de la période et du fait que le problème de l'eau et la crise socio-écologique sont structurelles et politiques, nous avons décidé collectivement en 2017 de former un mouvement national. Au cours des premières années, le défi a été de rendre le mouvement visible et de fournir des formations. Grâce à des mobilisations, des écoles de formation, une présence dans les espaces de plaidoyer et de multiples actions de résistance, le mouvement s'est développé. Pas à pas, nous avons réussi à intégrer des personnes de différents territoires dans le mouvement, et nous avons grandi jusqu'à obtenir une présence nationale, grâce à un travail volontaire et autogéré, qui contribue à la défense de l'eau et des territoires. **Nous menons aussi des actions et des mobilisations contre l'accaparement de l'eau et les projets d'investissement qui affectent le cycle de l'eau dans les différents stades des glaciers, des zones humides, des aquifères et des fleuves.**

5 Panez, Alexander (2022) El río recuperando su cauce : despojos y resistencias en los conflictos por agua tierra-territorio bajo el neoliberalismo en Chile, Campina Grande/PB : EDUEPB, 2022.

L'histoire récente du Chili nous a profondément marqué·e·s. Nous avons fait partie des mobilisations sociales de 2019, et nous avons réussi à faire partie du processus constitutionnel chilien de 2022, dans lequel nous avons pu présenter des propositions telles que la déprivatisation de l'eau dans le cadre de l'aménagement du territoire, la reconnaissance des droits de la nature parmi d'autres propositions qui ont configuré une nouvelle Constitution écologique pour le Chili.

Dans le même temps, le mouvement de l'eau a réussi à faire de notre ancien porte-parole national, Rodrigo Mundaca, le gouverneur de la deuxième plus grande région du pays. Le gouvernement régional de Valparaíso a érigé en politique régionale le soutien à la gestion territoriale et intégrée des bassins versants, dans le cadre d'une démocratie de l'eau en tant que projet régional, en réorientant les investissements publics vers l'amélioration des infrastructures et des équipements, en particulier vers les organisations communautaires d'eau potable en milieu rural, et en réorientant les ressources publiques pour garantir l'accès à l'eau en tant que droit humain dans la région.

En ce qui concerne la gestion communautaire, nous avons participé au soutien des coopératives d'eau potable en milieu rural. Les comités et coopératives d'eau potable rurale (APR) sont des systèmes nés au Chili dans les années 1960 en tant qu'initiatives communautaires visant à résoudre le problème de l'accès humain à l'eau dans les territoires ruraux. Ils subsistent encore aujourd'hui, répondant à la forte demande d'eau dans les territoires ruraux, dont beaucoup ne sont pas desservis par l'État, puisqu'il n'y a pas de système d'eau potable public[6].

Les femmes à la défense de l'eau

La prise de conscience de l'existence d'une relation intime entre la subordination des femmes et la destruction de la nature est le point commun des écoféminismes dont la validité s'incarne dans la praxis, une théorie et en même temps un mouvement politique et social qui critique les méthodes d'exploitation et la domination de l'environnement par un système capitaliste qui laisse de côté la vie humaine et les limites de la nature.

Le dépassement des limites écosystémiques a entraîné l'imposition d'un modèle de vie qui sape les bases matérielles de la vie, dans une dynamique de destruction

6 Movimiento Regional por la Tierra y el Territorio (2020) Case Study a Familia del Agua : La Unión de Agua Potable Rural en Petorca, p. 3, at: https://porlatierra.org/docs/1969ba4a49237aa8c55974bf9ccb52c4.pdf

et d'assujettissement qui touche principalement les femmes, comme le montrent clairement les effets du changement climatique sur la nature et sur la vie de celles et ceux qui l'habitent.

Dans ce parcours de lutte, les femmes ont joué un rôle fondamental, notamment dans la construction d'un discours collectif et d'une pratique qui ont permis de remettre en cause les logiques dominantes et de construire un programme qui permette de consacrer l'eau comme un bien commun et un droit humain. L'intégration du féminisme dans l'organisation environnementale nous a permis de reconnaître que l'oppression que nous subissons en tant que femmes affecte également les territoires. Eau libre, corps libres !

L'expérience des femmes Modatima de Petorca nous a permis de comprendre comment **la dénaturalisation progressive du cycle hydro-social génère des dommages, mais aussi de la résistance et de l'organisation**. L'espace des femmes, appelé « Mujeres Modatima », a rendu visible la situation des femmes défenseuses de l'environnement et la menace permanente qui pèse sur leur vie.

Lors des élections constitutives de 2022, 4 femmes de l'organisation ont été élues et, au cours de ce processus, des actions ont été menées pour rendre l'écoféminisme visible comme faisant partie de la ligne de front des luttes sociales contre l'extractivisme. Selon les mots de Carolina Vilches, porte-parole du mouvement : « Le corps, notre premier territoire, a été socialement négligé, objectivé et laissé sans protection de la part des politiques publiques dans notre pays et dans une grande partie du continent, dont nous voyons les manquements quotidiennement dans les zones rurales et chez les femmes les plus exclues. Du point de vue de l'écoféminisme, nous soutenons que les réalités des lieux que nous habitons reflètent que le patriarcat fait à nos corps ce que l'économie extractiviste fait à nos territoires. À Petorca, il n'y a plus d'eau depuis plus d'une décennie, la nourriture et l'eau sont des besoins fondamentaux et sans eau nous n'aurons pas de nourriture, c'est pourquoi nous résistons en communauté, démontrant que le coopérativisme est la façon de résoudre les problèmes collectifs, ainsi nous avons réussi à fournir des maisons aux femmes qui habitent encore la Petorca pillée parce que, « sans eau il n'y a pas de nourriture et sans nourriture il n'y a pas de féminisme »[7].

Ce processus de croissance et de politisation est lié à la reconnaissance d'autres points de vue sur la compréhension de l'eau, qui critiquent la rationalité instrumentale

7 Vilches, Carolina (2022) Bulletin Ecofeminist, 8 mars 2022. Traduction du F3E.

qui domine les formes actuelles d'appropriation de cet élément essentiel, dans le cadre des processus d'accumulation par dépossession qui sont expérimentés au Chili et dans le monde, et dans lesquels, en tant que femmes, nous sommes exposées mais aussi appelées à agir :

« Résister à l'avancée extractiviste n'est pas une option, c'est notre devoir. En tant que femmes organisées et responsables, nous partons du principe qu'il n'est pas possible de rester les bras croisés pendant que nous disparaissons. Changer de cap est notre devoir envers la terre, l'eau, notre propre existence, c'est un appel à nous aimer davantage car, sans eau, tout se dessèche, le jardin se dessèche, la gorge se dessèche, la peau se dessèche, la vie stagne… Sans eau, nous perdons la vie »[8].

Jusqu'à ce que l'eau soit récupérée pour les communautés et les territoires

Les chemins de la lutte pour la récupération de l'eau sont complexes et extrêmement difficiles. Mais tant que l'eau, droit humain et élément essentiel des cycles de la nature, sera privatisée, les multiples stratégies de récupération de l'eau continueront à faire partie de l'agenda du mouvement de l'eau et de celles et ceux qui embrassent les luttes pour la défense d'une vie digne, avec la conviction qu'à travers l'articulation de multiples stratégies de récupération de l'eau nous pouvons restaurer, réhabiliter, conserver et préserver les écosystèmes naturels et culturels.

En tant que mouvement, nous croyons à la récupération et au renforcement de la gestion communautaire de l'eau, à la défense de la nature et des biens communs naturels, au droit d'accès à la terre et à la protection de la nature. Nous croyons en la construction d'un tissu social militant, articulé sur différents territoires, qui nous permette de participer activement aux conflits socio-environnementaux et de mener des actions avec les communautés pour influencer les transformations institutionnelles afin de répondre à nos demandes collectives.

Les mouvements sociaux sont en contestation permanente et remettent en cause les failles créées par le capitalisme et les gouvernements qui se sont éloignés des populations. Mais nous proposons aussi des alternatives, des solutions et de nouveaux modèles d'organisation et de gestion communautaire de l'économie, de la politique et de leur relation avec l'environnement.

---

8 Royo, Manuela (2022) Bulletin Ecofeminist, 8 mars 2022. Traduction du F3E.

LUTTES POUR L'EAU

Nous savons que les discours fascistes peuvent avoir un succès relatif aujourd'hui, mais nous nous concentrons sur la victoire dans les discours stratégiques à long terme, afin de récupérer la capacité d'imposer un programme de mouvements sociaux et politiques alternatifs, et afin de ne pas cesser de remettre en cause l'institutionnalité quand elle a la charge de la représentation populaire. C'est la clé pour améliorer la qualité de nos démocraties et garantir nos droits, en construisant depuis les tranchées de la défense de l'eau, la défense d'une vie juste, digne et en équilibre avec la nature.

Le mouvement de l'eau continuera : parce que nous croyons en l'éthique universelle de l'eau en tant que nécessité écologique, en opposition à la culture d'entreprise de la privatisation, de la cupidité et de l'accaparement. L'eau appartient à tout le monde, c'est le minimum de dignité : parce que sans eau, nos yeux, nos gorges, notre terre s'assèchent, nos vies disparaissent. **Nous sommes une rivière en rébellion et nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que la dernière goutte d'eau volée soit récupérée.**

ENRICHISSEMENT

Le rôle determinant des femmes dans les mobilisations sociales, par SSP

Ce texte montre une riche expérience d'apprentissage sur les questions d'écologie, de gouvernance et d'accès à l'eau par les communautés au Chili. Il décrit la diversité écologique du pays, l'impact du changement climatique et la vie des communautés indigènes qui y vivent et se voient refuser l'accès à l'eau. Le texte explique également les défis de l'histoire politique et économique du pays et la manière dont le modèle de développement a affecté les communautés et la nature.

La vision de l'organisation Modatima concernant l'eau, la nature et la vie est magnifiquement articulée tout au long du texte. Les objectifs et la description des programmes semble inclure le *leadership* des femmes autochtones et l'impact du changement climatique sur l'eau, l'écologie et les populations. Cela donne envie d'en savoir davantage sur la nature de l'organisation et ses systèmes institutionnels car ce serait très instructif, d'autant plus que le Mouvement de l'eau semble désormais diriger le gouvernement d'une région. La manière dont ce processus s'est déroulé et la manière dont il est capable de prendre des décisions politiques qui reflètent sa vision d'autonomisation et de durabilité constitueraient un apprentissage important.

Dans cette vision et dans les programmes, la position sur le rôle des femmes, la manière dont elles sont responsabilisées et la manière dont l'intégration du féminisme se fait peut représenter une stratégie clé pour toute organisation – et cela constitue également un apprentissage important pour des initiatives similaires à travers le monde.

« Un nouveau regard sur les aliments, non plus seulement comme une marchandise, mais aussi comme un droit humain, une nécessité vitale »

SERGI ESCRIBANO
ESPAGNE

07

BIENS COMMUNS ALIMENTAIRES

CONTRÔLE SOCIAL, GOUVERNANCE LOCALE ET ÉCOFÉMINISME COMME LEVIERS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS

La vulnérabilité des systèmes alimentaires écologiques urbains face aux urgences climatiques et à la transition énergétique rend nécessaire de cultiver des approches créatives qui donnent lieu à de nouveaux récits dans le secteur alimentaire également. Dans ce contexte, **les biens communs prennent de l'importance en tant qu'alternative pour la gouvernance et le contrôle social des éléments structurels et stratégiques de l'alimentation**.

Systèmes alimentaires urbains dans la planification urbaine

La production alimentaire dans les zones urbaines présente des défis majeurs en termes d'accès aux ressources nécessaires à la production et à la reproduction des aliments : la fertilité des sols, la qualité de l'eau, la disponibilité des équipements pour la production et la transformation des aliments, l'accès aux marchés et le changement climatique sont actuellement des contraintes structurelles à prendre en compte.

Les villes, en tant que zones densément peuplées, sont depuis leur création des zones de consommation qui dépendent fortement des importations d'énergie, d'eau et de nourriture. Le développement d'infrastructures pour leur approvisionnement a historiquement fait l'objet de fortes tensions en raison du coût élevé et de l'impact environnemental de leur réalisation (lignes à haute tension, réservoirs, marchés), ainsi que des intérêts spéculatifs de certains groupes d'intérêt.

Dans ce contexte, les villes ont planifié leur développement urbain ou leurs infrastructures d'approvisionnement en énergie et en eau avec plus ou moins de succès. Par contre, **il existe seulement quelques dizaines d'expériences de milieux urbains dans le monde qui se sont attaqués à la planification de leur système alimentaire**. L'augmentation de la population urbaine, qui selon les prévisions de l'ONU atteindra 68 % de la population mondiale en 2050, soulève des interrogations sur l'avenir des villes et sur leurs limites matérielles de développement (territoriales, énergétiques ou alimentaires). D'une manière générale, les politiques alimentaires municipales sont sous-représentées tant en termes de nombre d'expériences que de poids économique dans les politiques publiques locales mises en œuvre. Cependant, on observe un changement de tendance dans la conception des politiques urbaines, ainsi qu'une prise en compte croissante de l'alimentation dans ces territoires. Au niveau international, cet effort s'est cristallisé en 2015 au sein du Pacte de Milan sur

BIENS COMMUNS ALIMENTAIRES

l'alimentation soutenable des villes, une déclaration non contraignante parrainée par la FAO et signée par plus de 200 villes dans le monde.

La souveraineté alimentaire dans les villes est donc une question de plus en plus d'actualité. La vulnérabilité des systèmes alimentaires urbains repose aujourd'hui sur deux défis majeurs.

D'une part, **la transition écologique des systèmes alimentaires**. L'agriculture industrielle, l'élevage et la pêche sont responsables de 23 % des émissions totales de gaz à effet de serre. Cet impact élevé montre la forte dépendance des systèmes alimentaires aux combustibles fossiles, tant pour la production que pour la transformation, la conservation et la distribution des aliments. L'absence de cadres réglementaires consensuels pour faciliter une transition énergétique juste au sein de tous les éléments du système afin de se conformer à l'Accord de Paris[1] accroît l'incertitude quant à la viabilité future d'un système alimentaire mondialisé et fortement industrialisé.

D'autre part, **l'accès universel à une alimentation de qualité n'est pas garanti aujourd'hui**, comme le démontrent les plus de 820 millions de personnes qui, selon la FAO, souffrent de la faim et de la malnutrition, dont 70 % sont des femmes et des filles. Cette réalité inégalitaire est aggravée par l'augmentation du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adultes en milieu urbain. Parmi les nombreux facteurs qui contribuent à cette dualité absurde, soulignons la volatilité des prix des denrées alimentaires, résultat des tensions commerciales entre les grandes puissances (Chine, Russie, Union Européenne, États-Unis), et les comportements financiers spéculatifs appliqués aux marchés internationaux des denrées alimentaires. Dans ce contexte, des conflits tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou celle de la bande de Gaza par Israël contribuent à créer les conditions d'une hausse des coûts de l'énergie ou d'une spéculation sur les denrées alimentaires de base, rendant l'accès à l'alimentation plus difficile pour les populations les plus vulnérables de la planète.

Ainsi, les systèmes alimentaires urbains, à différentes échelles et à différents niveaux, font face à ces défis avec une grande vulnérabilité, basée en particulier sur les externalités négatives liées au fait de concevoir la nourriture comme une simple marchandise. **Il est urgent de consolider et de construire un changement d'approche, un nouveau regard sur les aliments, non plus seulement comme une marchandise,**

1 Nations unies, Accord de Paris, 2015, le premier accord universel et juridiquement contraignant sur le changement climatique, adopté lors de la Conférence de Paris sur le climat (COP21) en décembre 2015.

mais aussi comme un droit humain, une nécessité vitale, un élément déterminant de la culture des peuples et une ressource renouvelable qui façonne nos paysages.

La transition des systèmes alimentaires urbains doit répondre aux défis environnementaux et de justice sociale, en échappant à la logique d'accumulation du pouvoir technologique et financier déjà entre les mains d'un nombre limité d'entreprises transnationales[2]. Dans ce sens, deux stratégies ont été identifiées pour accompagner la transition alimentaire vers un modèle plus résilient.

Premièrement, **développer la souveraineté alimentaire, en tant qu'un ensemble de propositions qui placent les droits humains et les droits de la nature au centre des systèmes alimentaires**. Il s'agit de s'orienter vers des modèles durables territorialisés qui réduisent l'empreinte carbone de la production, de la conservation et de la distribution des aliments en **rapprochant les espaces de production de ceux de la consommation**. À l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, Via Campesina a défini la souveraineté alimentaire comme « le droit des peuples à définir leurs propres politiques et stratégies soutenables de production, de distribution et de consommation alimentaires, garantissant le droit à l'alimentation pour l'ensemble de la population, sur la base de petites et moyennes productions, dans le respect de leurs propres cultures et de la diversité des modes paysans, pêcheurs et autochtones de production agricole, de commercialisation et de gestion des espaces ruraux, au sein desquels les femmes jouent un rôle fondamental ».

Deuxièmement, **comprendre le système alimentaire comme un bien commun**, une nouvelle approche qui intègre les dimensions tangibles et intangibles de l'alimentation. Concevoir l'alimentation comme un bien commun, c'est aller au-delà du concept traditionnel de marchandise pour **reconnaître non seulement l'importance productive mais aussi reproductive des systèmes alimentaires**. Le passage d'une approche productive à une approche reproductive signifie également reconnaître et projeter dans le futur les formes traditionnelles de gouvernance communautaire qui, depuis l'époque romaine, ont permis aux agent·e·s impliqué·e·s de contrôler les ressources nécessaires à la reproduction des systèmes alimentaires. Concevoir l'alimentation comme un bien commun nous permet de construire une alternative au dilemme du public-privé, afin de proposer la gestion commune des systèmes alimentaires.

---

2 Quatre grandes entreprises (Monsanto/Bayer, Dow/Dupont, Syngenta et Limagrain) représentent 66 % du marché mondial des semences en termes de poids économique. Cette concentration de pouvoir est aggravée par la fusion de ces entreprises avec des transnationales de la chimie, la concentration de la distribution alimentaire (Walmart, Sainsbury's, Carrefour, Mercadona) et l'entrée de grands acteurs non alimentaires (Facebook, Amazon) dans le secteur.

Territorialisation des systèmes alimentaires urbains

Au sein des territoires, la problématique de l'espace et des éléments biotiques et abiotiques[3] qui s'y trouvent doit être prise en compte, afin de reconnaître la dynamique des interactions socio-écologiques et leurs interdépendances, par exemple, la capacité des êtres humains à transformer et à contrôler l'environnement, dans lequel s'exercent le pouvoir sur l'entourage et l'assujettissement entre les humains. Il s'agit également de l'appropriation ou de la domination de certains espaces physiques, y compris les biens matériels et immatériels, la faune, la flore, les hydrocarbures, l'eau, l'oxygène et tout ce qui reconnaît que l'empreinte matérielle et carbone de ceux qui ont le plus compromet les opportunités de ceux qui ont le moins.

Il convient de noter qu'en ce sens, les mouvements qui proposent un certain type de construction politique, sociale, économique et/ou culturelle sur le territoire sur lequel ils interagissent, entrent nécessairement en conflit avec un « autre » qui conteste, façonne et contrôle également le territoire ; la « construction d'un type de territorialité signifie presque toujours la destruction d'un autre type de territorialité, de sorte que la plupart des mouvements socio-territoriaux sont formés à partir de processus de territorialisation et de déterritorialisation »[4].

Cette reterritorialisation de l'alimentation urbaine a trois composantes fondamentales de proximité qui ont été perdues aujourd'hui dans le système agro-industriel mondialisé :

- Première proximité : **l'agroécologie**, entendue comme une forme de production alimentaire qui intègre la production agricole, l'élevage et la sylviculture sur un même territoire. L'objectif est de générer un système circulaire renouvelable, dans lequel les intrants et les extrants énergétiques sont minimisés.
- Deuxième proximité : **les chaînes alimentaires courtes**, qui rapprochent les centres de production agricole et animale des centres de transformation alimentaire, réduisant ainsi l'empreinte carbone à ce stade de l'industrialisation agroalimentaire.

3 Nous considérons les facteurs abiotiques comme les éléments du territoire, physiques ou chimiques, qui le façonnent, tels que le climat, les sols, la pluie, etc.

4 Mançano Fernandes, Bernardo (2005), « Movimientos socio – territoriales y movimientos socio – espaciales » in Observatorio Social de América Latina, N°16, CLACSO, Buenos Aires. Page 279. Traduction du F3E.

- Troisième proximité : **les circuits courts de commercialisation**, qui réduisent la distance entre la production, la transformation et la consommation, afin que les consommateurs et consommatrices bénéficient de denrées alimentaires de bonne qualité nutritionnelle, organoleptique, environnementale, sociale et culturelle.

En Espagne, il existe un large éventail d'expériences alimentaires territorialisées dont le poids économique et social par rapport au système agroalimentaire national n'est malheureusement pas très significatif. La mise en œuvre de cette transition alimentaire nécessite des politiques municipales accompagnées d'actions aux niveaux régional, étatique et européen afin de pouvoir s'attaquer à la transformation des éléments structurels des systèmes alimentaires.

Les communs alimentaires : une réconciliation écologique entre la campagne et la ville

Bien qu'ils aient aujourd'hui retrouvé leur pertinence, les communs alimentaires sont présents dans nos territoires ruraux et urbains depuis l'Antiquité. C'est dans les zones rurales que survivent la gestion communautaire ancestrale des forêts, des pâturages ou des ressources halieutiques, ainsi que les tâches communautaires d'entretien des infrastructures agricoles telles que les canaux d'irrigation ou les routes. Ces pratiques restent coutumières dans de nombreux territoires et bénéficient parfois d'une protection forale[5] et de systèmes de gouvernance qui en garantissent le respect, comme c'est le cas dans les zones rurales de Navarre ou de Galice. Dans les environnements urbains également, les communs alimentaires survivent en tant que culture organisationnelle de certain·e·s acteurs et actrices publiques et privées de l'alimentation qui sont stratégiques pour les systèmes alimentaires de nos villes. Dans certains espaces de marchés alimentaires, comme la Tira de Contar[6] à Valence, les réseaux de marchés municipaux ou les marchés de vente directe, des formes de gouvernance communautaire coexistent avec des structures décisionnelles formelles.

5 Le régime foral (en espagnol : régimen foral) désigne en Espagne l'ensemble des institutions et ordres juridiques propres de l'ancien royaume de Navarre et des territoires historiques basques de l'Alava, de Biscaye et du Guipuscoa (source : Wikipédia).

6 Marché d'origine ancestrale des producteurs et productrices de la Vega de València pour la vente directe, en gros, de leurs produits alimentaires.

BIENS COMMUNS ALIMENTAIRES

La valorisation des communs alimentaires et leur intégration socio-écologique dans le cadre de la nouvelle génération de communs urbains sont les deux facteurs déterminants de la transition alimentaire. En croisant les systèmes alimentaires territorialisés avec l'approche des communs alimentaires, nous obtiendrons des systèmes basés sur les valeurs de durabilité, de démocratie, d'universalité et d'inaliénabilité. En reliant les expériences communautaires de distribution alimentaire dans les villes avec les espaces communautaires de production et de transformation à proximité, nous obtiendrons des systèmes alimentaires territorialisés. Il semble donc approprié **d'appeler au dialogue entre les mouvements pour les communs, essentiellement urbains, et les mouvements pour la souveraineté alimentaire, essentiellement ruraux**, afin de cultiver des propositions politiques qui renforcent la résilience de nos systèmes alimentaires, ainsi que des territoires et des personnes qui les soutiennent.

L'écoféminisme comme approche structurelle des communs alimentaires

La conception des politiques alimentaires urbaines pour la transition vers des systèmes soutenables doit intégrer l'approche écoféministe. La reconnaissance du rôle des femmes dans les systèmes alimentaires traditionnels et contemporains reste un impensé qui ne constitue pas seulement une dette symbolique, mais aussi la nécessité qui permet d'étendre l'approche écoféministe à tous les agent·e·s de la chaîne agroalimentaire. À souligner :

- **L'éco-dépendance des systèmes alimentaires**. L'approche reproductive est une approche intrinsèquement agroécologique, qui conçoit les systèmes alimentaires à partir de cadres qui prennent en compte les limites matérielles de la planète et proposent des conceptions circulaires qui intègrent les aliments dans les écosystèmes naturels. Une approche alternative à la logique extractiviste des systèmes agricoles grands consommateurs d'eau, de sol et d'énergie.
- **La socio-dépendance des systèmes alimentaires**. Une approche soutenable implique de concevoir les relations entre les acteurs et actrices de la chaîne alimentaire d'un point de vue collaboratif et non compétitif, en plaçant le soin des personnes au centre et pas seulement la maximisation du profit économique.
- **Une approche fondée sur les droits** pour tous les acteurs et toutes les actrices impliquées dans les systèmes alimentaires, avec une attention particulière pour les femmes. La reconnaissance formelle des droits des femmes dans les

systèmes alimentaires reste limitée, y compris en Europe, où les femmes ont assumé des rôles « invisibles » visant à créer les conditions de la production et de la reproduction alimentaires : gestion de l'entreprise agricole ou de pêche, conservation des aliments et cuisine, entre autres. La reconnaissance formelle de ces rôles implique une reconnaissance juridique.

Une étude de cas : Valence, vers une transition alimentaire écologique et durable[7]

L'écosystème agroalimentaire de Valence est constitué d'une série d'éléments matériels et immatériels, de propriété publique, privée et communautaire, qui interagissent les uns avec les autres pour former un système alimentaire dynamique et complexe, où les relations de pouvoir prévalent sur le bien commun de la société et du territoire dans lequel il est basé. En 2015, le conseil municipal de Valence a entamé un processus visant à consolider une politique alimentaire municipale, qui jetterait progressivement les bases de la transition vers un environnement agroalimentaire local plus équitable, plus durable et plus sain. En plus de ce travail local, la FAO a déclaré Valence capitale mondiale de l'alimentation durable en 2017 et a reconnu en 2019 les terres irriguées historiques de la Horta de Valencia comme système important du patrimoine agricole mondial (SIPAM). En somme, **une reconnaissance du travail ancestral d'hommes et de femmes qui, avec leurs pratiques, ont maintenu un territoire vivant jusqu'à aujourd'hui**, et de la lutte des mouvements sociaux pour la préservation de la Horta face aux politiques spéculatives qui ont guidé le développement urbain de la ville au cours des dernières décennies.

Dans ce cadre, la transition vers des modèles alimentaires plus équitables et écologiquement soutenables, ainsi que le renforcement de sa résilience dans un contexte de changement climatique et de désertification, passe par l'identification et la valorisation des communs alimentaires tangibles et intangibles, à caractère stratégique pour la ville. Parmi le patrimoine matériel stratégique, nous identifions les personnes (agriculteurs, agricultrices, pêcheurs, pêcheuses, consommateurs et consommatrices) de notre région métropolitaine, leurs territoires d'activité tels que la Horta de Valencia (production agricole), le lac de l'Albufera (pêche artisanale et production de riz), le port de pêche (artisanal et chalutier) et sa zone côtière

7 Département de l'Agriculture, de l'Alimentation durable et des Cultures maraîchères de la Mairie de Valence, « Estrategia agroalimentaria València 2025 », 2018. En espagnol.

(aquaculture traditionnelle), ainsi que le réseau de marchés municipaux et le centre logistique représenté par MercaValencia et sa « Tira de contar ». À ces éléments s'ajoute le réseau des petites et moyennes entreprises de transformation et de commercialisation de produits alimentaires (PME). Tous ces éléments constituent le système agroalimentaire de la région métropolitaine de Valence, sans lequel la ville ne pourrait pas s'alimenter de manière durable.

Dans tous ces éléments stratégiques, les communs alimentaires constituent une majorité invisible. Ressources naturelles, territoires, patrimoines, formes de gouvernance et de gestion se cristallisent dans un ensemble communautaire qui est rarement étudié et caractérisé comme un système. Dans le domaine du patrimoine agroalimentaire immatériel, nous considérons comme stratégiques les connaissances des pêcheurs et pêcheuses, des agriculteurs et agricultrices en matière de production alimentaire soutenable ainsi que leurs formes de gestion coutumières, telles que la Real Acequia de Moncada, le Tribunal de Las Aguas, la Comunitat de Pescadors de El Palmar ou la Marina Auxiliante del Cabanyal[8]. Il existe également de nouveaux cadres juridiques et des initiatives politiques qui tentent de renforcer le contrôle social du système alimentaire, comme la « Stratégie alimentaire de Valence », le « Conseil alimentaire de Valence », la « Loi de la Huerta » ou la déclaration du système d'irrigation de cette dernière en tant que SIPAM.

8 Exemples vivants de gestion communautaire dans la ville de Valence, tels que les communautés d'irrigation (Acequia de Moncada et Tribunal de las Aguas) ou les communautés de pêche (El Palmar ou Marina Auxiliante).

« Les femmes ont réussi à améliorer l'accès des ménages à la nourriture et à l'épargne. »

NASEEM SHAIKH ET JIJI SEBASTIAN

SWAYAM SHIKSHAN PRAYOG (SSP), MAHARASHTRA, INDE

RATNA MATHUR

PROFESSIONNELLE DU GENRE ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, NEW DELHI, INDE

08

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

LEÇONS TIRÉES DES DISTRICTS EXPOSÉS À LA SÉCHERESSE DANS LE MAHARASHTRA, INDE

Solutions locales, crise mondiale : les moyens de subsistance des femmes, l'agriculture et le changement climatique

Cet article décrit le cas de la région de Marathwada, dans l'État du Maharashtra, à l'ouest de l'Inde, où **une convergence d'initiatives prises par des agricultrices, une organisation de la société civile et des programmes gouvernementaux locaux ont relevé le défi de développer des modèles d'agriculture durables et des collectifs d'agricultrices socialement inclusifs**.

La géographie de l'Inde et son paysage socio-économique sont historiquement caractérisés par la diversité. Les régions climatiques de l'Inde varient de tropicales à subtropicales, arides, semi-arides, côtières et montagneuses. De nombreuses régions dépendent des pluies de mousson annuelles.

L'Inde est devenue la cinquième économie mondiale, tout en comptant le plus grand nombre de pauvres au monde. Le rapport sur les inégalités dans le monde 2022[1] classe l'Inde parmi les pays les plus inégalitaires au monde. Les communautés rurales, en particulier celles qui appartiennent à des groupes sociaux historiquement exclus et les sans-terre, sont parmi les plus pauvres.

L'agriculture indienne est composée à près de 78 % de petit·e·s exploitant·es agricoles et d'agriculteurs et agricultrices marginalisé·es. Ils et elles sont plus vulnérables aux chocs climatiques, aux faibles niveaux de revenus, aux migrations de détresse et, dans les cas extrêmes, au suicide. Parmi ces groupes marginalisés, les femmes travaillant dans l'agriculture ont un accès plus limité que les hommes à la sécurité alimentaire, aux soins de santé, à l'éducation, aux ressources naturelles et financières et à la technologie. Dans le pays, 73,2 % des travailleuses rurales sont engagées dans l'agriculture, mais les femmes ne possèdent que 12,8 % des terres[2]. Dans le Maharashtra, 88,46 % des femmes rurales sont employées dans l'agriculture, ce qui est le taux le plus élevé du pays. **Traditionnellement cantonnées dans des rôles subalternes, les femmes ont dû faire face à de graves désavantages pour assurer leur bien-être et leur sécurité.** Pour relever ces défis, le gouvernement indien a

1 Rapport sur les inégalités dans le monde 2022. Laboratoire des inégalités mondiales. PNUD. (pp 11-12, 197-198). Extrait de https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2023/03/D_FINAL_WIL_RIM_RAPPORT_2303.pdf

2 Dépenses de l'Inde, septembre 2019. Tiré de https://www.indiaspend.com/73-2-of-rural-women-workers-are-farmers-but-own-12-8-land-holdings/. En anglais.

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

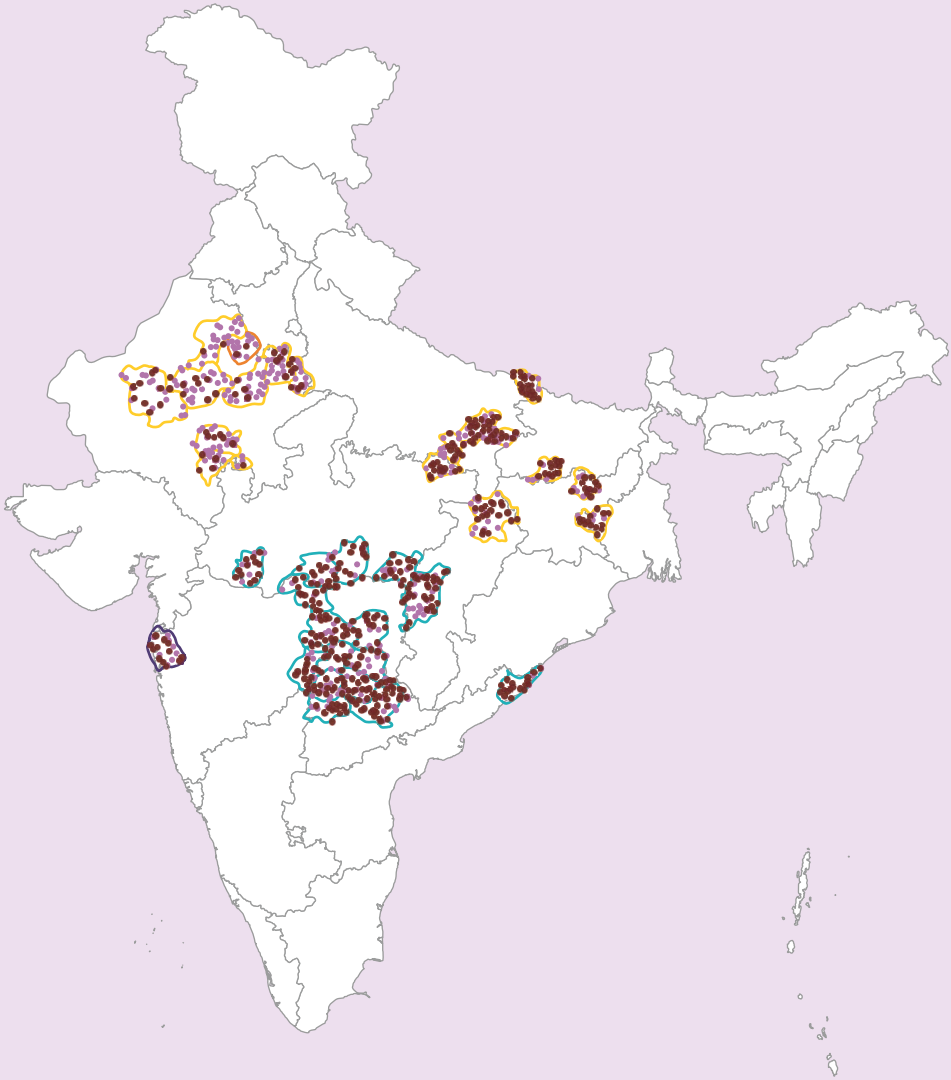
mis en place plusieurs politiques et approches visant à promouvoir la croissance économique, qui ont été couronnées de succès au cours des dernières décennies, après la fin de la domination coloniale. Les politiques visant à surmonter les barrières sociales et la discrimination économique à l'encontre des femmes ont été moins bien mises en œuvre.

L'État du Maharashtra, situé dans la partie occidentale de l'Inde[3], est considéré comme l'un des plus développés du pays sur le plan socio-économique. Cependant, la région de Marathwada est considérée comme l'une des régions les plus sèches du pays, avec trois zones agro-climatiques principales : précipitations faibles, modérées et assurées. La région reçoit 44 % de précipitations en moins que la moyenne nationale, et seulement 20 % de ses terres agricoles sont irriguées[4]. La région connaît des sécheresses récurrentes depuis plusieurs années en raison des faibles précipitations au moment de la plantation, ainsi que des inondations non saisonnières et sans précédent. La région possède une riche terre noire, dont les principales cultures commerciales sont le coton et le soja.

Le système agricole global du pays est dominé par des processus axés sur le marché, même si le gouvernement a mis en place plusieurs programmes visant à garantir le revenu des agriculteurs et des agricultrices. Si l'agriculture commerciale a permis d'accroître la productivité, **l'accent mis sur la monoculture de produits commerciaux avec des systèmes à forte intensité en eau dans une région sujette à la sécheresse comme le Marathwada a entraîné une extraction importante des eaux souterraines**, la contamination du sol et de l'eau par des produits phytosanitaires comme les engrais et les pesticides. Le coût élevé des intrants liés à ces pratiques agricoles dans la région a conduit les agriculteurs et agricultrices à contracter des emprunts à plusieurs reprises. Cependant, les incertitudes liées au changement climatique ont entraîné la perte des récoltes. Ce stress financier dû à la demande intensive de ressources naturelles a particulièrement affecté les petit·e·s exploitant·es agricoles et les agriculteurs et agricultrices marginalisé·es, qui n'ont pas la possibilité d'obtenir des prêts. Ils et elles, ne disposent pas d'un patrimoine foncier ou d'une épargne suffisante pour absorber les pertes. En outre, le coût élevé des intrants nécessaires à la production d'une seule culture de rapport

3 Les pieds sur terre. Récupéré de https://www.downtoearth.org.in/factsheet/here-is-a-panoramic-view-of-the-growing-threat-to-agriculture-in-india-61780

4 Étude économique du Maharashtra 2021-2022. Direction de l'économie et des statistiques, Département de la planification, Gouvernement du Maharashtra, Mumbai, Inde. Retrieved from http://mls.org.in/pdf2022/budget/ESM_2021_22/Economic%20Survey%20of%20%20Maharashtra%202021-22.pdf



Risques climatiques dans les hotspots

- Vague de chaleur (zone 1 - Est et Ouest)
- Probabilité de sécheresse (zone 3)
- Vague de chaleur et probabilité de sécheresse (zone 2)
- Excès de précipitations et probabilité de sécheresse (zone 4)

Participation des femmes à l'agriculture au niveau du district

- 15 000 femmes cultivatrices par point
- 15 000 femmes ouvrières par point

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

a réduit leur accès aux cultures vivrières, les obligeant à acheter de la nourriture sur les marchés, ce qui a réduit leur sécurité financière et alimentaire.

Les femmes des communautés agricoles du Marathwada, en particulier les petites exploitantes et les agricultrices marginalisées, ont dû développer une certaine résilience pour surmonter ces multiples adversités climatiques d'origine sociale, économique et humaine.

Les femmes dans la région menacée par le changement climatique sont déjà affectées par des cycles récurrents de sécheresse et d'inondations[5], ainsi que par des normes traditionnellement restrictives en matière de genre. Il est donc important d'examiner comment elles parviennent à assurer la survie et le bien-être de leur ménage et de leur environnement.

La carte[6] montre les zones à haut risque climatique de l'Inde avec des taux élevés de femmes travaillant dans l'agriculture.

Le leadership des femmes pour l'adaptation au changement climatique et l'inclusion sociale

Swayam Shikshan Prayog (SSP)[7] a été créée formellement en 1998, quatre ans après avoir établi un partenariat avec le gouvernement du Maharashtra à la suite du violent tremblement de terre de Latur. Elle a commencé ses activités par un projet de reconstruction dans 1 200 villages de la région de Marathwada. Au cours de ce projet de reconstruction, SSP a transformé un programme bénéficiaire en un effort réussi mené par des femmes de la communauté sous la direction de sa fondatrice, feue Mme Prema Gopalan. Grâce au processus d'engagement avec les communautés locales, en particulier avec les femmes, elle a commencé à **répondre aux besoins**

5 Iyer, K. (2021) Landscapes of Loss: The story of an Indian drought (Paysages de perte : l'histoire d'une sécheresse indienne). (pp. 12-19, 162-168). NOIDA, Uttar Pradesh, Inde : Harper Collins Publishers. En anglais.

6 Les femmes dans l'agriculture et les risques climatiques : points chauds pour le développement, https://link.springer.com/article/10.1007/s10584-018-2233-z/figures/3

7 Site de Swayam Shikshan Prayog, https://swayamshikshanprayog.org/whoweare. Le SSP a notamment reçu les prix suivants : Global Climate Adaptation (GCA)'s Local Adaptation Award for Capacity and Knowledge (Women Led Climate Resilient Farming Model) lors de la COP27 en 2022 ; NITI Aayog Women Transforming India Award décerné par le gouvernement indien en 2021 ; Schwab Foundation's Outstanding Social Entrepreneur of the Year Award (World Economic Forum) 2019 ; Schwab Foundation's Social Entrepreneur of the Year India 2018 ; UNDP Equator Award 2017 ; et UNFCCC Momentum Award 2016.

des agricultrices et des travailleuses d'être reconnues comme des décideuses au sein de leurs propres communautés et dans leurs relations avec le gouvernement et les systèmes de marché. Au fil des ans, face à la récurrence des sécheresses et à la détresse financière, elle a lancé une initiative participative d'adaptation au climat avec des solutions locales durables et des pratiques écologiques collectives centrées sur la communauté. Ces initiatives se sont concentrées sur les districts de Latur, Osmanabad, Solapur et Nanded, et des projets d'extension ont été mis en place dans d'autres districts et régions du pays.

Les expériences acquises à ce jour ont été synthétisées et regroupées en quatre grands domaines stratégiques :

- **l'agriculture résiliente au climat menée par les femmes ;**
- **l'entrepreneuriat féminin ;**
- **la protection sociale et les services ;**
- **l'énergie propre et l'environnement.**

SSP met en œuvre des projets soutenus par plusieurs bailleurs sur chacune de ces priorités stratégiques. Dans chacun de ces projets, le développement communautaire mené par les femmes est l'approche fondamentale. Dans le contexte plus large des organisations de la société civile travaillant en Inde, SSP s'est concentrée sur le repositionnement du *leadership* des femmes en tant que processus central du développement communautaire. Au fil des ans, SSP a formalisé son cadre « **Women's Initiative to Learn and Lead » (WILL)**. Ce cadre vise à faciliter le mentorat et à soutenir les agricultrices pour qu'elles deviennent des *leaders* au sein de la communauté. Le processus investit dans le développement d'approches inclusives pour accroître la participation des groupes socialement marginalisés et sans terre. Dans le cadre opérationnel actuel, ce processus stratégique a permis aux femmes *leaders* de fixer leurs propres priorités locales et de faire évoluer les récits sur les rôles traditionnels des femmes au niveau du ménage vers des rôles plus publics dans l'agriculture, les marchés et la gouvernance.

Le cadre WILL a permis à SSP de travailler avec une nouvelle génération de femmes *leaders* issues de castes et de communautés diverses – certaines petites agricultrices marginales, d'autres issues de ménages sans terre, et de nombreux membres des groupes les plus vulnérables de travailleuses journalières migrantes – qui sont sorties de leur foyer, inspirées par les Sakhis (femmes *leaders* locales) de SSP et par la présence d'un environnement favorable. SSP a entamé un processus d'auto-évaluation après que son analyse interne a révélé que ses programmes

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

comptaient davantage de participantes issues des castes supérieures privilégiées, ces groupes sociaux contrôlant traditionnellement les actifs productifs. Ce processus d'analyse interne encourage l'intégration de l'approche dans tous les projets mis en œuvre par l'organisation. L'organisation a lancé un **processus intensif pour impliquer et encadrer un grand nombre de femmes issues de communautés socialement marginalisées**, désormais officiellement connues sous le nom de Groupes d'action villageois.

Des groupes d'action villageois (village action groupes – VAG) ont été constitués dans 503 villages de quatre districts du Marathwada. Les nouvelles cohortes de femmes issues de groupes sociaux marginalisés souhaitaient acquérir de l'assurance et des compétences en matière de gestion, ainsi qu'une meilleure compréhension de l'ampleur des défis climatiques et politiques ayant une incidence sur la survie et la sécurité des femmes rurales vulnérables, ainsi que sur leur accès à la justice et au financement. Grâce à l'apport de connaissances essentielles et à l'accès aux marchés liés aux stratégies d'adaptation au climat pour l'agriculture biologique, la transition vers les énergies propres et les moyens de subsistance durables, l'approche clé de l'autonomisation des femmes et de leurs collectifs inclusifs est intégrée dans les systèmes organisationnels. L'ensemble du processus de formation des nouvelles dirigeantes et entrepreneuses est mené par les femmes elles-mêmes, avec le soutien des membres de l'équipe de SSP. De nombreuses équipes projet sont dirigées par des femmes locales, qui sont également représentées au sein de la direction de SSP.

L'influence des femmes sur la prise de décision se fait par l'intermédiaire des membres du VAG, qui sont maintenant formées pour travailler avec les gouvernements locaux, appelés Gram Panchayats, en définissant leurs priorités de manière à ce qu'elles soient davantage centrées sur les femmes et les enfants vulnérables des communautés marginalisées, en particulier en ce qui concerne la sécurité sociale, la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et les moyens de subsistance. Elles élaborent collectivement des micro-plans qu'elles partagent avec les autorités villageoises locales, afin de les encourager à inclure les priorités des femmes dans le plan de développement officiel et les budgets. Une plateforme locale appelée Sahyogmala (chaîne de coopération interconnectée) est en train d'être mise en place pour tirer parti des programmes gouvernementaux visant à impliquer les femmes dans les organes décisionnels agricoles au niveau du district.

Suite aux sécheresses récurrentes dans la région de Marathwada à partir de 2014, les femmes avec lesquelles SSP a travaillé ont été en mesure de combiner leurs

connaissances traditionnelles avec certaines pratiques agricoles biologiques modernes et des liens avec les marchés locaux et les programmes gouvernementaux. C'est ce que l'on appelle le modèle d'**agriculture résiliente au changement climatique dirigé par les femmes (Women-led Climate Resilient Farming – WCRF)**, plus connu sous le nom de « modèle agricole d'un acre »[8]. Ce modèle permet aux femmes de jouer un rôle actif dans l'agriculture, car il ne nécessite pas d'investissement dans l'achat d'engrais de synthèse et de pesticides, ni d'électricité pour faire fonctionner des pompes afin de cultiver des semences commerciales à l'aide de méthodes gourmandes en eau. Le processus commence modestement : **un acre d'une ferme familiale est converti à l'agriculture biologique, en mettant l'accent sur la culture de produits alimentaires à haute valeur nutritive, et l'ensemble du processus est dirigé par des femmes de la communauté** qui ont été formées à cet effet.

Les communautés agricoles sont confrontées à plusieurs défis lorsqu'elles adoptent des pratiques collectives biologiques dirigées par des femmes et basées sur l'agroécologie[9]. Les préjugés sexistes traditionnels sur les capacités et le *leadership* des femmes sont encore largement répandus. Les femmes elles-mêmes n'étaient pas habituées à analyser leurs divers contextes et n'avaient pas confiance en leurs propres connaissances et capacités. Elles n'avaient pas non plus l'habitude d'être en public, ni de travailler dans des collectifs socialement diversifiés, et ne se reconnaissaient pas en tant que *leaders* communautaires. SSP a constaté que même les femmes instruites des ménages agricoles du Marathwada n'étaient pas reconnues comme des agricultrices ou des décideuses dans leurs propres ménages et communautés, bien que les femmes effectuent une grande partie du travail agricole. L'organisation a donc lancé un programme de *leadership* féminin et a commencé à tester des stratégies d'adaptation au changement climatique menées par des femmes. Cela a nécessité la mise en place d'un environnement propice à l'émergence d'un *leadership* féminin local.

8 Soit 4 047 m².

9 Misereor. (2017). L'agroécologie comme voie vers des systèmes alimentaires durables, un rapport. Extrait de https://www.misereor.org/fileadmin/user_upload_misereororg/publication/en/foodsecurity/synthesis-report-agroecology.pdf

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

Premiers résultats et nouveaux défis pour faire progresser le *leadership* des femmes

Les actions entreprises par les femmes représentant divers groupes socialement marginalisés au sein de SSP ont entraîné une réévaluation de l'environnement dans lequel les femmes opèrent et s'épanouissent. Cela a entraîné des changements au niveau des ménages et des organisations, ce qui a eu un impact sur la manière dont elles peuvent assurer leur propre éducation et leur propre bien-être. **Il est devenu impératif de développer des stratégies pour protéger les femmes en quête de changement des réactions négatives et de créer des espaces sûrs pour leur permettre de naviguer dans les espaces publics et les systèmes patriarcaux.** Cela a marqué un processus d'apprentissage intense axé sur l'équité entre les sexes à tous les niveaux. Dans le cadre de ce processus, les initiatives de sécurité économique menées par les agricultrices et les travailleuses, impliquant une transition vers l'agriculture biologique, l'adoption d'une énergie propre et la réduction des émissions de CO_2, sont soigneusement harmonisées avec une conscience aiguë de la nécessité de favoriser des communautés socialement inclusives, justes, durables et résilientes.

L'ampleur des défis auxquels sont confrontées les femmes dans les zones à risque climatique peut être comprise à partir d'une étude menée par SSP dans le Maharashtra en mars 2023[10] avec des femmes issues de petits ménages agricoles marginaux (avec des propriétés foncières de moins de 5 acres) qui ont été formées pour créer des micro-entreprises non agricoles afin de compléter leur faible revenu provenant de l'agriculture. Si les revenus tirés de la vente de lait et de légumes ont augmenté, la plupart de ces entreprises ne sont pas enregistrées et appartiennent à des particulières, qui les gèrent en utilisant leur propre main-d'œuvre ou celle de leur famille. Environ 96,6 % des produits ont été vendus sur les marchés locaux, avec un revenu mensuel moyen équivalent à 130 euros.

En moyenne, environ 6 000 agriculteurs et agricultrices sont formées et 20 000 autres apprennent les processus d'agriculture biologique du modèle WCRF chaque année. Ces agriculteurs et agricultrices deviennent des modèles d'adaptation

10 Évaluation de l'impact : Promoting women's empowerment at grassroots level through entrepreneurship, mars 2023, Swayam Shikshan Prayog for Shapoorji Pallonji Finance Company Limited ; avec 266 femmes dans les districts de Latur et Osmanabad, Maharashtra, Inde. Extrait de https://www.shapoorjipallonjifinance.com/wp-content/uploads/2021/07/SPFPL_CSR_Swayam-Shikshan-Prayog_Annual-Report_2020-21.pdf

précoce pour les autres habitant·e·s de leur village. Le processus est dirigé par un groupe de femmes issues des mêmes communautés que celles formées par SSP. Avec un succès modeste et pratiquement aucun investissement financier, **les femmes ont réussi à améliorer l'accès des ménages à la nourriture et à l'épargne**. Le modèle a ensuite été systématiquement étendu à d'autres localités, où ces femmes deviennent des mentors et des formatrices pour les femmes locales, élargissant ainsi leur réseau de soutien. Le processus a été fortement stimulé par l'investissement du gouvernement indien dans l'agriculture biologique[11], dans le cadre de son engagement à préserver les ressources naturelles et à réduire le fardeau de la dette pour les agriculteurs et agricultrices. Bien que cette initiative ne fasse pas progresser de manière significative la justice climatique, la Mission nationale pour l'agriculture naturelle a augmenté la disponibilité de l'assistance technique pour les agriculteurs et agricultrices qui passent à l'agriculture naturelle, avec une priorité pour les agricultrices.

Les premières expériences de SSP en matière de formation des agriculteurs et agricultrices ont permis d'augmenter leurs revenus et ont permis aux femmes de surmonter les limitations individuelles dans les foyers patriarcaux traditionnels, telles que le manque de confiance en soi, les restrictions de mouvement, le manque de compétences et un manque général de reconnaissance de leur identité et de leurs aspirations. Il a été constaté que, **bien que la majorité des femmes travaillent dans des exploitations familiales, seules 14,2 % d'entre elles s'identifient comme agricultrices**, tandis que 63,9 % s'identifient comme femmes au foyer ne gagnant rien et 15,04 % comme ouvrières agricoles. Après avoir suivi une formation et géré leur propre micro-entreprise, 97,7 % des femmes ont déclaré avoir gagné en confiance, mais seulement 6,02 % d'entre elles ont eu l'impression d'être consultées pour les décisions familiales importantes. Il est donc devenu important de mettre en place des stratégies plus intensives pour développer la confiance des femmes et leur permettre d'exercer un *leadership* efficace.

11 Gouvernement de l'Inde, ministère de l'agriculture et du bien-être des agriculteurs, Promotion of Organic Farming, Press Information Bureau release, 08 February 2022 Consulté sur https://pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=1796561#:~:text=Under%20PKVY%20%26%20MOVCDNER%20schemes%20farmers,%2Dcompost%2C%20botanical%20extracts%20etc.

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

Intensifier les changements de pouvoir pour les agricultrices *leaders* dans les zones à risque climatique

La reconnaissance des femmes en tant que décideuses et détentrices du pouvoir au sein de leur foyer et de leur communauté n'intervient parfois qu'après leur acceptation en tant que *leaders* au sein du système de gouvernance. L'Inde dispose d'un système institutionnel structuré pour l'égalité des sexes dans son gouvernement local – la réservation de sièges pour les femmes dans les gouvernements locaux élus varie de 30 à 50 % dans les différents États. Les programmes phares de protection sociale et de filet de sécurité de l'Inde sont spécifiquement axés sur les femmes et les enfants. Chacun d'entre eux comporte des dispositions relatives à la participation des femmes. SSP a commencé à utiliser efficacement ces dispositifs comme leviers pour institutionnaliser et reconnaître le *leadership* des femmes et leur capacité à trouver des solutions locales efficaces.

Les connaissances traditionnelles des femmes en matière d'écologie et d'agriculture n'ont pas été pleinement reconnues, même par les femmes elles-mêmes, et une grande partie de ces connaissances a été perdue au fil des décennies d'agriculture commerciale. Lorsque le modèle du WCRF a permis aux femmes de prendre des décisions au sein des ménages, les communautés agricoles ont commencé à apporter de nombreux changements aux pratiques agricoles et domestiques. Ces pratiques vont **de l'abandon de l'agriculture conventionnelle et à forte consommation d'eau à l'agriculture biologique, en passant par la conservation des ressources naturelles et l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux services de santé pour les femmes et les jeunes filles**.

SSP a largement formé les agricultrices aux pratiques de l'agriculture biologique pour une large gamme de cultures vivrières indigènes. Elle a également facilité la formation des femmes à des moyens de subsistance diversifiés et à la création de petites entreprises pour la commercialisation des produits agricoles. Des groupes d'agricultrices ont été constitués et nombre d'entre eux sont devenus des organisations de productrices agricoles (OPA). L'expérience acquise à ce jour avec les OPA montre qu'un nombre limité de produits agricoles de base est suffisant pour établir des chaînes de valeur biologiques. Cependant, les femmes ont besoin d'une formation beaucoup plus poussée en matière de gestion financière et de négociation avec les acteurs et actrices du marché agricole pour pouvoir prendre des décisions

autonomes et ne pas dépendre du personnel du projet. En effet, les processus liés aux marchés et aux banques requièrent leur présence dans les villes voisines et sur les marchés agricoles, ce qui reste un facteur limitant pour un certain nombre de femmes. De même, alors que les femmes *leaders* sont devenues expertes dans l'utilisation des plateformes de médias sociaux pour la communication et l'éducation, les plateformes numériques largement utilisées dans l'agriculture pour les transactions en ligne sécurisées nécessitent davantage de formation et de confiance.

Le faible niveau de propriété foncière des femmes reste un problème profondément enraciné qui les empêche de jouer un rôle dans la prise de décision. Les pratiques sociales traditionnelles, déjà inégales, s'aggravent en raison des pressions économiques accrues, qui augmentent la valeur de la terre en tant qu'actif et ressource productive à contrôler par les hommes puissants dans les ménages et les communautés. En termes opérationnels, SSP a relevé le défi de manière tactique avec le One Acre Model ou modèle agricole d'un acre, dans le cadre duquel le contrôle d'une portion d'un acre de la terre familiale a été transféré aux femmes uniquement pour l'agriculture biologique de cultures vivrières destinées au ménage et aux marchés locaux. Il existe une crainte de conflits potentiels entre les femmes elles-mêmes sur la faisabilité de la gestion financière. Compte tenu de ces limites et en s'appuyant sur les politiques gouvernementales favorisant la propriété foncière des femmes, le processus de motivation des familles et les systèmes d'enregistrement des terres du gouvernement ont été lancés. En moyenne, SSP suit actuellement le processus de transfert ou de copropriété des terres pour environ 3 000 femmes par an.

Le partenariat entre les groupes communautaires dirigés par des femmes et les systèmes de gouvernance[12] a nécessité des innovations dans la fourniture de services de protection sociale et dans les moyens de communication. Les femmes rurales, engagées pour la première fois en grand nombre dans le système gouvernemental, sont devenues plus conscientes d'elles-mêmes et plus autonomes. **Elles ont utilisé la technologie et les médias sociaux pour la communication locale et ont consolidé leurs pratiques agricoles pour se concentrer sur la santé et la sécurité alimentaire et nutritionnelle[13] de leurs ménages et de leurs communautés.**

---

12 UNICEF. (2020). W-SHARP : Relier le programme WASH résilient au climat, la protection sociale et la sécurité alimentaire pour autonomiser les femmes dans le Maharashtra, en Inde. Extrait de https://bit.ly/3Aiqbr2

13 Fondation KamalUdwadia. (2022). Réduire la mortalité en s'attaquant à l'anémie et à la malnutrition – Rapport d'enquête de fin d'année. Extrait de https://drive.google.com/drive/folders/1Ce66unxAQHh3R9yVdoXPa66CEQOsVtQi

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

L'impact des voix et des décisions des femmes sur les ménages et les communautés a été observé lors de la crise du Covid[14], lorsque les femmes *leaders* ont démontré leur efficacité à traiter les problèmes les plus urgents avec une énergie collective et un esprit d'inclusion dans les communautés rurales. Toutefois, bon nombre des changements déclenchés par cette crise n'ont pas encore été pleinement documentés ni leur impact étudié. **Mesurer les changements dans les actions, la voix et le pouvoir des femmes issues de groupes sociaux marginalisés exige un changement fondamental pour les planificateurs·trices du développement et les gouvernements.** Si la participation des femmes à la vie publique n'est pas un tabou dans le pays, les attitudes dominantes et les outils permettant de suivre les changements transformateurs en matière de genre évoluent encore.

Les femmes *leaders* de SSP sont également activement impliquées dans le Réseau d'action climatique d'Asie du Sud (CANSA)[15] et partagent leurs connaissances avec le réseau et sur les médias numériques. CANSA est une coalition d'environ 250 organisations de la société civile travaillant dans huit pays d'Asie du Sud pour promouvoir l'action gouvernementale et individuelle afin de limiter le changement climatique induit par l'humanité, et pour promouvoir l'équité et la justice sociale entre les peuples, le développement durable de toutes les communautés et la protection de l'environnement mondial. Cet engagement a renforcé l'apprentissage des femmes au sein du réseau SSP et a également donné une impulsion pour relier les politiques, la recherche et le travail basé sur l'action sur l'impact négatif du changement climatique affectant la région.

SSP a étendu la solidarité locale à la solidarité mondiale avec les femmes des communautés marginalisées en tant que décideuses, en participant à la Commission Huairou[16]. La Commission Huairou est une coalition de groupes de femmes de base et de défenseuses des droits des femmes, d'universitaires et de professionnelles qui se sont engagées à reconnaître publiquement le *leadership* des groupes de femmes de la base en matière d'éradication de la pauvreté et de développement durable, et à positionner les organisations locales dirigées par des femmes comme des forces motrices dans la définition de l'ordre du jour public et la responsabilité politique.

---

14 UNICEF. (2021). Building COVID-19 Recovery With GO-NGO Collaboration Process Document on Water Sanitation and Hygiene (WASH) and building COVID preparedness across 2,700 communities in three districts of Maharashtra. Extrait de https://swayamshikshanprayog.org/wp-content/uploads/2021/12/Process_Doc_Covid_resilient_WASH_sensitive_panchayats_and_communities_March_2021.pdf

15 Réseau d'action pour le climat en Asie du Sud, CANSA, https://cansouthasia.net

16 Membres du conseil d'administration de la Commission Huairou ; Extrait de https://huairou.org/governing-council/

La participation à ce processus a permis à SSP de donner à un plus grand nombre de ses dirigeantes les moyens de faire progresser une approche de construction de mouvements sociaux en établissant des structures et des processus dans la gouvernance globale de l'organisation.

Ces processus de partenariat élargis prolongent le concept WILL de SSP, selon lequel les femmes gèrent leurs propres organisations à tous les niveaux. Une femme cadre de SSP, Godavari Dange, directrice de la Vijaya Sakhi Women-led Farmer Producer Organization, est désormais membre du conseil d'administration représentant l'Asie à la Commission Huairou, dans le cadre du transfert du pouvoir de décision des allié·e·s et du personnel professionnel aux dirigeantes représentant les organisations de femmes de la base. Ce *leadership* mondial a été une motivation majeure[17] pour les femmes des sites de SSP et a transformé les aspirations des jeunes femmes de la région. Une autre responsable de SSP, Devkanya Jagdale, gère plusieurs projets de formation de femmes dirigeantes dans le cadre des projets dans les districts de Marathwada.

L'analyse des expériences locales et mondiales montre que les processus complexes des systèmes sociaux et économiques sensibles au climat peuvent être dirigés efficacement par des femmes *leaders* dans des zones et des pays écologiquement diversifiés. Bien qu'il n'y ait pas de solutions simples, **la manière dont les agricultrices *leaders* relèvent leurs défis locaux est une démonstration d'un changement plus large**. Les systèmes du secteur du développement peuvent être adaptés pour créer un environnement propice au *leadership* des femmes en matière de changement climatique. Le dialogue lui-même renforce le *leadership* des femmes dans les cadres du développement communautaire et de la justice sociale.

17 Une goutte de pluie dans la sécheresse : Godavari Dange ; Extrait de https://scroll.in/article/1012729/this-comic-book-shows-how-godavari-dange-worked-with-women-farmers-to-beat-the-marathwada-drought

LEADERSHIP INCLUSIF DES AGRICULTRICES

ENRICHISSEMENT

Agroécologie et adaption, quels choix pertinents pour les communautés ? par le Gret

Le Gret travaille également sur la question de l'agroécologie. Nous constatons que des pratiques telles que le paillage permettent de conserver plus longtemps l'humidité à la base des plantes. Cependant, la question est de savoir si cette pratique sera suffisante dans un monde où il pourrait faire +4°C.

L'approche de SSP est très intéressante car elle se base non seulement sur des pratiques agro-écologiques mais aussi sur des principes plus généraux de la permaculture humaine, comme l'entraide ; ainsi les femmes se forment entre elles selon les principes du pair à pair. De plus, SSP favorise la diversification vers des secteurs non agricoles, ce qui limite la dépendance à l'égard des activités économiques sensibles au climat.

Sur la question de l'adaptation dans l'agriculture, lorsqu'il s'agit de projections climatiques pour essayer d'anticiper le changement climatique et d'aligner nos stratégies, nous utilisons souvent le site web suivant, assez facile à utiliser : https://ssr.climateinformation.org/

Il existe deux grands types d'adaptation : l'adaptation qui vise à préserver les modes de développement existants et à les protéger. Par exemple, je continue à cultiver des oignons même si les conditions climatiques sont moins bonnes, et je mets en place des mesures pour protéger ma culture (même si cela peut être inefficace à long terme). Il existe aussi les mesures d'adaptation « transformatives » qui visent, par exemple, à tester de nouvelles cultures plus résistantes à long terme (mais qui nécessitent une prise de risque et un changement de culture). Il me semble qu'il serait vraiment intéressant, partout dans le monde, de regarder de plus près les préférences des populations concernées, et donc des femmes dans ce cas précis, pour tel ou tel type de mesure d'adaptation.

> *Penser aujourd'hui une écologie de la différence qui ne restaure pas le pouvoir des peuples sur leurs propres territoires est une erreur.*

DIEGO ESCOBAR DIAZ[1]

COLOMBIE

1 Un grand merci à toute l'équipe du F3e, à Isabelle, Armelle, Vladimir et à tous les collègues pour l'excellente réunion que nous avons eue à Paris et à tous ceux qui ont contribué à ce document par leurs suggestions et leurs commentaires.

09

UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA DIFFÉRENCE

VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN FONDÉ SUR LA DIVERSITÉ DES AFRO-DESCENDANT·E·S ET DES INDIGÈNES, COLOMBIE

Les analyses des problèmes écologiques ont de multiples perspectives et toutes sont importantes. Dans ce document, nous donnerons la priorité, d'un point de vue conceptuel, à celles que nous considérons comme fondamentales pour comprendre la situation et le contexte actuels de la Colombie. Sur les traces d'Arturo Escobar, nous utilisons le concept d'**écologie politique de la différence**, qui traite des « conflits pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles, en particulier comme source de subsistance, ainsi que des coûts de la destruction de l'environnement »[2], auxquels s'ajoutent (au cœur des débats et des problèmes) les dynamiques territoriales et multiculturelles que nous décrirons ici.

Approche du contexte

On peut affirmer que, dans le cas de la Colombie, depuis le milieu du XXe siècle jusqu'à aujourd'hui, ce que nous appelons la modernisation conservatrice s'est concrétisée en économie, par le manque d'engagement dans l'industrialisation comme l'un des résultats d'une croissance économique inéquitable et, fondamentalement, par la consolidation de la crise écologique majeure concernant les territoires et la diversité.

Cette situation a ouvert la voie à d'autres dynamiques liées à la concentration du pouvoir politique entre les mains de quelques-uns. Entre 1970 et le début du XXIe siècle, une structure commerciale s'est mise en place et a fini par consolider le trafic de drogue. Cette structure, promue par les élites, est enracinée dans une tradition agricole produisant de manière intensive, se basant sur la grande qualité et la productivité des terres. Elle pratique une évasion fiscale historique, promeut une culture exacerbée de consommation de biens improductifs dans les secteurs dominants et par effet miroir dans les secteurs subalternes, et impose ses conditions par le recours à la force, pas toujours aux mains de l'État. Tout ceci a ainsi créé un climat de violence dramatique, la dépossession des terres et le déplacement interne de neuf millions de personnes[3], et constitue un important défi qui doit être relevé si l'on veut changer ou au moins améliorer le modèle de développement humain dans le pays.

---

2 Escobar, Arturo, Territoires de la différence. Lieux, mouvements, vies, réseaux, Département d'anthropologie, Université de Caroline du Nord, Chapel Hill. Première édition en espagnol, 2010. Page. 23. Traduction du F3E.

3 Selon les données officielles, le gouvernement colombien indique que 8 375 715 personnes ont été inscrites au Registre unique des victimes de déplacements forcés entre 1985 et le 31 décembre 2022. https://reliefweb.int/report/colombia/las-cifras-que-presenta-el-informe-global-sobre-desplazamiento-2023, à ces chiffres s'ajoutent ceux des migrations forcées et ceux qui n'ont pas été officiellement rapportés.

UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA DIFFÉRENCE

Il est également important de noter que **le manque de compétitivité du modèle de modernisation conservateur, en plus de favoriser le secteur informel** (la Colombie a l'un des taux d'informalité les plus élevés de toute l'Amérique latine[4]), **s'accompagne** d'une concentration croissante des exportations colombiennes au cours des deux premières décennies du XXIe siècle, autour d'une re-primarisation, c'est-à-dire **d'un retour à l'exploitation des ressources naturelles[5].** Cela signifie un très faible niveau d'innovation dans les exportations de textile et d'artisanat, parce que le développement économique est principalement basé sur l'exportation de pétrole et de produits miniers, soumis aux prix du marché international et générateurs d'emplois informatifs qualifiés pour très peu de personnes.

En bref, il s'agit d'une économie basée sur l'exploitation des produits primaires et des ressources naturelles avec une faible technologie, compte tenu du fait que, « à l'heure actuelle, la Colombie, comparée à d'autres pays d'Amérique latine, continue d'avoir une énorme fracture numérique en termes de technologie. Parmi les principales causes, on peut citer le manque de talents humains formés, le fossé linguistique, le manque d'incitations à accéder à la technologie et la faiblesse des investissements dans ce domaine »[6]. Alors qu'un véritable changement de modèle de développement humain devrait se fonder sur l'exploitation de moyens de haute technologie et promouvoir fondamentalement le respect de l'écosystème, des communautés et des cultures qui le soutiennent, c'est-à-dire qu'un développement équitable fait défaut[7].

L'extractivisme minier et énergétique est un modèle qui, non seulement démontre la dépendance du pays à l'égard des transferts technologiques, mais donne également

---

4 Selon le département national des statistiques, dans les zones métropolitaines le taux d'informalité est de 52,8 % et dans les centres ruraux, peuplés et dispersés, il atteint 84,21 %, ce qui signifie que la majorité de la population ne bénéficie pas de la stabilité de l'emploi et de conditions adéquates pour vivre sa vie avec dignité, ce qui accroît les conditions de déplacement et de pauvreté. Voir : https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/salud/informalidad-y-seguridad-social/empleo-informal-y-seguridad-social-historicos

5 En d'autres termes, un retour à l'exploitation des ressources naturelles comme source centrale de revenus pour le développement économique et social du pays.

6 Comme le décrit l'Association colombienne des ingénieurs en systèmes ACIS. https://acis.org.co/portal/content/noticiasdelsector/panorama-y-desaf%C3%ADos-del-sector-tecnol%C3%B3gico-en-colombia. En espagnol.

7 Comme le mentionnent certains observateurs néolibéraux en Colombie, « selon les données publiées par les pays dans leurs sources officielles, une personne moyenne dans une économie avancée produit en neuf jours ce qu'une personne moyenne dans un pays émergent produit en un an. Des nations comme la Colombie et une bonne partie de la région sont donc en très mauvaise posture ». https://www.larepublica.co/economia/la-baja-capacidad-innovadora-ha-llevado-a-una-perdida-de-productividad-en-colombia-3072695 C'est une situation avec laquelle nous sommes en désaccord dans ce document, car les hauts niveaux de productivité déprécient les territoires, la qualité de vie des populations et l'ensemble de leur environnement écologique.

un aperçu de ses effets dévastateurs en termes d'environnement et de durabilité, c'est-à-dire d'écosystèmes, lorsque l'intervention de l'État laisse l'initiative du développement au secteur privé et en particulier aux entreprises multinationales. Celles-ci finissent en effet par s'approprier des richesses stratégiques sans régler leur dette sociale ni rétablir le déséquilibre créé dans l'environnement, en augmentant les tensions et l'énorme fossé entre le niveau de vie des habitant·e·s des territoires et les ressources des entreprises et du pouvoir.

Est-il possible d'établir une politique écologique de la différence sans connaître les territoires ?

La logique « écologique » promue par les entreprises, soutenue par les gouvernements conservateurs traditionnels, a consisté à exploiter les territoires et leurs richesses sans tenir compte de l'importance du tissu communautaire, en déstabilisant l'équilibre écosystémique, en pillant les ressources naturelles, en sous-évaluant les cultures et les marchés traditionnels, en retirant le pouvoir aux communautés qui habitent ces mêmes territoires, en établissant des barrières ethniques et économiques et en générant des inégalités radicales, soutenues par des alliances avec des acteurs armés légaux et illégaux.

Penser aujourd'hui une écologie de la différence qui ne restaure pas le pouvoir des peuples sur leurs propres territoires est une erreur. C'est une erreur fondamentale en raison des luttes historiques qui ont eu lieu dans les territoires eux-mêmes, où les communautés locales, principalement des communautés indigènes, afro-descendantes et paysannes, ont lutté pour défendre leurs cultures, leurs territoires et leurs lieux de vie, ainsi que pour protéger de façon acharnée un écosystème sain et durable à transmettre aux générations futures. **C'est là que les relations entre le corps, l'écologie, l'environnement, la sagesse ancestrale et la lutte entre l'économie locale et l'économie extractive ont été renforcées.** Comme le souligne Arturo Escobar, « il y a une corporéité et une localisation de la vie humaine qui ne peut être niée »[8], il est vraiment nécessaire de neutraliser et d'arrêter les tendances socio-économiques qui favorisent la disparition du lieu, principalement celles qui donnent la priorité au global par rapport au local.

8 Escobar, Arturo. op. cit. page 24.

UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA DIFFÉRENCE

En outre, il existe en Colombie des inégalités économiques régionales très importantes, ce qui signifie que certaines couches de la population sont exclues des bénéfices du développement économique, qu'elles ne peuvent pas atteindre les niveaux de base leur permettant de maximiser leurs capacités et donc d'atteindre le bien-être. L'écart se reflète également dans la dernière enquête nationale sur la qualité de vie, récemment publiée par le Département administratif national des statistiques[9] : alors que dans les villes et les municipalités, 35,3 % des chef·fe·s de famille se considèrent comme pauvres, dans le reste du pays, en particulier dans la région du Pacifique, ce chiffre atteint 67,7 %. Il n'est pas surprenant qu'en 2014, puis en 2019, 2020 et 2021, la Banque mondiale ait annoncé que la Colombie figurait parmi les six pays présentant les plus grandes inégalités économiques au monde[10], avec des niveaux comparables à ceux d'Haïti et de l'Angola.

À l'encontre de l'écologie, le capital transforme négativement les communautés

L'expansion des activités extractives au cours des deux premières décennies du XXIe siècle a entraîné la destruction d'écosystèmes stratégiques en Colombie, qui a progressivement perdu des milliers d'hectares de forêt tropicale humide, de forêt andine, de paramos[11], de mangroves, de neiges éternelles et de zones humides. **Cela a affecté non seulement la biodiversité, mais aussi la souveraineté économique, sociale, politique et culturelle des territoires du pays.** Cela a mis en péril la stabilité environnementale et le développement humain et inclusif futur des peuples qui y habitent, en particulier sur les territoires habités par les communautés afro-descendantes et indigènes.

Les structures conservatrices de l'État colombien ont été renforcées par la version néolibérale de la compétitivité, non seulement dans l'ordre économique, mais aussi dans l'ordre culturel, car « la Colombie doit comprendre les changements dramatiques de l'économie mondiale et s'y adapter », et donc « progresser de manière décisive en termes d'équité, entendue fondamentalement comme l'égalité des chances »[12]. **Cela ne tient pas compte des négociations interculturelles urgentes et**

9 Département administratif national des statistiques, DANE : https://www.dane.gov.co/

10 Panorama social de l'Amérique latine. Nations unies et CEPALC, décembre 2021.

11 Biotope néotropical d'altitude de la cordillère des Andes.

12 Département national de la planification (2007). Forger une culture de la coexistence. Bogotá, Imprenta Nacional (p. 6 et 7). Disponible à l'adresse : https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Desarrollo%20Social/Forjar_cultura_para_conviviencia%2830_10_07%29.pdf

de l'interdépendance des acteurs et actrices et des secteurs sociaux en faveur de la reconnaissance mutuelle et du développement humain qui garantit la réalisation de différents modes de vie au sein d'un même territoire.

L'écologie politique de la différence relie le territoire, la culture et les communautés

Soulignons quelques éléments de la composante multiculturelle colombienne et de l'écologie politique de la différence qui permettent de mieux comprendre les possibilités, les obstacles et les défis pour réaliser ou au moins initier des pratiques interculturelles dans un pays de modernisation néolibérale conservatrice marquée. Est-il possible dans un État qui ne reconnaît pas les libertés culturelles, qui ne garantit pas l'exercice de leurs droits aux citoyens et citoyennes en général et aux minorités en particulier[13], d'avancer un modèle interculturel basé sur les différences ?

Luttes multiculturelles et éco-résistantes : le respect des dignités, des cosmovisions et de la territorialité

L'écologie politique de la différence et ses effets interculturels dans le pays se concentrent sur les éléments suivants.

La valeur du respect, pivot d'une perspective écosystémique

« Nous devons respecter nos cultures et nos croyances, nos rituels et nos choix ; nous devons être écoutés et traités sur un pied d'égalité, et avoir notre mot à dire dans les décisions qui nous concernent. D'autre part, nous voulons vivre comme nous avons choisi de vivre, et non pas comme les autres pensent que nous devrions vivre »[14].

---

13 Nous acceptons le concept de l'historien Pap Ndiaye, qui cite les travaux de plusieurs sociologues de l'école de Chicago : Donald Young et surtout Louis Wirth. Dans un article de 1945, il définit une minorité comme un groupe qui « en raison de caractéristiques physiques ou culturelles, fait l'objet d'un traitement différencié dans la société et est considéré comme l'objet d'une discrimination collective (…) ; une minorité peut être démographiquement majoritaire, comme dans les situations coloniales, mais elle se caractérise par l'expérience commune d'un traitement discriminatoire et stigmatisant, que ce soit sur la base du sexe, de l'origine réelle ou supposée du phénotype racialisé ». L'Atlas des minorités ethniques, nationales, sociales, linguistiques, religieuses et sexuelles. Le Monde Diplomatique / La vie (2013). Édition Cono Sur / Édition argentine. Capital intelectual, p. 12. Traduction du F3E.

14 Johana Eede (éd.) (2010). Nous sommes un hommage aux peuples indigènes. Barcelone, Blume, p. 5.

UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA DIFFÉRENCE

À leur première lecture de ce texte, les membres d'A4 ont réagi sur le thème du respect (cf. « Enrichissements » plus bas) sur la base de leur expérience d'immigré·e·s en France, et ce qu'ils et elles disent vaut pour toute l'Europe, mais aussi pour le monde entier : « Comme en Colombie, nous habitions nos territoires et avions notre compréhension du monde, notre respect de la nature, notre culture et nos traditions. Et nous avons été forcé·e·s de quitter notre famille et notre terre. Nous n'avons pas été respecté·e·s en tant qu'humains, notre départ a été imposé alors que nous aurions voulu rester. Nous avons pris la route et aujourd'hui nous sommes en France, où beaucoup pensent que nous sommes venu·e·s pour avoir de l'argent, pour "se faire plaisir". Et ici, où nous ne sommes pas chez nous, où nous sommes des étranger·e·s, nous nous sentons aussi rejeté·e·s. Nous sommes souvent seul·e·s, isolé·e·s, nous n'avons plus les références ou l'environnement qui nous soutenaient. Nous devons nous adapter à la culture, aux croyances, au fonctionnement du pays dans lequel nous vivons, nous devons respecter ces différences ; mais nous avons aussi besoin d'être accompagné·e·s, accueilli·e·s, soigné·e·s pour pouvoir nous reconstruire et continuer à vivre après cette rupture avec notre vie antérieure »[15].

Ce manque de respect est tout particulièrement vif à l'égard des communautés autochtones, des personnes déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays, des immigré·e·s qui ont dû partir pour d'autres pays, chez qui l'on perçoit un sentiment de non-lieu, d'« adaptation » et de détachement.

L'écologie politique de la différence valorise le respect comme principe universel de coexistence et comme axe fondamental dans la construction de nouvelles relations, plus horizontales et enrichissantes, dans la recherche d'un équilibre écosystémique, dans lequel la culture, les êtres humains et la nature sont au centre de la protection et non le profit du capital dévastateur qui mercantilise les territoires dans toutes leurs dimensions.

C'est également l'avis des membres d'A4 : « Ce que nous défendons, et ce que le prisme de l'écologie politique de la différence nous permet aussi de comprendre, c'est que, où que nous soyons, nous devons respecter chaque personne en tant qu'être humain. Que chacun puisse vivre sa vie comme il l'entend, qu'il puisse être heureux et avoir sa propre voie. En conservant ses traditions, sa vision du monde, sa manière de faire les choses ; et que partout ces différentes cultures puissent

15 A4, Enrichissement du texte de Diego, « Peu importe où nous sommes, nous devons respecter chaque personne en tant qu'être humain », voir p. 127.

coexister. Nous voulons renforcer les capacités humaines et les relations sociales entre les personnes de différentes cultures sur un même territoire »[16].

D'où la nécessité de reprendre d'autres éléments importants de l'écologie politique de la différence, comme indiqué ci-dessous.

La reconnaissance essentielle des différentes visions du monde

Il semble essentiel de **valoriser et reconnaître les multiples connaissances et la diversité des visions et des conceptions du monde** concernant la terre, la culture, l'économie, les modèles de vie et de développement, la gouvernance, les forêts, les communautés, la politique, la médecine, l'art. L'ensemble des sentiments, des perceptions et des connaissances accumulées représentent les valeurs éthiques qui guident les comportements et dont la diversité a jusqu'à présent été ignorée par la société dans son ensemble. L'écologie politique de la différence met en jeu une éthique respectueuse de toutes les formes de vie, congruente avec l'équité, la durabilité, la biodiversité, la coexistence, la paix et les pratiques responsables pour l'avenir de la planète.

Dans le monde, les connaissances des peuples natifs, afro-descendants et autochtones, ainsi que des migrant·e·s arrivant en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Amérique latine, etc. posent de nouveaux défis à l'agenda écologique mondial. Pour ne prendre que quelques exemples, on peut dire qu'en Méso-Amérique, « les peuples indigènes connaissent très bien la dynamique du climat, le comportement de la biodiversité et des ressources naturelles en relation directe avec les variations climatiques. Ces connaissances et cette expérience accumulées tout au long de leur existence sont très utiles pour la gestion de leurs activités productives, car elles leur permettent de concevoir des stratégies adéquates pour répondre à leurs besoins de subsistance en tant que famille et communauté, ainsi que pour prendre des décisions à un niveau social et culturel »[17]. Comme le montre l'Université Ixil au Guatemala[18], qui met en avant des pratiques millénaires et ancestrales basées sur la cosmovision et le respect de la nature.

Il faut également souligner les propositions d'A4, lorsqu'elles parlent d'« échanges de savoirs et de savoir-faire » en matière agricole entre ceux et celles qui viennent

16 Idem.

17 https://www.alianzamesoamericana.org/es/saberes-ancestrales-aporte-de-los-pueblos-indigenas/ Traduction du F3E.

18 Pour approfondir cet exemple, je vous renvoie à l'ouvrage Ecology and Ancestral Knowledge of the Ixil People, d'Elena Brito.

des pays du Sud et les agriculteurs et agricultrices français·e·s[19]. La prise en compte de cette diversité de savoirs et de pratiques permet de préserver l'équilibre écologique de la planète, en évitant d'aggraver les conditions humaines, notamment pour les secteurs les plus marginalisés.

Le développement, un concept à revoir

La discussion, l'expansion et la promotion du développement humain en tant que concept et ensemble d'actions qui ne montrent pas simplement la croissance ou la baisse du revenu du pays, mais assurent « l'environnement nécessaire pour que les individus et les groupes développent leur potentiel pour mener une vie créative et productive en accord avec leurs besoins et leurs intérêts »[20]. Comme le montrent les pratiques communautaires respectueuses de l'écosystème, « cette façon d'envisager le développement se concentre sur l'élargissement des options dont disposent les gens pour mener la vie qu'ils apprécient, c'est-à-dire sur l'élargissement de l'ensemble des choses que les gens peuvent être et faire dans leur vie ». Ainsi, **le développement est bien plus que la croissance économique, qui n'est qu'un moyen – l'un des plus importants – d'élargir les choix des gens[21], qui doit être associé au respect des cultures et à la promotion de l'interculturalité.**

Cela doit inclure de prendre en compte « les coûts de ces externalités pour les femmes », comme en Afrique subsaharienne, où « les femmes supportent la plupart des coûts externalisés des mégaprojets d'extraction et d'infrastructure. Lorsque la terre leur est enlevée, elles perdent les moyens de nourrir leur famille. Lorsque l'eau est acheminée loin de la communauté ou polluée, les femmes doivent marcher plus loin pour trouver des sources d'eau propre. Lorsque les forêts sont détruites, les femmes manquent de bois pour l'énergie domestique »[22]. Cette situation se retrouve en Amazonie colombienne, vénézuélienne, brésilienne, équatorienne, bolivienne et péruvienne, ainsi qu'en Méso-Amérique et dans de nombreuses régions du monde.

---

19 A4, Participation texte Diego F3E.

20 https://www.undp.org/es/colombia/comunicados-de-prensa/idh-2021-2022-revela-impactos-inestabilidad-incertidumbre En espagnol, traduction du F3E.

21 Ibid.

22 Voir l'article de Georgine Kengne Djeutane : « Le pouvoir aux femmes – Contribution collective en faveur de la justice sociale et écologique dans le secteur minier en Afrique au Sud du Sahara », p. 59.

Une vision dynamique et profonde de l'écologie

Il est essentiel de **renforcer et de développer les capacités humaines qui ont une vision dynamique et profonde de l'écologie.**

« Les capacités les plus fondamentales pour le développement humain sont : vivre une vie longue et saine, avoir accès aux ressources qui permettent de vivre dans la dignité et avoir la possibilité de participer aux décisions qui affectent leur communauté. Sans ces capacités, de nombreux choix n'existent tout simplement pas et de nombreuses opportunités sont inaccessibles »[23].

Comme illustré dans d'autres articles de cet ouvrage. Par exemple, la vision de la Horta Valenciana suggère la nécessité de « consolider et construire un changement d'orientation, un nouveau regard sur l'alimentation, non seulement comme un produit commercial, mais aussi comme un droit humain, une nécessité vitale, un élément déterminant de la culture des peuples et une ressource renouvelable qui façonne nos paysages »[24]. Cette vision dynamique et profonde de l'écologie inclut également inclut également une perspective féministe et écoféministe, soulignant l'importance des soins[25].

Le concept de soutenabilité

Il est nécessaire d'inclure le concept de soutenabilité « comme le potentiel d'un territoire à maintenir un processus indéfiniment ; ce potentiel dépend de facteurs humains et non humains caractéristiques de ce territoire et du processus choisi »[26]. Les communautés afro-descendantes du Pacifique colombien proposent, en relation avec un développement soutenable, la reconnaissance de « la cosmovision des peuples ancestraux [comme] principale source d'inspiration des principes éthiques et des valeurs qui peuvent assurer des pratiques soutenables et une coexistence harmonieuse avec la nature. La valorisation et le respect de la diversité biologique et culturelle, comme élément organisateur, comme fil conducteur de la pensée et du comportement. Cette diversité doit être enrichie et augmentée. Le territoire

---

23 Sebastião Haji Manchineri (2002). « Sustentabilidad humana y ética desde el punto de vista de los pueblos indígenas », in Enrique Leff (coord.) : Ética, vida, sustentabilidad, p. 210. Traduction du F3E.

24 Sergi Escribano. « Biens communs alimentaires – Contrôle social, gouvernance locale et écoféminisme comme leviers de la transition écologique comme leviers de la transition écologique des systèmes alimentaires urbains », p. 97.

25 Comme le dit Blanca Baya Fernández. « Écoféminisme et pouvoir des peuples – Intersection entre les propositions à Barcelone, Espagne », p. 29.

26 Julio Carrizosa (2002). « Hacia nuevas economías. Mimesis, hedonism, violence and sustainability », in Enrique Leff (coord.), op. cit. p. 43. Traduction du F3E.

doit jouir d'un bien-être qui se traduit par l'abondance de nourriture et de santé. La justice comme finalité. Une des choses que la mondialisation et le libre marché ont mis en évidence, c'est que les sociétés dans lesquelles nous vivons ne sont possibles que si elles sont justes »[27].

Au-delà des conflits interculturels des paradigmes sur le territoire, **l'objectif est que l'option ethnoculturelle et forestière soit considérée comme une alternative pour le « développement local** : elle est présentée comme une véritable option pour surmonter simultanément une série de facteurs constitutifs de la situation qui caractérise la réalité de la campagne colombienne : manque de présence gouvernementale et de services de base ; difficultés à établir les règles de l'État de droit qui garantissent les droits de l'homme et du citoyen ; manque d'accès aux marchés (infrastructure, information) »[28].

Cette lutte complexe d'intérêts, basée sur le multiculturalisme et les différentes visions du monde concernant la terre, le territoire et le bien-être, est l'un des principaux éléments de la négociation interculturelle dans ce pays en vue de parvenir à une vie digne, dans laquelle les éléments suivants sont particulièrement importants : « 1. l'autonomie : la liberté, l'agentivité, le pouvoir. 2. la sociabilité : les relations sociales et l'appartenance à une communauté 3. une activité significative : travail, loisirs, jeux »[29].

Comme le dit très justement Georgine Kengne Djeutane, « penser à une écologie de la différence dans le contexte colombien, c'est aussi revoir les perspectives des accords de paix[30] ». C'est ce qui se passe, car depuis le début de l'année, 103 leaders communautaires ont été assassiné·e·s dans le pays, y compris des paysan·ne·s, des indigènes, des Afro-descendant·e·s et des syndicalistes[31]. Actuellement, l'État discute d'un accord de paix totale, dans lequel il est proposé que tous les acteurs armés, quelle que soit leur motivation, les gangs criminels, les trafiquants de drogue, les promoteurs de l'exploitation minière illégale, les bûcherons qui encouragent la

27 Hernán Cortés (2002). « El sistema biocultural y la ética del 'vivir bien' de los pueblos afrodescendientes del pacífico colombiano », in Enrique Leff (coord.), op. cit. p. 217. Traduction du F3E.

28 Peter Sale (2004). « The Future of Forestry and Traditional Forest Owning Communities », dans Vivi Doraceli et Peter Sale : National Dialogue. Forêts et communautés, VIIIe Congrès forestier national, p. 69. Traduction du F3E.

29 Pekka Himanen (2014). Repenser le développement humain. Dignity as Development : The Cultural Link Between Informational and Human Development (La dignité en tant que développement : le lien culturel entre le développement informationnel et le développement humain). Oxford, Royaume-Uni, p. 425. Traduction du F3E.

30 Contributions de Georgine Kengne Djeuntane au présent texte.

31 Pour celles et ceux qui veulent en savoir plus sur les personnes et les territoires où elles ont été tuées, voir : https://indepaz.org.co/lideres/. En espagnol.

déforestation, les politiciens corrompus, etc. se joignent à une proposition visant à déposer les armes, mais surtout à conclure un pacte national afin de concilier les différentes perspectives qui motivent les conflits sociaux et environnementaux dans le pays.

La confiscation de cocaïne en grande quantité par le gouvernement actuel a montré que **l'enjeu principal n'est pas seulement la lutte contre le trafic de drogue, mais aussi la lutte contre la déforestation, le commerce d'espèces sauvages, la pollution des rivières et la destruction des forêts en Amazonie**, où ont migré des économies illégales, mais aussi légales comme l'exploitation des hydrocarbures, du bois et même du tourisme. On parle maintenant des nouvelles routes illégales qui vont vers l'Europe en passant par l'Amérique du Sud et l'Afrique. Cette situation accentue le déséquilibre écologique, non seulement dans les territoires ancestraux du pays, mais aussi au Brésil, en Équateur, en Bolivie, en Uruguay et au Paraguay, ce qui a déclenché une sonnette d'alarme sur l'ensemble du continent au niveau écologique.

Par conséquent, regarder la réalité des communautés et des territoires à travers le prisme de l'écologie politique de la différence constitue un nouveau défi pour une compréhension plus profonde de l'écosystème, à travers la sensibilité des communautés qui l'habitent de manière respectueuse, durable et saine, afin de parvenir à un équilibre entre les êtres humains, leurs cultures et la nature, qui souffrent dramatiquement du désastre que nous vivons en raison du système de développement actuel, dans lequel l'extraction, la compétitivité, la détérioration de l'environnement et l'appauvrissement des personnes sont stimulés.

Cette perspective peut aider à responsabiliser les communautés, à partir du lieu (territoires), à repositionner l'importance du capital dans des dimensions plus constructives et moins déprédatrices (par exemple, les émissions de CO_2), à reprendre les pratiques ancestrales, à renforcer les réseaux d'initiatives locales des femmes, des jeunes et des ancien·ne·s, à stimuler leurs capacités et à faire de l'écologie le centre du local au global.

UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA DIFFÉRENCE

ENRICHISSEMENT

Peu importe où nous sommes, nous devons respecter chaque personne en tant qu'être humain, par A4

Comme en Colombie, dans d'autres parties du monde, beaucoup de personnes sont obligées de partir de chez elles pour survivre. Que ce soit parce qu'une nouvelle infrastructure va être construite (barrage, mine…), parce qu'il y a une guerre ou à cause du changement climatique, nous sommes de nombreuses personnes à nous déplacer malgré nous (740 millions en 2015[32]). Et, parfois, il est nécessaire de changer de pays (243 millions en 2015[33]), voire de continent, le temps de trouver un nouveau « chez-soi ». Mais que veut dire un « chez-soi », si nous avons été chassé·e·s de là d'où nous venons ?

Comme en Colombie, nous habitions nos territoires et avions notre compréhension du monde, notre respect de la nature, notre culture et nos traditions. Et nous avons été obligé·e·s de quitter notre famille et nos terres. Nous n'étions pas respecté·e·s en tant qu'humain·e·s, notre départ a été imposé alors que nous aurions aimé rester. Nous avons pris la route et nous sommes aujourd'hui en France, où beaucoup de personnes pensent que nous sommes venu·e·s pour avoir de l'argent, pour « profiter ». Et ici, où nous ne sommes pas chez nous, où nous sommes des étranger·e·s, nous nous sentons aussi rejeté·e·s. Nous sommes souvent seul·e·s, isolé·e·s, nous n'avons plus les repères ni l'entourage qui nous soutenaient auparavant. Nous devons nous adapter à la culture, aux croyances, au fonctionnement du pays où nous habitons, nous devons respecter ces différences ; mais nous avons aussi besoin d'être accompagné·e·s, accueilli·e·s, qu'on prenne soin de nous pour que nous puissions nous reconstruire et continuer de vivre après cette rupture avec notre vie d'avant.

Mais si nous n'étions déjà pas respecté·e·s chez nous, comment être respecté·e·s alors que nous ne sommes pas chez nous ? Si, comme en Colombie, les personnes indigènes ou afro-descendantes qui habitent un territoire ne sont pas respectées, ne sont pas considérées, et que les entreprises privées, main dans la main avec l'État, exploitent leurs ressources, leurs terres, leurs forêts, leur main d'œuvre… À quel respect pouvons-nous prétendre une fois que nous ne sommes plus chez nous ? Nous n'avons plus de droits, plus de terres, plus de « chez-soi ». Nous sommes

32 2015 UN International migration report.
33 Idem.

chez l'autre, nous devons nous adapter. Nous avons été chassé·e·s de chez nous, et nous ne sommes plus de nulle part.

Ce que nous défendons, et que le prisme de l'écologie politique de la différence permet aussi de comprendre, c'est que peu importe où nous sommes, nous devons respecter chaque personne en tant qu'être humain. Que chacune puisse vivre sa vie comme elle l'entend, qu'elle puisse être heureuse et disposer d'elle-même. Garder ses traditions, sa cosmovision, sa façon de faire ; et que partout ces différentes cultures puissent coexister. Nous souhaitons renforcer les capacités humaines et les relations sociales entre les personnes de cultures différentes qu'il y a dans un même territoire.

Pour pouvoir respecter quelqu'un, il faut déjà le comprendre. Et pour le comprendre, il faut s'intéresser à lui, s'informer sur sa culture, sur ses habitudes. C'est seulement à partir de ce moment-là que l'on pourra réellement comprendre l'autre, et donc le respecter. Parce que concrètement, le respect ne se traduit pas de la même manière dans chaque culture.

À titre d'exemple, en France, il faut dire « s'il vous plaît » et « merci » très souvent, presque à chaque interaction. Si on est à table et que je te demande du sel, je dois te le demander en disant « s'il te plaît » et en te remerciant ensuite. Mais dans certaines cultures, ce n'est pas nécessaire puisqu'il va de soi que si tu me demandes du sel, je te le passerai, et donc je peux te le demander en sachant que tu vas me le passer aussi. Dire « s'il te plaît » et « merci » laisserait penser que la personne qui rapproche le sel fait un geste de sympathie exceptionnelle, et qu'elle peut refuser. Or, entre ami·e·s ou en famille, il est impensable de refuser une telle demande. Lorsque nous arrivons en France, nous ne savons pas qu'ici il faut dire « s'il vous plaît » et « merci » à chaque fois. Les personnes en face de nous vont alors penser que nous leur manquons de respect, que nous n'avons pas de gratitude pour l'accueil qu'elles nous offrent, que nous n'avons pas été bien éduqué·e·s. Avec le temps, nous apprenons ces codes culturels et nous les imitons, mais c'est bien là une différence culturelle et non un manque de respect de notre part lorsque nous ne disions pas ces formules de politesse attendues.

À l'inverse, nous sommes dans ce pays qui n'est pas le nôtre depuis plus ou moins longtemps, et nous avons mis de côté nombre de nos traditions et habitudes. Mais nous aimerions pouvoir continuer notre vie, avec notre culture, avec qui nous sommes, ici. Nous demandons à être compris·es et respecté·e·s dans nos traditions,

à ce que ce soit accepté sans jugement, avec ouverture et intérêt. Mais certains pays ont du mal à accepter certaines cultures. On ne nous dit pas clairement qu'on n'a pas envie d'accepter notre culture, mais on nous le fait savoir de façon très implicite. C'est alors à nous de chercher une solution, d'essayer de comprendre ce que nous avons pu faire qui aurait heurté la personne en face de nous. Ce n'est pas facile, et ça entrave notre intégration et notre épanouissement personnel.

Nous espérons que, depuis la perspective de l'écologie politique de la différence, nous pourrons développer cette attention à respecter chaque peuple, chaque culture, chaque cosmovision qui cohabitent dans un même territoire, que ce soit parce que nous sommes chez nous ou parce que nous avons été forcé·e·s de quitter chez nous. Tout simplement parce que nous sommes.

EN GUISE DE CONCLUSION, RECOMMANDATIONS POUR LE SECTEUR DES SOLIDARITÉS

On parle d'écologie quand on considère comme un ensemble le monde vivant (constitué autant des humains que des non-humains) et le monde non-vivant (air, eau, douce ou salée, paysage, terre et minéraux…). Dans les cultures des peuples autochtones, les éléments du monde dit « non vivant » sont vivants, notamment les montagnes, les rivières, les forêts et les autres ressources naturelles. **Cette écologie intègre la lutte contre la colonisation et les inégalités de genre.** Colonisation des territoires, sauvages ou domestiqués, des corps, mis au travail ou agressés, des cultures, des savoirs et des spiritualités, modifiées ou effacées au profit des savoirs, cultures et spiritualités issues du monde occidental et portées par les groupes dominants.

La lutte écologique est, ainsi, non seulement une lutte contre l'accaparement de ce que les humains nomment « ressources naturelles », mais aussi une lutte contre la destruction de visions du monde, cultures et spiritualités et/ou de l'accaparement d'éléments matériels et immatériels issus de ces cultures telles que des symboles, objets, idées, dans un contexte de domination (ce que l'on nomme l'appropriation culturelle).

RECOMMANDATIONS POUR LE SECTEUR DES SOLIDARITÉS

Cette lutte ne peut pas se mener sans les personnes concernées elles-mêmes et sans que leur pouvoir d'agir soit respecté et renforcé. Il s'agit donc de lutter contre le patriarcat, le capitalisme, le racisme, le mépris ou la subordination des valeurs culturelles indigènes à celles de la culture occidentale, l'extractivisme, et d'autres formes d'exploitation, qui sont les corollaires de la colonisation.

Comment lutter quand on est une OSC ?

Historiquement, les ONG dites internationales, c'est-à-dire issues des pays « occidentaux », ont permis de diffuser une vision occidentalo-centrée du développement. Ce développement, fondé sur un système prédateur des territoires, des corps, des esprits, des cultures et spiritualités humaines, a été prôné comme un modèle à suivre pour la planète entière. Comment faire, alors, pour sortir de ce paradigme ?

À l'issue de cet ouvrage et des contributions qui précèdent, l'écriture collective a mené à formuler des recommandations, dont un certain nombre que les OSC se font à elles-mêmes en matière d'écologie et de pouvoir d'agir, afin de développer un paradigme plus juste et plus équitable.

Les OSC, alliées des personnes concernées

Tout d'abord, les OSC doivent se positionner en tant qu'alliées. Qu'entend-on par alliées dans ce contexte ? C'est simple : **les OSC doivent devenir des fonctions support des personnes concernées**.

Il s'agit donc, en termes de posture, de balayer nos récits conventionnels du développement et d'« écouter le monde que les autres veulent », de se mettre au service de ce qui existe, émerge, en co-créant des cadres favorables et sécurisés pour la participation effective et le *leadership* des personnes, notamment issues des communautés autochtones, et des femmes en particulier, y compris en termes de conditions matérielles et de pouvoir de décision.

Cela implique également une certaine **dignité**. Avant tout, la dignité des personnes concernées doit toujours être respectée. Cela dit, on ne doit pas parler de dignité (bafouée, à respecter…) uniquement à propos des personnes opprimées : on peut pointer l'indignité des personnes en position de pouvoir qui n'utiliseraient pas cette position pour réduire les inégalités dont elles profitent. Pour se montrer dignes, les personnes de pouvoir devraient œuvrer systématiquement pour l'intérêt collectif,

avec une vision à long terme et un objectif transgénérationnel, et non pour des intérêts particuliers, nationaux et/ou de court termes.

Ainsi, les OSC devraient systématiquement :

- **Intégrer les communautés autochtones, et en leur sein les groupes sociaux les plus défavorisés, particulièrement les femmes**, dans les processus de prise de décision, les instances de gouvernance des projets et/ou au sein des actions.
- **Servir d'amplificateur** aux populations les moins entendues et les moins écoutées.
- Mettre en place **des espaces d'échanges horizontaux, équitables et représentatifs**, à l'international, où la confiance est réciproque et le pouvoir partagé.
- Et, surtout, garder en tête un point de vigilance fondamental : **s'interdire l'instrumentalisation ou l'essentialisation des personnes concernées.**

Rééquilibrer les relations de savoir

Pour rééquilibrer les relations de pouvoirs, il faut **rééquilibrer les relations des savoirs** et donc avoir une **réflexion critique sur la hiérarchie des savoirs, et (re) valoriser les savoirs situés**.

Les savoirs situés renvoient aux connaissances qu'une personne acquiert à partir de sa position particulière sur le réseau des oppressions, c'est-à-dire à partir de l'expérience vécue des oppressions (racisme, sexisme, etc.). Néanmoins, pour devenir un savoir, et donc une ressource, cette expérience doit être conscientisée à partir de la compréhension de ces systèmes de domination. Dépersonnalisée et déculpabilisée, cette expérience et ces savoirs deviennent des ressources, car les personnes avec des « savoirs situés » développent une lecture plus fine et plus profonde du fonctionnement de nos sociétés et des mécanismes qui reproduisent les oppressions, les exclusions et les injustices, au niveau local comme au niveau global.

Or, les contributions, les pratiques et les vécus des communautés locales dans les pays des Suds (et tout particulièrement les populations autochtones, et notamment les femmes) ou des communautés fragilisées dans les pays du Nord (populations précaires, migrantes notamment) ne sont actuellement pas systématiquement reconnues comme des savoirs valables, *a contrario* des savoirs académiques, qui sont valorisés. **Les différents types de savoirs doivent trouver leur place en dialogue les uns avec les autres.**

En tant qu'êtres humains, **nous ne sommes pas constitué·e·s seulement de savoir et de pensée rationnelle**. Il serait donc bon de s'autoriser à prendre en compte les

émotions dans les actions, émotions de toutes les parties prenantes, et de s'autoriser également à penser la richesse de la respiritualisation basée sur l'interconnexion et le respect mutuel.

L'une des conséquences de la colonisation et de l'extractivisme est la déspiritualisation des personnes et des territoires. Les actions menées par les OSC doivent donc dès que possible permettre cette respiritualisation des communautés et des territoires.

Ainsi, il est possible de :

- **Créer des espaces sécurisés de partage des émotions des participant·e·s aux actions, mais aussi de partage des visions, y compris spirituelles des territoires.**
- **Mettre au cœur de l'action, systématiquement, la vision des personnes concernées.**

La vision occidentale des territoires est très particulière et s'impose à tous et toutes, alors que de nombreuses autres visions existent, qui considèrent les territoires comme bien autre chose que de simples espaces pourvoyeurs de ressources : des lieux signifiants, des lieux spirituels, voire sacrés.

Penser tous les territoires

Afin de ne pas penser l'écologie « par le haut », celle-ci doit prendre les savoirs situés comme **point de départ** de toute réflexion locale, à partir de laquelle une **stratégie globale** d'action doit pouvoir être pensée. Cette stratégie globale doit pouvoir s'appuyer sur des alliances internationales, qui doivent s'ancrer sur et représenter **tous les territoires et les genres**.

De nombreux territoires sont impensés et doivent être reconnus comme des territoires d'écologie, et leurs habitant·e·s écouté·e·s et considéré·e·s au premier chef :

- **Les territoires urbains**. Il est en effet important de penser les enjeux écologiques dans leur interaction avec la vie urbaine, avec une approche transverse sur tous les thèmes ayant trait à la promotion d'un mode de vie soutenable en zone urbaine : transport, urbanisme, habitat, lutte contre la pollution, démocratie et économie locale, etc. C'est d'autant plus important dans le cadre de quartiers périphériques, péri-urbains, pauvres, massivement habités par des personnes défavorisées et racisées. Ces quartiers sont massivement plus pollués, du fait de leur proximité d'usines, de déchetteries, de nœuds autoroutiers et d'autres sites dangereux, que les quartiers centraux et bourgeois.

- **Les décharges sauvages**. Le plus souvent à ciel ouvert, notamment en Asie et en Afrique, elles sont constituées majoritairement de déchets produits dans les pays occidentaux, qui les acheminent, légalement ou illégalement dans des pays moins fortunés. Outre le coût écologique du transport, ce système aboutit à des montagnes de déchets, dangereux voire toxiques, traités manuellement par des travailleurs et travailleuses pauvres dans des conditions plus que précaires. Cela a des impacts délétères sur leur santé, à travers notamment la manipulation directe et la pollution des sols, des eaux, de l'air.
- **Les territoires d'habitation**. En Afrique et en Asie notamment, les communautés autochtones et locales ont été exclues de territoires relevant d'« aires protégées », gérées par des grandes organisations occidentales, au nom de la « conservation de la Nature ». Dans ces zones, dont la création s'accompagne d'un accroissement de la militarisation, les droits des populations locales sont bafoués, et leur modèle culturel basé sur l'agropastoralisme est nié. Dans le même temps, les Causses et les Cévennes, en France, sont inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco au titre de « paysage culturel de l'agropastoralisme méditerranéen », qui porte en elle la reconnaissance d'un territoire façonné par l'agropastoralisme. Ce qui est nié d'un côté est valorisé de l'autre. Dans les Amériques, les territoires des peuples autochtones ont été confisqués par les propriétaires terriens pour l'agriculture et les entreprises nationales et multinationales pour leurs projets d'extraction.

La lutte contre l'accaparement par quelques personnes ou entités de pouvoir est une lutte mondiale et ne peut s'arrêter à un territoire délimité.

En ce sens, les OSC peuvent s'appuyer mutuellement pour non seulement faire connaître leurs droits aux communautés concernées, les épauler pour faire appliquer ces droits existants, mais aussi revendiquer de nouveaux droits : pour les humains (de tous genres), pour les êtres vivants non-humains et pour le non-vivant.

Pour cela, des outils aussi variés que possibles peuvent être utilisés, pour mener l'action sur tous les fronts. Il peut s'agir de :

- **Former des alliances et mener des actions collectives internationales et locales** d'autoformation, de plaidoyer, d'actions juridiques, de mobilisation citoyenne et de désobéissance civile.
- **Faire réseau pour agir collectivement et s'informer mutuellement des apprentissages liés aux combats et aux victoires.**

RECOMMANDATIONS POUR LE SECTEUR DES SOLIDARITÉS

Repenser la relation au non-humain

S'imaginant le plus souvent au sommet d'une pyramide constituée du monde vivant non-humain (faune, flore) et du monde non-vivant, les récits dominants nient que **l'être humain fait partie intégrante d'un écosystème planétaire**. Sa vision anthropocentrée, qui sépare ce qui serait du domaine de l'économie, de la culture et de l'esprit de ce qui serait du domaine de la « Nature » l'invite à avoir une relation de domination sur l'écosystème dans lequel il s'inscrit.

Or, ce que nous nommons la « Nature » n'a pas besoin des êtres humains pour exister. La Terre existait avant l'apparition de l'humain, elle existera après sa disparition. Le cycle du carbone ou le cycle de l'eau, par exemple, perdureront après la disparition de l'espèce humaine.

D'autre part, la « Nature » rend de nombreux services – gratuits – aux humains, les « services écosystémiques ». On peut penser aux saisons, à la pollinisation des plantes par les insectes, au stockage du CO_2 par les forêts, à la purification de l'eau par les sols et les plantes, mais aussi à la beauté des paysages, qui touchent notre sens du beau voire notre spiritualité. *A contrario*, la « Nature » peut aussi être destructrice, via des incendies, inondations, séismes ou tsunamis.

Lorsque l'humanité décide de « protéger la Nature », il s'agit plutôt de protéger son propre environnement viable et de limiter ses impacts dessus, pour garantir cette viabilité. Avoir une conception anthropocentrée de cette question est dangereux car les services écosystémiques risquent alors d'être financiarisés, instrumentalisés. Plutôt que de repenser les rapports de pouvoir pour établir une relation plus équilibrée, intégrée, au monde non-humain, des solutions « fondées sur la nature » notamment des « compensations » (« compensations carbone » ou « biodiversité » par exemple) sont mises en avant, ce qui permet de faire perdurer le système inégalitaire, extractiviste et capitaliste existant.

Afin de ne pas s'inscrire dans ce schéma, les OSC, en tant que structures responsables, doivent :

- **Limiter, autant que possible, les impacts négatifs de la consommation humaine** sur la biodiversité, le climat, les sols, l'eau et l'air, que ce soit en matière de destruction et de fragmentation d'habitat, de pollutions diverses, de génération de déchets, d'émissions de gaz à effets de serre, d'extraction.
- **Cesser de voir l'écosystème uniquement comme un pourvoyeur de ressources.**

Prendre le temps de prendre soin

Il s'agit également de **ralentir, malgré l'urgence climatique**. Ralentir pour éviter les conflits communautaires ou liés au genre, l'épuisement militant, l'épuisement des corps et des esprits. Prendre le temps de prendre soin les uns, les unes des autres, en veillant au fait que tout le monde prenne soin et non pas uniquement ou principalement les personnes traditionnellement dévolues au *care*. **Le *care* doit être l'affaire de tous et toutes** et pas seulement des femmes, en particulier des femmes pauvres et racisées.

Ralentir, c'est prendre soin de soi-même et avoir moins besoin que les autres prennent soin de nous. Au niveau des OSC, cela peut se traduire par :

- **Choisir la sobriété dans les actions menées**, qu'elle soit technologique ou financière, dans les relations et les actions, à tous les niveaux.
- **Penser la santé comme globale**, partant du constat que la santé des humain·e·s, physique et mentale, et la santé du non-humain, du vivant et du non-vivant sont extrêmement liées, car nous sommes partie d'un écosystème.
- **Élaborer ses actions sur le temps long, et surtout créer des relations de confiance équitables, dont on prend soin, ce qui prend du temps.**

Pour accélérer ces changements, il est indispensable d'y consacrer **du temps et des ressources humaines**, en mettant l'accent sur la promotion du *leadership* des femmes et des groupes marginalisés. Pour cela, il faut que **les financements du secteur des solidarités se fassent sur le long terme, et soient dédiés à des moyens humains pour consacrer du temps à cette évolution du *leadership*, des mentalités, des métiers de l'action et des partenariats. Le temps de travail sur ces sujets doit faire partie des temps rémunérés par les bailleurs de fonds.**

Les bailleurs et les OSC doivent également se méfier de la réplicabilité des actions, chaque action devant être particulière, ce qui exige du temps de travail et d'analyse avec les parties prenantes, ancrées dans leur contexte précis, tout en permettant l'apprentissage en continu. Les bailleurs ont une grande responsabilité pour avancer sur ce chemin.

De leur côté, les OSC ont la grande responsabilité de déconstruire leur vision actuelle de la solidarité, locale et internationale, de leurs missions et donc de leurs métiers, pour en reconstruire une qui parte des personnes concernées, qui s'allie véritablement à elles et qui les serve équitablement.

RECOMMANDATIONS POUR LE SECTEUR DES SOLIDARITÉS

Cela remet en question l'utilisation d'indicateurs numériques dérivés d'un cadre logique produit uniquement par une équipe de projet avant sa mise en œuvre : toutes les activités ne peuvent pas être définies à l'avance. Un temps de travail partagé avec les personnes concernées, pour définir la vision collective, les changements visés et les activités doit être prévu au début de toute action – et cela doit pouvoir être considéré comme un élément, en soi, constitutif de l'action. Et, afin de ne pas solliciter un travail gratuit de la part des personnes concernées, pour ne pas s'accaparer leurs savoirs, connaissances et ressources, **ce travail doit être reconnu de même valeur**, et être donc rémunéré équitablement.

Les principes d'équité, de respect et de *care* doivent être à la base de notre vision et de nos actions collectives.

Ces recommandations ont été élaborées conjointement par les contributrices et contributeurs de l'ouvrage et les participant·e·s à la journée du 14 novembre 2023, qui ont travaillé à leur élaboration. L'équipe du F3E en charge du projet en a proposé une première rédaction, qui a été retravaillée par les uns, les unes et les autres.

LES CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS

Elena Brito Herrera

Elena Brito Herrera fait partie de la communauté des Maya Ixil du Guatemala. Elle est technicienne en développement communautaire rural à l'université d'Ixil, coordinatrice de la radio communautaire Tiichajil Tenam et promotrice de l'association de femmes tisseuses Ixil Q'imb'al. À travers ses recherches, elle met en avant la nécessité de valoriser et d'appliquer les pratiques de soins écologiques ancestrales pour lutter contre les crises climatiques et la dégradation de la nature.

Elena Brito Herrera contribue au projet par sa connaissance et son étude des savoirs ancestraux de sa communauté. Elle met notamment en avant l'importance de l'éducation dans le partage des expériences et la récupération des pratiques ancestrales perdues. Pour finir, elle évoque son expérience et sa lutte contre les multinationales qui menacent la qualité de vie des populations de la région d'Ixil.

Pour aller plus loin :

Herrera B. Elena. 2020. "Radio Tchichajil Tenam becomes a reality", Cultural Survival. https://www.culturalsurvival.org/news/radio-tiichajil-tenam-becomes-reality

Blanca Bayas Fernández

Blanca Bayas Fernández est membre de l'Observatorio de la Deuda en la Globalisación (ODG), une organisation de 23 ans d'expérience basée à Barcelone. Elle étudie l'impact du système capitaliste et patriarcal et formule des propositions pour stimuler la réflexion sur des modèles alternatifs. Blanca insiste sur l'importance de repenser la relation avec les biens communs et de créer des politiques plus enracinées dans les réalités locales pour la construction de transitions éco-féministes et éco-sociales, plus nécessaires que jamais en période d'urgence (soins, sociale et écologique).

LES CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS

Blanca se concentre sur la perspective des biens communs et des services publics à travers le prisme des théories écoféministes et de l'économie féministe. Elle présente des principes et des propositions pour repenser les villes face à l'extractivisme des entreprises et pour promouvoir des politiques publiques plus inclusives et perturbatrices.

Pour aller plus loin :

Blanca Bayas Fernandez. 2020. « Prendre soin de la vie dans les villes. Féminisme et remunicipalisation en Espagne contre la marchandisation du "care" », Villes contre multinationales, Passerelle, N°20, (février), 149-204 : https://multinationales.org/IMG/pdf/passerelles_20.pdf

Blanca Bayas Fernandez, Joanna Bregolat i Campos. 2021. « Propositions écoféministes pour repenser les villes. Voies d'accès au public et à la communauté », Observatori del Deute en la Globalitzacio (ODG), (octobre), 29 : https://odg.cat/es/publicacion/propuestas-ecofeministas-para-repensar-las-ciudades/

A4

L'Association d'Accueil en Agriculture et Artisanat (A4) est née de la volonté de rassembler des personnes souhaitant travailler et vivre de façon digne dans les domaines de l'agriculture ou de l'artisanat. L'objectif de A4 est de construire une dynamique d'accueil, de formation, d'accès au travail et d'accompagnement administratif par et pour des personnes avec ou sans papiers, urbaines ou rurales.

Les représentant·e·s d'A4 reviennent ici sur le processus de co-construction avec les paysan·ne·s, artisan·e·s et les membres de l'association, de réseaux de lieux accueillants, afin de trouver des solutions en commun. Iels évoquent leur expérience personnelle et la dynamique horizontale d'accueil paysan, sur laquelle s'est construite l'association, permettant de mettre en lien les territoires et initiatives déjà existantes.

Pour aller plus loin :

https://a4asso.org

Georgine Kengne Djeutane

Georgine Kengne Djeutane est une autrice et économiste formée à la résolution de conflits, au genre et à la défense des droits humains. Elle travaille avec l'organisme WoMin afin d'améliorer l'accès des femmes aux ressources et aux moyens de subsistance. Dans le cadre du projet « Consentement et droit de dire non », elle renforce les capacités des femmes à défendre elles-mêmes leurs droits face aux projets miniers qui s'implantent dans leur communauté sans leur aval.

Georgine met ici en exergue les conséquences désastreuses que subissent les femmes du fait de ces activités extractives destructrices. Elle décrit le rôle de WoMin dans le soutien aux initiatives et luttes qui placent les femmes au coeur du combat contre l'exploitation minière.

Pour aller plus loin :

Djeutane, G.K. (2001). La place de la revendication de l'annulation de la dette dans la lutte pour un ordre social plus juste, Forum du Tiers-Monde.

Djeutane, G.K., & Munditi, N. (2014). An Overview Of Domestic Debt In SADC: A Synthesis Of Trends, Structure And Development Impacts.

Le Gret

Le Gret est une association de solidarité internationale dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables et promouvoir la justice sociale, tout en préservant notre planète. Ses actions, du terrain au politique, s'inscrivent dans des processus de capitalisation des expériences et de recherche-action.

Guillaume Quelin, membre du Gret, et Zoé Bouahom, ancienne membre du Gret, partagent leurs retours d'expérience de transitions climatiques sur le terrain et à l'échelle des organisations du secteur de la solidarité internationale.

Pour aller plus loin :

https://gret.org

LES CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS

Manuela Royo Letelier

Manuela Royo Letelier est une avocate et activiste féministe chilienne membre du Mouvement pour la défense de l'eau, du territoire et de l'environnement (Modatima) et également vice-présidente de l'ONG Ecofeminista SurTerritoria. Spécialisée en droit constitutionnel et en droits humains des peuples autochtones, elle a notamment engagé des procédures judiciaires pour la défense du droit à l'eau et contre la violation des droits du peuple Mapuche. Manuela lutte pour faire progresser la prise en compte de la justice sociale, l'écologie et le féminisme dans les politiques chiliennes.

En tant que représentante de Modatima, Manuela Royo approfondit les questions de l'accaparement de l'eau et de violation des droits des peuples. Son intervention met également en lumière l'importance des luttes féministes dans la remise en cause des logiques dominantes sur la gestion de l'eau.

Pour aller plus loin :

Royo M. Melin M. Mansilla P. 2017 « MAPU CHILLKANTUKUN ZUGU : Décoloniser la carte de Wallmapu, Construire une cartographie culturelle en territoire mapuche. », Temuco : Pu Lof Editories, 126.

https://www.researchgate.net/profile/Pablo-Mansilla-Quinones/publication/342923416_MAPU_CHILLKANTUKUN_ZUGU_Descolonizando_el_Mapa_del_Wallmapu_Construyendo_Cartografia_Cultural_en_Territorio_Mapuche/links/5f0db5a5a6fdcc3ed7056a05/MAPU-CHILLKANTUKUN-ZUGU-Descolonizando-el-Mapa-del-Wallmapu-Construyendo-Cartografia-Cultural-en-Territorio-Mapuche.pdf

Sergi Escribano

Sergi Escribano est un ingénieur agronome, professeur et entrepreneur travaillant sur les systèmes alimentaires et leur durabilité économique, sociale et environnementale. Il est engagé au niveau associatif dans Commonspolis ou dans les entreprises Empodera Consultores ou Agroa, qui promeuvent l'innovation sociale pour le changement et le renforcement des capacités individuelles et collectives.

La contribution de Sergi permet de mieux appréhender les défis majeurs auxquels font face les systèmes alimentaires et écologiques urbains, et les alternatives pour amener la transition alimentaire vers un modèle plus juste et résilient.

Swayam Shikshan Prayog (SSP)

Swayam Shikshan Prayog (SSP) est une organisation reconnue pour son travail d'adaptation au changement climatique en faveur des communautés locales vulnérables en Inde.

SSP promeut un développement communautaire inclusif et durable en renforçant la résilience et l'autonomie des femmes situées dans des régions à faibles revenus menacées par le climat.

Naseem Shaikh et Jiji Sebastian ont représenté SSP durant le processus, avec l'appui de Ratna Mathur, professionnelle du genre et du développement social. Elles soulignent ici les initiatives de l'association pour créer des solutions locales avec les femmes sur des questions allant de l'agriculture résiliente à l'entrepreneuriat, en passant par la protection des ressources naturelles.

Pour aller plus loin :

https://swayamshikshanprayog.org/

Diego Escobar Diaz

Diego Escobar Diaz est pédagogue, historien et militant pour la paix en Colombie. Il étudie principalement les conflits liés à la distribution des ressources naturelles et la manière dont les mouvements sociaux déploient leur pouvoir politique sur les territoires.

Diego aborde ces questions à travers la notion d'« écologie politique de la différence ». En prenant l'exemple des communautés de La Guajira et des communautés afro-descendantes du Pacifique caucasien en Colombie, il propose de réfléchir à des solutions contre l'exploitation irrationnelle des ressources par les multinationales et à la perte des pratiques traditionnelles et culturelles locales qui en découle.

Pour aller plus loin :

Escobar D. Diego. 2020. « La sécurité selon la Guardia indigène en Colombie », Propositions et inspirations pour la transition sur les territoires, Commonspolis, (novembre) : https://commonspolis.org/fr/propositions/la-securite-selon-la-guardia-indigene-en-colombie/

Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0 International.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer ce document au public. Néanmoins, vous devez respecter les conditions suivantes : vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur ou autrice de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils ou elles vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre) ; vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales ; vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter ce document. Le texte intégral du contrat est disponible à l'adresse suivante :
http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Comment et pourquoi lier écologie et pouvoir d'agir quand on évoque les enjeux de solidarités en général et les enjeux de solidarité internationale en particulier ?

Écologie et pouvoir d'agir a pour objectif de défricher la thématique pour le réseau du F3E.

En donnant la parole à des contributrices et contributeurs issu·e·s de 6 pays différents, le F3E a cherché à montrer une diversité d'approches, qui ont un comme point commun l'articulation entre enjeux écologiques et justice sociale.

Pendant presqu'un an, les autrices et auteurs des 9 articles réunis dans l'ouvrage ont échangé leurs points de vue avant de se lancer dans l'écriture. Le produit de ces échanges se trouve entre vos mains : des commentaires enrichissant les articles ont été préservés pour montrer les articulations entre les différentes positions.

En guise de conclusion, l'ouvrage propose des recommandations élaborées par les participantes et participants à une journée dédiée à la présentation de ces articles fin 2023, qui ont été enrichies du regard des contributrices et des contributeurs.

Que vous soyez impliqué·e dans une organisation de la société civile, dans une collectivité territoriale, que vous travailliez en France ou à l'international, cet ouvrage est fait pour vous !

17, rue de Châteaudun
75009 Paris, France
T : 33 (0) 1 44 83 03 55
M : f3e@f3e.asso.fr
f3e.asso.fr

AVEC LE SOUTIEN DE